

REVUE DE PRESSE

15 mai 2020

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des commissions
scolaires
du Québec

PRODUIT PAR

influence

Des classes désertes jusqu'à la fin d'août

Les parents réclament une véritable offre d'enseignement à distance

MARCO FORTIER
GUILLAUME LEPAGE
LE DEVOIR

Le milieu de l'éducation a poussé un soupir de soulagement : il n'y aura pas de retour en classe avant septembre dans le Grand Montréal, qui reste l'épicentre de la pandémie au Canada. Les écoles primaires, qui devaient rouvrir le 25 mai, resteront fermées dans l'espoir de freiner la propagation du virus.

Les comités de parents de Laval et de Montréal ont salué la décision, mais réclament que l'enseignement à distance se mette véritablement en marche, après des semaines d'hésitation. Les deux derniers mois ont été une véritable perte de temps pour les élèves sur le plan pédagogique, affirment-ils dans une déclaration commune.

Le premier ministre, François Legault, s'est engagé à soutenir les élèves de la grande région de Montréal pour éviter qu'ils prennent du retard sur leurs camarades du reste du Québec — où les écoles primaires ont rouvert lundi.

« Les conditions ne sont pas réunies pour un déconfinement dans le Grand Montréal », a dit le premier ministre, François Legault, qui s'était déplacé jeudi dans la métropole québécoise pour son point de presse quotidien. La transmission communautaire a augmenté dans l'île de Montréal au cours des derniers jours.

Devant la force de la pandémie, la confiance des parents de Montréal envers les mesures de sécurité dans les

écoles s'était émoussée : à peine 30 % des parents prévoyaient d'envoyer leurs enfants en classe en vue d'une réouverture le 25 mai, selon les données préliminaires de la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Près de 50 % des parents avaient pourtant l'intention d'envoyer leurs enfants à l'école si la rentrée avait eu lieu une semaine plus tôt, comme l'avait d'abord prévu le gouvernement.

Dans les quartiers plus durement frappés par le coronavirus, qui sont aussi les plus défavorisés — Montréal-Nord, Saint-Michel, Hochelaga-Maisonneuve —, à peine 15 % ou 20 % des enfants seraient allés dans certaines écoles, indiquent nos sources.

La mairesse de Montréal, Valérie Plante, a salué la décision de garder les écoles fermées. « En ce qui concerne l'annulation de l'année scolaire, je pense que ça devenait nécessaire pour limiter la propagation du virus dans la région métropolitaine », a-t-elle déclaré aux côtés de M. Legault.

Il faut maintenant « réfléchir » à des façons d'aider les enfants et les parents, a-t-elle rapidement ajouté, afin de réduire l'anxiété et d'éviter le décrochage scolaire. « On sait que cette situation peut être vécue comme un choc pour plein de familles. »

Les comités de parents de Laval et de Montréal ne cachent pas leur impa-



tience. « Il est temps de mettre énergies et ressources pour renouveler l'offre pédagogique de nos écoles, pour l'adapter à la situation de crise sanitaire actuelle et du même coup, lui faire prendre un pas de géant vers l'avant. Ça fait maintenant des semaines que les parents de Laval et de Montréal attendent de voir que le travail commence pour préparer l'avenir. »

Ils exigent que leurs enfants obtiennent au plus vite, et jusqu'à la fin de l'année scolaire, le suivi pédagogique qui a été promis par le ministère de l'Éducation. Il faut aussi former les enseignants aux nouvelles technologies et préparer la rentrée scolaire de l'automne, où l'enseignement à distance prendra sans doute une place importante, estiment les comités de parents.

Ils rappellent la promesse du gouvernement de distribuer 15 000 tablettes ou ordinateurs portables aux élèves qui en ont besoin. Une promesse qui tarde à devenir réalité. « Il va falloir accélérer la distribution de matériel informatique », reconnaît Héléne Bourdages, présidente de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES).

Les directions d'école ont identifié environ 10 % des élèves par établissement qui ont besoin de ces tablettes munies d'un accès à Internet, explique-t-elle. Aux dernières nouvelles, la semaine dernière, le matériel se trouvait toutefois dans un entrepôt à Québec, selon Héléne Bourdages.

Il faudra appuyer les élèves vulnérables, mais aussi les enseignants, qui doivent adapter leurs pratiques à la nouvelle réalité de la pandémie, rappel-

le Catherine Beauvais-Saint-Pierre, présidente de l'Alliance des professeures et des professeurs de Montréal. « On parle du risque de décrochage des élèves, mais il y a une crainte de décrochage enseignant aussi », dit-elle.

La cheffe syndicale dit avoir des exemples d'enseignantes qui devaient leur retraite d'une ou deux années à cause des bouleversements causés par l'enseignement à distance — et en distanciation physique. « Changer toute sa façon de fonctionner pour quelques mois ou quelques années, c'est tout un défi », dit-elle.

Il s'agit d'un bien mauvais moment pour laisser partir des profs d'expérience. La pénurie d'enseignants, déjà criante avant la crise de santé publique, risque de s'aggraver.

Le ministre rassurant

Le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, a tenté de rassurer les parents et les enseignants jeudi. Il a fait une mise au point sur sa page Facebook après avoir laissé entendre, la veille, que la rentrée de l'automne pourrait se faire à distance pour les élèves du secondaire.

« Soyons clairs : je vais tout faire pour que tous les élèves, ceux du primaire comme ceux du secondaire, puissent retourner à l'école pour la rentrée de septembre prochain. La possibilité que les cours se poursuivent exclusivement à distance pour les élèves du secondaire à l'automne n'est qu'un scénario parmi plusieurs autres. Ce n'est pas du tout le plan A, et aucune décision n'est prise encore. » Le gouvernement compte continuer de suivre les directives de la Santé publique.

Les conditions ne sont pas réunies pour un déconfinement dans le Grand Montréal

FRANÇOIS LEGAULT



Québec veut relancer l'économie par ses projets d'infrastructures

MYLÈNE CRÊTE

CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE

À QUÉBEC

LE DEVOIR

Maisons des aînés, CHSLD, écoles, transports collectifs... De nombreux projets déjà prévus au Plan québécois des infrastructures (PIQ) seront devancés par le gouvernement Legault pour relancer l'économie qui tourne au ralenti en raison de la pandémie.

Le président du Conseil du Trésor, Christian Dubé, a annoncé jeudi que l'équivalent de 2,9 milliards de dollars en projets seront concrétisés durant l'année financière 2020-2021 et qui viennent s'ajouter aux 11 milliards déjà prévus.

« Cette mesure permettra d'injecter plus d'argent, plus rapidement, dans les secteurs que l'on dit prioritaires de l'économie du Québec », a-t-il affirmé en conférence de presse. Il était accompagné du ministre des Finances, Eric Girard. « En fait, ce qu'on fait un peu, c'est que la demande publique vient remplacer la demande privée qui est affectée par les conditions économiques », a expliqué celui-ci.

La part du lion de cette nouvelle somme revient au réseau de l'éducation qui recevra 1,1 milliard supplémentaire pour la réfection et l'agrandissement d'écoles. Le PQI prévoyait déjà 1 milliard durant l'année financière en cours pour donner un coup de neuf aux écoles négligées depuis 30 ans. C'est donc plus de la moitié de 5,9 milliards prévus jusqu'en 2030 pour l'agrandissement, à la rénovation et à la construction d'écoles qui sera allouée en 2020-2021.

Le PQI prévoit une vingtaine de projets majeurs de 50 millions de dol-

lars ou plus dans la grande région de Montréal et 2300 projets de rénovation un peu partout au Québec sur dix ans.

Le réseau de la santé disposera de 700 millions supplémentaires pour accélérer la construction des 30 maisons des aînés annoncées en juin 2019.

Le gouvernement a depuis fait passer le nombre de places de 2600 à 2900, a indiqué le ministre Dubé. Une trentaine de terrains avaient déjà été réservés. Une somme de 600 millions sera consacrée à des projets de transports collectifs principalement à Montréal et 370 millions seront alloués au réseau routier.

La crise a coûté 23 milliards

Le devancement de ces projets d'infrastructure s'ajoute aux montants déjà consentis pour permettre aux entreprises de passer à travers la crise et pour bonifier le salaire des travailleurs essentiels. « Nos interventions totalisent 23 milliards de dollars ou 5 % du PIB, a indiqué le ministre Girard. Je vous rappelle qu'il y avait 2,5 milliards pour les entreprises, plus d'un milliard pour les travailleurs essentiels, aujourd'hui, 3 milliards pour les infrastructures. »

Selon ses estimations, ces 3 milliards devraient avoir un effet positif sur l'économie qui ajouterait 1,5 milliard au PIB, soit 0,3 %. M. Girard ne craint pas un retour à l'austérité au cours des prochaines années même si la pandémie a causé un déficit budgétaire qui oscillerait entre 12 et 15 milliards. Il a rappelé que le Québec était dans une position économique enviable au début du mois de mars avec son surplus de 4 milliards de dollars. Le retour à l'équilibre budgétaire se fera donc graduellement.

« En le faisant sur un horizon de trois

à cinq ans, on va pouvoir éviter l'austérité et surtout éviter les hausses d'impôts parce que les Québécois sont déjà suffisamment taxés », a-t-il affirmé.

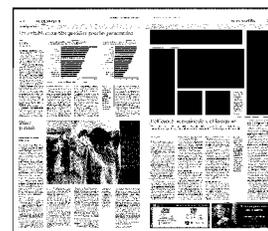
Hors de question également de prélever un « impôt de pandémie » sur les grandes entreprises comme le propose Québec solidaire.

Le deuxième groupe d'opposition avait suggéré au gouvernement, plus tôt dans la journée, de puiser dans les poches des grandes bannières commerciales pour renflouer ses coffres étant donné qu'elles ont pu continuer d'engranger des profits en restant ouvertes durant les deux premiers mois de la pandémie, alors que le reste de l'économie a dû fermer.

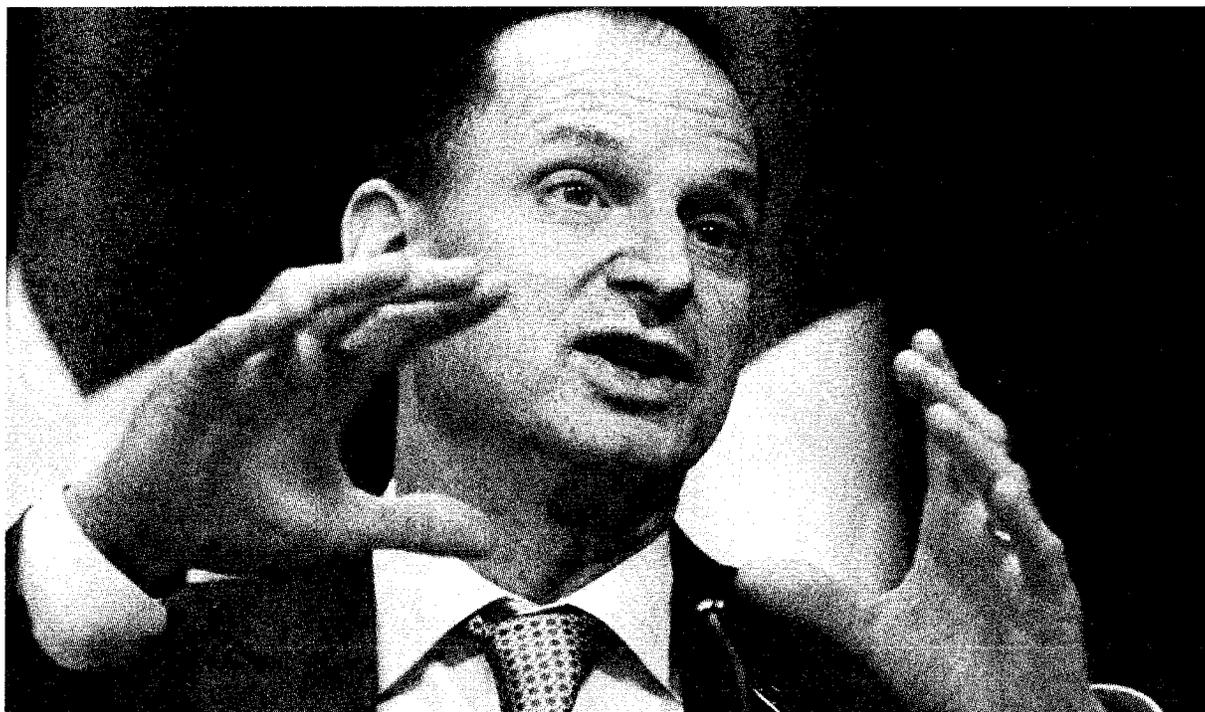
« Les grandes entreprises font déjà leur part au Québec, a expliqué M. Girard. « Elles représentent 1 % des entreprises et 50 % des impôts corporatifs. [...] On veut avoir plus de grandes entreprises, plus de sièges sociaux au Québec, et, de maintenir une fiscalité compétitive, c'est très important pour ça. »

Le ministre des Finances a indiqué qu'il ferait le point sur le déficit lors d'un énoncé complémentaire vers la fin du mois de juin. La mise à jour économique est prévue à l'automne.

Le ministre Christian Dubé a indiqué



que le gouvernement travaillait sur l'élaboration d'un « deuxième budget » et d'un « deuxième PQI » sans indiquer quand ils seraient dévoilés.



Le ministre Eric Girard ne craint pas un retour à l'austérité au cours des prochaines années même si la pandémie a causé un déficit budgétaire qui oscillerait entre 12 et 15 milliards.

JACQUES BOISSINOT
LA PRESSE
CANADIENNE

RETOUR EN CLASSE

Un casse-tête nommé Montréal

M

ontréal astique son armure de guerrière, mais elle plie les genoux : sans personnel suffisant dans les hôpitaux pour soigner les malades, sans tests suffisants pour départager les bien portants des personnes atteintes, sans masques suffisants pour se véhiculer dans les transports en commun, comment vaincre ? Le report de la rentrée scolaire à la fin de l'été, annoncé jeudi par le premier ministre François Legault, le confirme : le Grand Montréal est une bulle. L'école aussi est sous verre.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD



Le réseau des écoles pousse un soupir de soulagement. Pour les parents du primaire, cette nouvelle conforte les adeptes du confinement prolongé, mais déçoit ceux qui espéraient une normalité nommée reprise des classes. Les données dévoilées chaque jour par les autorités et disséquées sous diverses formes par les médias avec éloquence devraient toutefois servir à comprendre que la région métropolitaine n'est pas prête à vivre la fin de l'isolement. Les commerces espèrent encore une reprise des activités le 25 mai, mais il n'y a rien de moins certain.

Ça ne signifie pas la fin des classes, mais il sera difficile de garder élèves, parents et enseignants en haleine aux beaux jours de mai. « Au secondaire comme au primaire, l'année scolaire n'est pas terminée ni pour les enseignants ni pour les élèves. » Ainsi parlait le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, mercredi à l'Assemblée nationale, en réponse à ceux qui s'inquiétaient des effets dommageables, sur les élèves, d'un certain relâchement scolaire. Depuis la mise à l'arrêt de l'école, le 13 mars dernier, les enfants et les adolescents du Québec n'ont pas tous accès aux mêmes curriculums, pour dire le moins : alors que certains ont droit à des séances Zoom avec leurs enseignants tous les matins, d'autres à de véritables classes en différé données à distance par des grands-parents zélés, d'autres encore à des travaux supervisés par des parents conjuguant tant bien que mal les travaux scolaires au travail tout court, certains au contraire n'ont rien à se mettre sous la dent, ou si peu.

Au secondaire ? L'offre est encore plus disparate, et les tergiversations du début de confinement — en vacances ? Pas en vacances ? — ont détruit chez beaucoup tout résidu de motivation. Des enjeux de santé mentale se profilent. Certains jeunes n'ont fait ni une ni deux et ont troqué l'habit de l'élève pour celui du travailleur. Le ministre Roberge s'est défendu jeudi d'avoir voulu les gronder mercredi en les invitant à laisser le travail pour l'école. Le ministre de l'Éducation n'a pas la tâche la plus simple, soit tenter de recréer un réseau scolaire à distance, mais on a eu du mal depuis les débuts de la crise à sentir une direction ferme et claire de la part de son ministère.



Les enjeux y sont pourtant grandioses. Évidemment, la catastrophe imminente est celle qui se joue sous nos yeux, et elle rime avec Santé. On a bien raison d'y accorder le plus clair des efforts, des sommes, de la logistique. Mais un autre cratère se profile en Éducation, là où les plus vulnérables sont sans nul doute les moins bien servis par tout ce qui peut ressembler à un relâchement ou à une pause.

À Montréal, des sondages éclair effectués dans des écoles ont démontré que c'était dans les milieux les plus défavorisés que les parents résistaient le plus au retour à l'école, au grand dam des directions d'école qui espéraient retrouver au moins les joueurs les plus vulnérables pour ne pas que tous les acquis s'effritent. Ces angoisses sont reportées à septembre.

Le ministre de l'Éducation n'a pas la tâche la plus simple, soit tenter de recréer un réseau scolaire à distance, mais on a eu du mal depuis les débuts de la crise à sentir une direction ferme et claire de la part de son ministère

Au secondaire, où les taux de décrochage sont déjà une des préoccupations les plus vives dans les grands chantiers de l'éducation, un des scénarios évoqués par le ministre de l'Éducation mercredi laissait planer l'enseignement à distance tout l'automne. Devant le tollé suscité par cette hypothèse, M. Roberge a précisé jeudi que ça n'était qu'une des possibilités envisagées, et pas celle qu'il favorise. Mais cette communication ne fait qu'ajouter à l'impression généralisée que les élèves du secondaire sont largués dans toute cette histoire, oui, largués. Lorsque les statistiques de décrochage seront publiées, on pourra parler de la courbe des abandons scolaires.

C'est tout bonnement la mathématique de la distanciation physique qui explique cette mise à l'écart du secondaire, rien de plus. Les élèves du primaire et du secondaire ne pourront jamais tous entrer dans les locaux en tout respect des nouvelles règles. Il faut donc considérer des idées porteuses comme une alternance entre la présence en classe et l'enseignement à distance, des cours en rotation, du temps partiel, pour éviter que cette pause forcée par la pandémie ne se transforme en abandon pour un trop grand nombre.

ACTUALITÉS

L'HEURE DES VACANCES N'A PAS SONNÉ

LOUISE LEDUC
LA PRESSE

Les écoles de la grande région de Montréal ont beau rester fermées au moins jusqu'à l'automne, le calendrier scolaire n'est pas fini pour autant. Lectures, exercices, évaluations : enseignants et élèves doivent s'atteler à la tâche dès maintenant, a affirmé Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation, en entrevue avec La Presse. Un discours qui tranche avec celui de François Legault.

CINQ SEMAINES « À PLEIN RÉGIME »

Si les enfants et les adolescents de la grande région de Montréal ne peuvent pas retourner à l'école ce printemps, il reste bel et bien cinq semaines au calendrier scolaire, et « je les veux à plein régime ».

En entrevue téléphonique avec La Presse en fin d'après-midi, jeudi, le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Jean-François Roberge, a souligné que, depuis le 4 mai, les enseignants, tout comme le personnel de la santé, avaient accès aux services de garde d'urgence.

En conséquence, le ministre Roberge s'attend à partir de maintenant à « une pleine prestation de travail » des enseignants, qui doivent avoir « plusieurs contacts personnels par semaine avec les élèves, que ce soit par Zoom, par téléphone ou par courriel ».

Ce discours tranche nettement avec celui de François Legault, qui évoquait tout au plus en conférence

de presse jeudi l'envoi de « petits devoirs ».

Le ministre Roberge, lui, assure qu'il n'est pas question que de petits devoirs et que les parents doivent aussi s'attendre à beaucoup plus qu'à de simples suggestions de devoirs et de leçons par les enseignants.

« D'ici lundi ou mardi », les 70 000 tablettes « qui dorment dans les écoles » doivent être prêtées aux élèves, et la récupération des manuels et des livres en classe doit se faire très rapidement. « Ça presse. »

Contrairement aux enseignants et aux syndicats, qui parlaient surtout jeudi de la rentrée de l'automne, M. Roberge rappelle que le calendrier scolaire n'est pas fini et qu'enseignants et élèves doivent s'atteler à la tâche dès maintenant.

Le ministre s'attend à ce que les élèves « fassent des lectures, des exercices, qu'ils les renvoient aux professeurs, qu'ils reçoivent une rétroaction par courriel ou par téléphone ».

Il s'attend aussi à ce que les élèves reçoivent de leurs enseignants des évaluations, pas nécessairement chiffrées, mais qui permettent à l'élève de savoir à tout le moins s'il a bien réussi son exercice ou pas.

Quand on souligne au ministre que ce sera là tout un changement dans la mesure où, dans un grand nombre d'écoles primaires et secondaires, les contacts entre les élèves et les enseignants étaient très limités - voire inexistantes - depuis deux mois, il s'en étonne. « Il y a des correctifs à apporter si ça s'avère. Il appartient aux directions d'école de faire le travail. »

M. Roberge comprend que les directions d'école et les enseignants ont été très occupés à réorganiser les locaux, au cours des derniers jours, alors qu'il était question d'une rentrée printanière. Ils en avaient plein les bras, explique-t-il.

Ils peuvent maintenant se recentrer sur les élèves, qui sont nombreux, dit-il, à avoir déjà reçu une tablette quand ils n'en avaient pas à la maison.

Combien ont déjà été distribuées ? M. Roberge dit ne pas avoir de nombre exact, mais qu'il devrait l'avoir demain.

ET L'AUTOMNE ?

Pour ce qui est de l'automne, si par malheur les écoles ne pouvaient rouvrir, tout sera mis en place, assure M. Roberge. « Nous aurons la ceinture et les bretelles. [...] Comme toute la planète, on s'est fait surprendre en mars ; on ne se fera pas surprendre l'automne prochain. »

M. Roberge dit que des annonces sont à faire, mais que des discussions sont en cours avec des chaînes de télévision pour que des cours y soient donnés.

S'il parle aussi en passant du site internet créé par le ministère de l'Éducation qui contenait une foule de références et qui a été très visité, M. Roberge assure que, si les écoles restent fermées l'automne prochain, les parents ne se retrouveront pas à devoir fouiller eux-mêmes dans tout cela pour faire l'école.

« Ça ne sera pas le parent qui sera l'enseignant. »

— Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

Il n'est pas impossible non plus que l'école soit « hybride » à la prochaine rentrée, que certains élèves s'y retrouvent en personne, en alternance, avance Jean-François Roberge.

« ON N'A PLUS LE DROIT À L'ERREUR »

« Après le flou en éducation des derniers mois, là, on n'a plus le droit à l'erreur, ni maintenant ni à l'automne », a réagi hier la députée Véronique Hivon, porte-parole en éducation pour les péquistes.

Mme Hivon dit s'être étonnée de l'absence de M. Roberge à la conférence de presse. Et quand M. Legault a admis qu'une période de six mois sans école était problématique, « je m'attendais à ce que la phrase qui suive soit : "Voici donc les mesures qui seront prises." »

Au départ, rappelle-t-elle, le ministre Roberge a dit aux enseignants qu'ils étaient deux semaines en vacances, pour ensuite faire très attention de ne parler que de suivis facultatifs à assurer.

Ce « flottement » a assez duré, selon Véronique Hivon.

« À partir du moment où on annonce que l'école est arrêtée, il faut des mesures-chocs, notamment pour les élèves en difficulté d'apprentissage. »

Elle souhaiterait l'embauche immédiate d'orthophonistes et d'orthopédagogues du secteur privé en vue d'un suivi accru des élèves en difficulté.

« Pourquoi ne pas envisager des périodes de récupération par petits groupes, cet été ? »

Mme Hivon signale que depuis avril, en Ontario, des tablettes et des ordinateurs ont été prêtés aux enfants. S'il est vrai que des distributions auraient été commencées ici, Mme Hivon dit ne pas en avoir eu vent et n'avoir pas reçu les chiffres qu'elle demandait à ce propos.

De nombreuses tablettes devront aussi être configurées et ne pourront au mieux être distribuées que vers le 10 juin, à son avis.



ACTUALITÉS

LA RÉOUVERTURE DES ÉCOLES POUR ENFANTS HANDICAPÉS N'EST PAS EXCLUE

Le premier ministre du Québec, François Legault, n'exclut pas la réouverture des écoles pour enfants handicapés. Autrement, dans la région de Montréal, François Legault a invité les enseignants à communiquer avec leurs élèves. « Lors du retour à la fin août, début septembre, il y aura une certaine période pour rattraper le retard [...] pour que les élèves puissent passer au prochain niveau », a précisé le premier ministre.

Le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Jean-François Roberge, n'était pas de la conférence de presse, a-t-il expliqué en entrevue, parce que la décision de fermer définitivement les écoles ce printemps s'est prise précipitamment, dès lors que les plus récentes données sur les cas de COVID-19 ont été connues.

La mairesse de Montréal, Valérie Plante, a affirmé que « l'annulation de l'année scolaire devenait nécessaire pour limiter la propagation du virus dans la région métropolitaine ». Elle a toutefois dit craindre le risque du décrochage scolaire et même le stress que cela pourrait entraîner dans certaines familles.

Selon Mme Plante, des mesures doivent être prises, mais elle n'en a pas précisé la nature.

Pas impossible que la rentrée automnale se fasse à distance à tous les niveaux d'enseignement, mais M. Legault a dit qu'il va « tout faire pour que ça se fasse en personne. Un, c'est plus motivant. Deux, il y a une vie de jeunesse à vivre. Évidemment, il va falloir respecter certaines normes. »

Quant aux services de garde, leur réouverture est reportée d'une semaine, soit au 1er juin, si les données sur la COVID-19 le permettent.

— Kathleen Lévesque, La Presse

ACTUALITÉS

ÉCOLE EN ZONE FROIDE, MAISON EN ZONE CHAUDE

MARIE-EVE MORASSE
LA PRESSE

Plus de la moitié des élèves d'une école de Saint-Colomban y sont interdits d'accès puisqu'ils vivent à Mirabel, ville incluse dans la Communauté métropolitaine de Montréal

Même si elle est ouverte depuis le début de la semaine, plus de la moitié des élèves d'une école primaire des Basses-Laurentides ne peuvent la fréquenter parce qu'ils vivent à Mirabel, une ville incluse dans la zone chaude. Une situation qui exaspère des parents.

L'école de la Volière à Saint-Colomban accueille habituellement environ 500 élèves. Comme toutes les écoles primaires situées à l'extérieur de la grande région de Montréal, elle a rouvert ses portes lundi dernier.

Or, plus de la moitié des élèves (342) qui la fréquentent vivent à Mirabel, une ville située en zone chaude puisqu'elle fait partie de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

Sonia Gagné a trois enfants qui fréquentent cette école, située à moins de deux kilomètres de chez elle. Malheureusement pour eux, leur maison est au mauvais endroit et ils ne peuvent donc y retourner.

« Je suis vraiment fâchée. Je comprends le contexte de l'école de Montréal, je comprends qu'on n'ouvre pas. Mais ils englobent Saint-Eustache, Mirabel, les Laurentides. Ça ratisse beaucoup trop large », dit la mère, qui met quiconque au défi d'essayer de faire comprendre cette logique à des enfants de 8 et 10 ans.

« C'est leur école de quartier ! », s'exclame Sonia Gagné. Après avoir dit à ses enfants qu'ils pourraient retourner à l'école, elle a dû leur annoncer que la commission scolaire avait fait volte-face. Jeudi, elle a appris à ses enfants qu'ils ne pourront retourner à l'école d'ici septembre, même si elle est ouverte pour d'autres.

« Ils ont beaucoup de peine. Leur enseignante dit que le retour se passe super bien et que les élèves sont vraiment heureux de se revoir. »

— Sonia Gagné

Lundi matin, Jérôme Ryckewaert est allé conduire sa fille à l'école en pensant qu'elle y retournerait comme tous les autres élèves. Or, parce que l'adresse de son ancienne conjointe est à Mirabel, dans la Communauté métropolitaine de Montréal, on a demandé à sa fille de quitter la classe où elle venait de retrouver ses camarades.

« Comment ça se fait que quelqu'un, quelque part dans la commission scolaire, n'a pas pensé à élargir l'autorisation à certains cas précis ? La mission de l'école, c'est d'accueillir les enfants, pas de les exclure », dit le père.

UNE DIRECTIVE DU MINISTÈRE, DIT LA COMMISSION SCOLAIRE

La commission scolaire de la Rivière-du-Nord, qui doit composer avec des écoles situées en zone chaude et d'autres en zone froide, dit qu'elle comprend que des parents soient déçus, mais affirme qu'elle applique une directive du ministère de l'Éducation.

« Celle-ci veut que le retour à l'école des élèves habitant sur le territoire de la CMM, dont fait partie Mirabel, soit repoussé. Des discussions sont en cours avec le Ministère pour évaluer la possibilité d'un retour en classe de notre clientèle de Mirabel, mais aucune directive ne nous a encore été transmise à cet effet », explique sa porte-parole Nadyne Brochu. Selon le site internet de la commission scolaire, les élèves de deux autres écoles sont dans la même situation.

Sonia Gagné dit avoir appris qu'au moins trois classes de l'école de la Volière se retrouvent ainsi sans élèves, tandis que des enseignants n'ont que deux enfants dans leur groupe.

La Commission scolaire a refusé de confirmer ou d'infirmer ses dires. « Nous avons un portrait général, mais pas par classe. Au total, 6488 élèves sont de retour, soit 48 % », dit Nadyne Brochu.

« On n'a même pas l'option d'y envoyer nos enfants », se désole Sonia Gagné.

ACTUALITÉS

SOULAGEMENT ET DÉCEPTION

SUZANNE COLPRON ET
MARIE-EVE MORASSE
LA PRESSE

Les écoles de la grande région de Montréal resteront fermées jusqu'à la prochaine rentrée, qui aura lieu cinq mois après que les élèves ont quitté les établissements dans la précipitation. Jeudi, parents et enseignants ont appris la nouvelle avec soulagement ou déception, mais le deuil qui doit être fait de cette année scolaire est commun.

« Je suis soulagée parce que je trouvais ça super anxiogène comme décision à prendre. J'avais l'impression qu'il y avait du mauvais d'un côté comme de l'autre. Maintenant, je suis triste pour la professeure de mon garçon. Ça fait deux semaines qu'elle travaille d'arrache-pied pour préparer cette rentrée et qu'elle gère plein d'impondérables, et là, on lui dit que, finalement, ça n'arrivera pas. C'est un deuil à faire pour les professeurs. »

— Véronique Alarie, mère de deux enfants, dont un en 1^{re} année

« Je suis déçue, fâchée et triste. L'enseignante était prête, la direction aussi, tout le monde était motivé, stimulé. Il n'y avait aucun stress à l'école. Ça va rouvrir en septembre, et on n'aura pas pu tester si ça fonctionne ou pas, ce qu'il faut ajuster. Notre fils voulait vraiment y retourner, on lui a expliqué comment ça allait se passer. Je sais que quatre semaines, ce n'est pas beaucoup, mais ç'aurait été mieux que rien. Je travaille

de la maison, je ne suis pas pédagogue, je ne peux pas faire de l'enseignement à temps plein ! Mon fils va avoir été six mois sans école. C'est inquiétant pour tous les enfants, et je n'ose pas imaginer ce que vivent les parents d'enfants avec des difficultés. »

— Lucie Rhéaume, mère d'un garçon de 9 ans

« Je comprends la décision de reporter le retour à l'école en septembre, mais c'est une source de stress additionnel pour le passage de mon fils du primaire au secondaire. Un mois pour terminer son année scolaire aurait sans doute été rassurant. Sans compter qu'il ne peut faire ses adieux à ceux et celles qui l'ont accompagné durant les huit dernières années, de la prénaternelle à sa sixième année. Très "poche". »

— Philippe Tessier, père d'un enfant en 6^e année

« Je travaille à Montréal dans une école dont le nombre d'élèves allophones frôle les 70 %. Heureusement que nous communiquons avec eux depuis le début du confinement, sans quoi la plupart d'entre eux n'auraient pas dit un mot de français depuis le 13 mars. Je suis contente de l'annonce du gouvernement, car c'est une annonce claire qui ne changera pas d'ici la fin de l'année scolaire. Selon moi, les élèves du Grand Montréal auraient dû commencer à recevoir de l'enseignement à distance en même temps que leurs homologues des régions. Le report de la réouverture des écoles dans les zones chaudes a créé un flou par rapport à ce qu'il

convenait de faire : d'une école à l'autre, la consigne n'était pas la même, chacun comblant le manque de consigne à sa façon : certaines avaient mis en branle le processus d'enseignement à distance, alors que d'autres attendaient de savoir. »

— Annick Malenfant, enseignante-orthopédagogue à Montréal

« Je suis vraiment déçue. Son enseignante était prête, j'avais vraiment confiance en elle et en ce qu'elle allait faire avec les enfants. Je ne suis pas du tout d'accord avec les mesures qui sont prises en ce moment. Je pense qu'on se trompe radicalement dans les mesures qu'on prend. Je trouve qu'on fait des erreurs monumentales, qu'on apporte des solutions qui sont pires que le mal. »

— Madeleine Allard, mère de trois enfants, dont un au primaire

« J'accepte sans problème la fermeture des écoles jusqu'en septembre, mon conjoint et moi ayant la chance de pouvoir faire du télétravail. Aussi, puisque notre fille suit un programme scolaire intensif, elle avait déjà terminé presque toutes ses matières juste avant la pandémie. Cependant, elle n'a aucune vie sociale et ne voit pas ses amies, et cela nous préoccupe qu'elle passe des mois isolée ainsi. Compte tenu de la situation dans la région de Montréal, je suis d'avis que les autorités ont pris la bonne décision afin d'éviter la propagation du virus. Mais pour les enfants du Québec, l'été risque d'être long. »

— Anouk Charles, mère d'une fille au primaire

« Je dois dire que je ne suis pas d'accord. Tout le monde se demande s'il est sécuritaire pour les enfants de retourner à l'école, mais personne ne se demande si c'est bon pour les enfants d'être confinés et privés d'école pendant six mois. Ce sont les plus vulnérables, ceux qui n'ont pas accès à l'enseignement en ligne ou à une bonne alimentation à la maison, qui vont souffrir le plus. »

– Le Dr Jay Kaufman, professeur au département d'épidémiologie, de biostatistique et de santé au travail de l'Université McGill

« C'est triste. C'est une mauvaise nouvelle pour les enfants. Je n'ai pas de problème avec la décision de la Santé publique. Ça va mal à Montréal, c'est un fait. Mais qu'est-ce qu'on fait avec les enfants de Montréal et les enfants de l'extérieur de Montréal ? Qu'est-ce qui va arriver avec les enfants vulnérables ? Ça nous inquiète. C'est une dure semaine pour la pédiatrie. »

– Le Dr Jean-François Chicoine, pédiatre à l'hôpital Sainte-Justine



Société

Report du retour en classe, entre inquiétude et réorganisation

Plusieurs intervenants estiment que la rentrée de septembre doit se faire en classe, sinon les élèves les plus vulnérables risquent de décrocher.



Une classe qui a été réorganisée afin de respecter la consigne de distanciation physique.

PHOTO : RADIO-CANADA / CATHERINE PARADIS

Maud Cucchi

Publié à 1 h 30

Maintenant que le retour en classe a été reporté à septembre dans le Grand Montréal, les parents aussi bien que les équipes pédagogiques doivent se réorganiser pour maintenir le suivi scolaire à distance, loin d'être évident.

Plusieurs observateurs et intervenants politiques s'entendent sur la nécessité d'offrir un encadrement de la plus grande qualité aux élèves, mais aussi aux parents dans les semaines à venir.

Si le premier ministre du Québec François Legault encourage les professeurs à donner « des petits devoirs » tout en ménageant « une période de rattrapage » à la rentrée prévue de septembre, le

ministre de l'Éducation Jean-François Roberge se fait plus directif. Non, l'école n'est pas (encore) finie, selon lui.

M. Roberge prévoit que les efforts du corps enseignant se concentreront désormais sur le suivi des élèves.

L'annulation de cette échéance du 25 mai permettra de réorienter les priorités, confirme Jean Godin, directeur de l'école primaire de l'Arc-en-ciel à Laval. « On est soulagés d'avoir ce répit-là pour bien préparer les choses pour le mois de septembre. À ce moment-là, on va être réellement prêts et ce sera sécuritaire à 100 % », a-t-il dit.

En entrevue au *Téléjournal* jeudi soir, le ministre Roberge a rappelé que l'accès aux services de garde pour les enseignants qui sont aussi parents a contribué à atténuer les disparités de suivi entre les classes.

« Tous les élèves doivent se mettre en mode apprentissage et poursuivre leur apprentissage jusqu'à la fin de l'année. »

— Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

Le ministre a évoqué quelques pistes d'accompagnement en attendant la rentrée des classes en présentiel. Grâce aux plateformes numériques, aux classes virtuelles et aux communications vidéo, les enseignants tentent de maintenir le lien avec leurs élèves.

« Il n'y pas d'exception tolérable, tous les élèves doivent recevoir des trousseaux, des suivis, des appels, des plans de travail », prévient-il.

« Avec le prêt de matériel technologique et les cours d'enseignement à distance qu'on fournit aux enseignants, tous les ingrédients sont là pour rehausser le niveau de services », ajoute le ministre.

M. Roberge encourage tout élève qui n'aurait pas accès à un ordinateur ou à une tablette pour travailler à se manifester auprès de son école.

« Ne vous gênez pas, levez la main, contactez votre enseignant, votre directeur d'école, on vous prêtera un outil technologique. »

— Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

- Consultez notre dossier sur la COVID-19 : Tout sur la pandémie

- Suivez l'évolution de la situation en regardant le signal débrouillé de la chaîne d'information RDI
- Suivez le nombre de cas en temps réel au Canada et dans le monde

École à la maison prolongée, mais sentiments partagés

Au bout d'une semaine d'école à la maison, certains parents n'en pouvaient déjà plus. Les plateformes proposées peuvent apparaître comme des casse-têtes, la connexion Internet saturée et le matériel informatique s'avérer inadapté.

« Les enfants sont laissés à eux-mêmes, ça met beaucoup de pression sur les parents », affirmait une mère d'élève en entrevue au *Téléjournal*.

Plusieurs fédérations dénoncent les carences du suivi scolaire à distance. « Nous sommes d'avis que pour les élèves du secondaire, tout particulièrement pour les élèves en difficulté qui pourraient se sentir démotivés et tentés de décrocher, il est primordial qu'ils puissent bénéficier d'un accompagnement direct, en personne, autant que cela est possible », écrit la Fédération des établissements d'enseignement privé dans un communiqué.

Au cours de sa conférence de presse de jeudi, le premier ministre Legault a abordé l'enjeu de l'école à distance. Il a mentionné qu'il allait tout faire pour que l'enseignement dans les écoles, les cégeps et les universités se fasse en personne.

« Un, c'est plus motivant. Deux, il y a une vie de jeunesse aussi à vivre, rencontrer d'autres personnes, c'est une partie importante dans la vie, à l'adolescence. Évidemment, il va falloir respecter certaines normes, entre autres s'arranger pour respecter le deux mètres, voir qui va devoir porter des masques, etc. Mais on ne peut pas, à ce moment-ci, exclure d'être obligé d'en faire une partie [à distance]. C'est très important, pour le décrochage, d'avoir la motivation physique d'être là », a indiqué M. Legault.

D'ailleurs, Égide Royer, un professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, croit que les jeunes les plus vulnérables risquent de glisser entre les mailles du filet scolaire si l'école ne reprend pas en classe dès l'automne prochain.

La Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ) tire la sonnette d'alarme à propos de la situation des enfants les plus fragiles. « Les élèves vulnérables et à besoins particuliers doivent pouvoir bénéficier d'une aide accrue d'enseignants et de professionnels et tous les élèves doivent avoir accès aux outils nécessaires pour réaliser leurs travaux. Sans cela, la démotivation et le décrochage les guettent », a-t-elle dit.

Selon la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), la prochaine rentrée scolaire devra inclure une importante mise à niveau « afin de rattraper les retards provoqués par la situation ».

Un modèle hybride?

En entrevue à l'émission *Le 15-18*, Marwah Rizqy, députée libérale de Saint-Laurent et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'éducation et d'enseignement supérieur, se questionne plus particulièrement sur le suivi des élèves en classes charnières, comme les élèves de première année du secondaire et ceux en cinquième année du secondaire.

« Pourquoi n'est-on pas capables de faire une période de trois semaines cet été pour consolider leurs acquis, dire au revoir à leurs amis avant d'entrer au cégep », suggère-t-elle.

« Le gouvernement doit mettre en place des outils pour être en mesure, le plus possible, de donner accès aux écoles en présentiel aux enfants ainsi qu'aux étudiants. »

— Marwah Rizqy, députée libérale et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'éducation et d'enseignement supérieur

Elle souhaiterait voir instaurer « plus de classes à ratio plus réduit ». Et propose, à l'instar des finissants infirmiers invités à prêter main-forte dans les établissements de santé, que les étudiants en enseignement effectuent leur stage plus tôt afin de contribuer à des ratios réduits enseignant/élèves.

Maud Cucchi





Société

Soulagés, les profs du Grand Montréal ont déjà la tête en septembre



Il faudra attendre le mois de septembre avant de voir rouvrir les cours d'école du Grand Montréal.

PHOTO : RADIO-CANADA / IVANOH DEMERS

Radio-Canada

2020-05-14 | Mis à jour hier à 21 h 06

Le report à l'automne du retour en classe dans les écoles primaires de la région de Montréal est accueilli avec soulagement par les enseignants, qui y voient pour la plupart l'occasion de préparer adéquatement la rentrée scolaire de septembre. À condition que leur expertise soit mise à profit par le gouvernement.

Jusqu'à jeudi matin, on continuait de se préparer pour un retour en classe dès le 25 mai à l'école primaire de l'Arc-en-ciel, à Laval. Le personnel mettait en place des stations de lavage des mains, les enseignants planifiaient leurs cours...

Si les préparatifs allaient bon train, aucun membre du personnel ne s'est dit surpris par l'annonce de François Legault, en début d'après-midi, de reporter le retour en classe, tandis qu'il se trouvait à

Montréal en compagnie de la mairesse Valérie Plante pour son point de presse quotidien.

« Je ne suis pas surprise, je m’y attendais. C’est sûr qu’on discute beaucoup entre collègues, ça se parle », a expliqué l’enseignante Julie Descoteaux, qui s’est tout de même dite triste de ne pas pouvoir revoir les élèves qu’elle avait sous son aile cette année.

Même réaction du côté de sa collègue, Jade Lebel. « Honnêtement, pour la situation, je pense que c’est bien, parce que je trouvais que c’était un peu trop pour rouvrir les écoles. Mais, je suis un peu triste parce que je ne reverrai pas mes élèves nécessairement. »

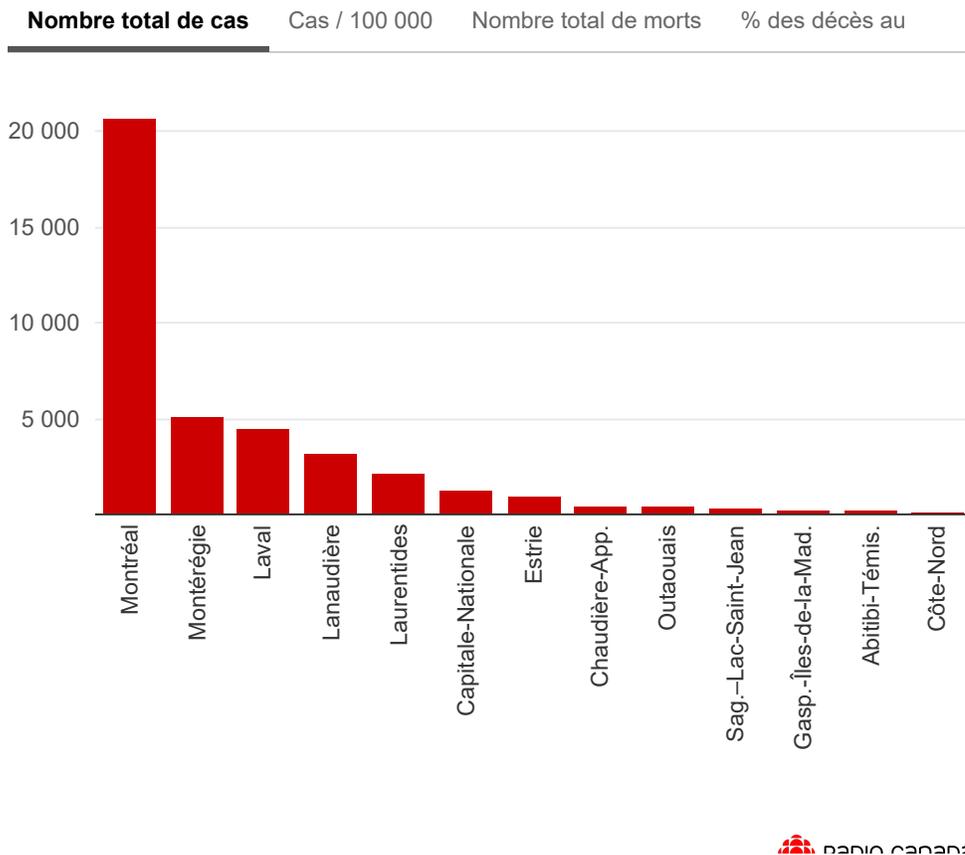
Parents inquiets et chute des inscriptions

Le Québec vient de franchir le cap des 40 000 cas confirmés de COVID-19. Selon les plus récentes statistiques fournies par la Direction régionale de la santé publique, Montréal recense la moitié (50,6 %) de ces cas.

Nombre de cas confirmés et de morts au Québec par région

Il y a présentement 40 724 cas et 3351 morts au Québec.

*Mise à jour le 14 mai 2020 à 13h30 (HAE).



Devant cette situation qui n'est pas encore maîtrisée, de l'aveu même des autorités, de nombreux parents ne souhaitent pas, en effet, renvoyer leurs enfants à l'école.

« Je suis soulagée. Sincèrement, on était beaucoup, beaucoup de parents à se demander comment ça pouvait être autrement, quand on regarde le journal, les médias, tous les jours », a indiqué Patricia Clermont, porte-parole du mouvement Je protège mon école publique et mère de deux filles, en entrevue à l'émission *Le 15-18*.

« Moi, j'avais beaucoup d'appréhension à envoyer mes enfants en mai, et puis, de toute façon, je ne comptais pas les envoyer. Je trouvais que c'était trop précocé. »

— Une mère de Laval

Hélène Bourdages, présidente de l'Association montréalaise des directions d'établissements scolaires, accueille favorablement cette décision qu'elle juge « sage ».

« Depuis l'annonce du report au 25 mai, il y a eu vraiment une chute des inscriptions dans les écoles. Dans plusieurs quartiers très défavorisés, les parents ne désiraient plus envoyer leurs enfants à l'école, alors l'exercice devenait un peu futile », a-t-elle expliqué, également en entrevue au *15-18*.

Par exemple, à la Commission scolaire de Montréal (CSDM), on prévoyait que seulement 30 % des élèves du primaire seraient de retour dans deux semaines.

Mieux préparer septembre...

Le personnel des établissements primaires compte ainsi mettre à profit ce sursis attendu pour planifier une rentrée ordonnée et sécuritaire en septembre.

« On est soulagés d'avoir ce répit-là pour vraiment pouvoir bien préparer les choses pour le mois de septembre. À ce moment-là, on va être réellement prêts, et ça va être réellement sécuritaire, à 100 %, pour tout le monde », a assuré Jean Godin, le président de l'Association des directions d'établissements scolaires de l'Île-Jésus.

Du côté de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), le président Sylvain Mallette a expliqué que les délais serrés d'un retour en mai étaient problématiques pour plusieurs établissements. « Les informations dont on disposait, c'était à géométrie variable. Mais, dans beaucoup de milieux, physiquement, ça représentait des défis très importants simplement en matière de respect de la distanciation sociale », a-t-il expliqué en entrevue à ICI RDI.

Selon lui, l'annonce d'aujourd'hui a donc une double signification pour les milliers d'enseignants que la FAE représente. « Il faut procéder à la fermeture de l'année scolaire et il faut tout de suite commencer à préparer la rentrée scolaire », a-t-il fait savoir.

« Il y aura une mise à niveau à faire, a aussi tenu à rappeler M. Mallette. Des choix devront être faits pour permettre aux élèves de rattraper les retards. »

... sans bâcler l'année en cours

Cela dit, le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, a rappelé que, même si les élèves du primaire du Grand Montréal ne reviendront pas physiquement en classe avant l'automne, l'année scolaire en cours n'est pas terminée pour autant.

Oui, les enseignants pourront « cesser d'investir de l'énergie à préparer le retour des élèves et à aménager les locaux », a-t-il reconnu jeudi, en entrevue avec Patrice Roy au *Téléjournal Grand Montréal 18 h*. Mais ils devront continuer « d'offrir une pleine prestation de travail » pour encore plusieurs semaines. Et les directions d'école seront là pour s'en assurer.

Les enseignants du Grand Montréal – qui ont maintenant accès aux services de garde d'urgence, ce qui n'était pas le cas au début de la crise – devront donc se concentrer sur le suivi à distance des apprentissages de leurs élèves (plans de travail, communications avec les parents et les enfants, etc.).

Pour ce faire, une foule d'outils leur ont été fournis dans les derniers mois, entre autres la plateforme « école ouverte », les cours diffusés par Télé-Québec. Et pour ceux qui seraient moins à l'aise avec la technologie, la TÉLUQ offre gratuitement des cours d'enseignement à distance, a aussi rappelé le ministre.

Quant aux parents, M. Roberge ne leur demande pas « de se transformer en enseignant », mais « d'être des accompagnateurs, des motivateurs ». Et ceux qui ne disposeraient pas des outils technologiques nécessaires, comme un ordinateur ou une tablette, pourront toujours s'adresser à leur école pour qu'on leur en prête, a-t-il dit.

- Consultez notre dossier sur la COVID-19 : Tout sur la pandémie
- Suivez l'évolution de la situation en regardant le signal débrouillé de la chaîne d'information RDI
- Suivez le nombre de cas en temps réel au Canada et dans le monde

Vers un modèle d'enseignement hybride?

M. Mallette estime cependant que le ministère de l'Éducation fait cavalier seul depuis le début de la crise en ce qui a trait aux conditions qui encadreront le retour en classe. « Le gouvernement a malheureusement fait le choix de se priver de l'expertise des enseignants. »

« On a des propositions. On a des solutions. Qui connaît mieux la réalité de la classe que le prof? C'est le prof qui vit avec les élèves du début à la fin de l'année scolaire. »

On connaît les milieux dans lesquels on travaille, on connaît les limites physiques aussi avec lesquelles on doit composer. »

— *Sylvain Mallette, président de la FAE*

La FAE, comme plusieurs autres acteurs du milieu, évoque notamment la mise sur pied d'un modèle d'enseignement hybride où les élèves en difficulté pourraient se présenter en classe, tandis que les autres pourraient faire leur apprentissage à distance.

Selon Hélène Bourdages, il s'agirait « de permettre au milieu d'accueillir les élèves de façon réelle un certain temps dans la semaine », pour éviter de créer plus de décrochage, tout en respectant la distanciation physique. « On ne peut pas avoir tout le monde en même temps. »

« Les directions d'écoles me disent : "On a besoin de marge de manœuvre pour organiser ça de façon locale avec nos équipes". C'est là-dessus qu'on va plancher dans les prochaines semaines. »

De son côté, la FAE a mené une consultation auprès de 5000 de ses membres et promet qu'elle soumettra des propositions au gouvernement au cours des prochains jours concernant les questions d'enseignement, mais également les mesures sanitaires à préconiser.

Avec des informations de Jean-Philippe Robillard

À lire aussi :

- Mon ado au front dans un CHSLD

ACTUALITÉS

QUÉBEC INJECTE 2,9 MILLIARDS DANS LES INFRASTRUCTURES

GABRIEL BÉLAND
LA PRESSE

QUÉBEC – Québec veut accélérer la construction de maisons des aînés, la rénovation d'écoles et les investissements en transports en commun pour donner un peu d'air à une économie malmenée par la pandémie.

Le gouvernement met encore une fois la main à sa poche : ce sont 2,9 milliards en plus que Québec injectera cette année dans les infrastructures. Cette somme vient s'ajouter aux 11 milliards qui étaient déjà prévus dans le Programme québécois des infrastructures. Il s'agit en fait d'investissements devancés.

« Ce qu'on fait un peu, c'est que la demande publique vient remplacer la demande privée qui est affectée par les conditions économiques », a indiqué jeudi le ministre des Finances, Eric Girard.

Depuis le début de la crise, l'État québécois a dépensé 23 milliards, soit 5 % du PIB.

Ces sommes serviront surtout aux écoles, à leur agrandissement et à leur rénovation (1,1 milliard). Les 30 maisons des aînés promises, avec leurs 2600 places, seront construites plus vite que prévu, assure Québec.

Les projets de transports collectifs seront aussi priorités (600 millions). Québec est en discussion avec les différentes sociétés de transports en commun, dont celle de Montréal, pour déterminer où ces investissements pourraient être faits cette année.

Ces milliards injectés dans l'économie ramèneront-ils à terme le Québec à l'ère de l'austérité budgétaire ? Le ministre Girard assure que non et cite des prévisions économiques très optimistes pour le prouver.

« Autour de la fin 2021, on devrait avoir revu le niveau de PIB que nous avions en décembre 2019. Et à partir de là, on aura une croissance des revenus de l'ordre du PIB nominal, par exemple 4 %, une croissance des dépenses alignée de 3 %, 4 %. »

– Eric Girard, ministre des Finances

« J'aimerais rappeler que notre position de départ était enviable. On avait quand même prévu un surplus budgétaire de l'ordre de 1,7 milliard ; à ça s'ajoutaient 2,7 milliards de contribution au Fonds des générations, a ajouté M. Girard. Donc, on partait avec un surplus de plus de 4 milliards de dollars. »

Pour attribuer plus rapidement ces nombreux contrats, Québec mise sur l'« agilité gouvernementale ». Il s'agit d'une manière de dire que les appels d'offres seront accélérés.

ESPOIR POUR LES VACANCES DE LA CONSTRUCTION

Une question demeure toutefois : qu'advient-il des vacances de la construction, prévues du 19 juillet au 1er août ?

Car si Québec fait de l'investissement en infrastructure la pierre angulaire de la relance, il faut que les entreprises puissent accomplir le travail. La fermeture des chantiers a plutôt entraîné de nombreux retards.

Le ministre du Travail, Jean Boulet, avait mentionné fin mars la possibilité d'annuler les vacances de la construction. Le Conseil du patronat du Québec demande que ces vacances soient étalées cette année, plutôt que concentrées en deux semaines. Les syndicats ont déjà réaffirmé que leurs membres tenaient à ces vacances.

L'annulation pure et simple, « ce n'est pas, en ce moment, dans les cartons », a indiqué jeudi le président du Conseil du trésor, Christian Dubé.

« Puis je pense que Jean Boulet va revenir au cours des prochaines semaines pour voir s'il y aurait lieu d'intervenir ou s'il y a une conciliation », a-t-il ajouté.

ARTS ET ÊTRE

ÉCOLE À DOMICILE EN TEMPS DE COVID-19 : MODE D'EMPLOI

SILVIA GALIPEAU
LA PRESSE

Vous en arrachez depuis deux mois ? Accrochez-vous. Car voilà que c'est officiel : l'école à la maison est loin de tirer à sa fin. Conseils d'experts et de parents avertis pour finir cette année sans vous arracher les cheveux ni la tête au grand complet. Au menu : des objectifs réalistes, à poursuivre sans pression, ni forcément crayons ni leçons. Qui dit mieux ?

CECI N'EST PAS DE L'ÉCOLE À LA MAISON

Après les élèves du secondaire, voilà que Québec a annoncé jeudi que les jeunes du primaire de la métropole ne retourneraient pas non plus en classe avant la fin de cette année scolaire. Beaucoup de familles s'y attendaient. Mais surprise : même les parents les plus aguerris, notamment ceux qui font déjà l'école à la maison, sont pris au dépourvu ces jours-ci. Parce que ce que nous vivons n'est pas de l'« école à la maison », justement. C'est plutôt de l'« école en temps de crise », résumait dernièrement le New York Times, ou de l'« enseignement de confinement », si vous préférez. « Moi, je n'apprécie pas l'école à la maison en ce moment ! Je me cherche ! Je suis en train de tout réapprendre ! », confirme France Gagnon, une mère de cinq enfants qui fait l'école à la maison depuis pourtant 18 ans maintenant. Car en temps « normal », qui dit école à la maison dit sorties à la bibliothèque, au musée, rencontres avec différents groupes de soutien, fait-elle valoir. Là ? Oubliez ça : ses enfants, âgés de 8 à 22 ans, se sont retrouvés du jour au lendemain

confinés. Sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. « Ça n'arrivait jamais, jamais, jamais ! », dit-elle. Dans ce contexte, même sa relation avec ses enfants a changé. « Je trouve ça très difficile ! »

« Moi, je le fais par choix. Ça fait 18 ans que je ne fais que ça. Je n'essaye pas de jongler avec un travail. En plus, j'ai un intérêt et le goût de le faire. Alors j'ai une extrême compassion pour tous les parents qui n'ont pas cet intérêt pour l'école à la maison. »

— France Gagnon, mère de cinq enfants

UNE HEURE

Si les familles rament toutes à différents degrés ces jours-ci, les intervenants que nous avons consultés le confirment : il y a aussi un monde entre les jeunes du primaire et du secondaire, du public et du privé, avec et sans difficulté d'apprentissage. Difficile, dans ces circonstances, de suggérer un seul et unique mode d'emploi. Cela étant dit, le psychologue Égide Royer, professeur associé à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, une référence en matière de réussite scolaire au Québec, recommande à tous d'établir une « routine » avec heures de lever et de coucher plus ou moins fixes, à l'intérieur de laquelle on « niche » un moment, de 45 minutes à 1 heure, « consacré à des apprentissages nouveaux ou à la consolidation des apprentissages ».

Par exemple :

« Entre 10 h 30 et 11 h 30, moi, je

travaille à distance, et toi, tu fais ton travail. [...] Et notre métier, quand on a 12 ans, c'est d'aller à l'école. »

— Égide Royer, psychologue

Une heure, pas plus ? Tout à fait, répond-il. Mieux : « Pour les enfants du primaire, ça peut être un moment de lecture. » Il se fait d'ailleurs ici plutôt rassurant : « Les enseignants, dans les premières semaines de classe l'an prochain, vont consolider les apprentissages. » D'ailleurs, ajoute-t-il, « le 21 juin va arriver très vite » !

TROUVEZ CE QUI VOUS CONVIENT

Va pour une heure, ça se gère, même avec une journée de télétravail devant soi. Mais quand ? À faire quoi ? Seul ou en fratrie ? « Le message de base, reprend France Gagnon, c'est qu'il n'y a pas de recette ! » De son côté, elle privilégie les moments avant ou après les repas (parce que ceux-ci sont plus ou moins à heure fixe). Pour le reste, elle préfère garder une certaine souplesse. Car c'est ici la clé. Oubliez les horaires trop stricts, avec collation, mathématiques et exercices à heure fixe. « Ça ne marche pas ! », pouffe-t-elle, d'un rire entendu. À l'inverse : trouvez ce qui marche pour vous ! Si votre enfant préfère les chiffres, « allez-y avec ce qu'il a envie de faire ! Concentrez-vous sur les points forts, suggère-t-elle. C'est beaucoup plus gagnant d'y aller avec l'intérêt de l'enfant ! » Beaucoup plus intéressant que de vous battre à faire des dictées si la volonté de l'enfant n'y est pas, on s'entend. Et rassurez-vous, ajoute-t-elle : « Probablement que l'enfant va retourner à l'école en septembre. Quatre mois sans école, c'est rien ! »

VOUS N'ÊTES PAS UN ENSEIGNANT

C'est fondamental. Mais devant les semaines sans école devant nous, beaucoup seront tentés de l'oublier. Or non, vous n'êtes pas un enseignant. Mais bien un parent. Dont le rôle n'est pas d'enseigner, mais de soutenir. Accompagner. Consoler. Et ça fait toute la différence du monde. Et ça devrait surtout vous aider à éviter bien des conflits. « N'essayez pas de recréer l'école à la maison », dit aussi Marie-Jo Demers, mère de trois enfants, un scolarisé à la maison (14 ans), l'autre à l'école (12 ans, ces jours-ci bien évidemment à la maison) et un troisième aujourd'hui grand. « Parce que ça ne marche pas. »

Optez plutôt pour des activités en ligne (Netmath, Mots-clés) où l'ordinateur se substitue à l'enseignant. Ou pourquoi pas des jeux ? « Pinterest regorge de jeux de conjugaison, de jeu de maths, il y a tellement de ressources ! fait-elle valoir. On a la chance de réinventer les choses ! » Alors inventons, c'est le moment où jamais.

PRIORISEZ L'HARMONIE

Tout le monde s'entend. Avant même de penser aux tables de multiplication à revoir, ou aux règles de grammaire à réviser, c'est la relation avec votre enfant qu'il faut prioriser. Et surtout l'harmonie familiale. Ici, maintenant. Delphine Collin-Vézina, directrice du Centre de recherche sur l'enfance et la famille de l'Université McGill, elle-même mère de trois enfants, scolarisés malgré elle et comme tout le monde à la maison ces jours-ci, suggère ici de « choisir nos batailles ». « On vit tellement une situation exceptionnelle ces jours-ci, il faut choisir ses batailles. Revenir à l'essentiel, pour chaque famille. » Et quel est cet essentiel ? « Il faut revoir ce qui vous tient le plus à cœur comme famille. À la fin de la journée, qu'est-ce que vous voulez vous dire : on a passé une bonne journée

ensemble, on a fait un repas ensemble, on a joué à un jeu de société, ou on a fait une demi-heure de devoirs ? » Poser la question, c'est y répondre. « Je pense que viser que l'harmonie soit acquise est le plus bel apprentissage pour un enfant. »

OUBLIEZ LA PERFECTION

D'où la question qu'on a peut-être perdue de vue avec une gestion à la petite semaine ces derniers temps : « Dans le fond, le but, c'est quoi ? C'est que l'enfant puisse reprendre l'année avec le moins de retard possible », répond la chercheuse. Qu'on se le dise : « Le but, ici, ce n'est pas de montrer qu'on est un parent parfait, et que notre enfant fait toutes les trousses pédagogiques, et écoute toutes les émissions de Télé-Québec ! », ajoute-t-elle, mi-sérieuse, mi-rieuse. Le secret ? « Il faut baisser nos attentes et ne pas nous laisser prendre dans le tourbillon de la perfection pendant la COVID. Ce n'est pas le temps pour ça. Surtout pas », conclut-elle.

CONSEILS PRATIQUES

Faites une heure de travaux scolaires par jour.

Faites une pause la fin de semaine (qui peut être, pourquoi pas, de trois jours).

Pensez à utiliser un sablier ou une minuterie pour les enfants du primaire.

Fonctionnez plutôt par projets avec les enfants du secondaire, plus autonomes.

Déterminez un temps pour les moments d'étude qui vous convient, à vous et à vos enfants. (Matin, midi, soir ? À vous de voir.)

Pensez aux transitions (entre moments libres et étude, un peu comme à l'école).

En cas de difficultés

d'apprentissage, communiquez avec l'école pour vous assurer d'un suivi (en matière de soutien), idéalement d'un contact quotidien avec un enseignant choisi (pour les jeunes du secondaire).

RESSOURCE

L'Association québécoise pour l'éducation à domicile (AQED), fortement sollicitée depuis le début du confinement (plus de 400 demandes d'accès au groupe Facebook privé de l'association depuis la mi-mars), a mis en ligne pour le public néophyte une liste impressionnante de ressources virtuelles, toutes suggérées et éprouvées par ses membres. On y trouve des trucs plus convenus (Alloprof), mais aussi de nombreuses découvertes, des jeux éducatifs, des livres audio et d'autres activités de français, de mathématiques, de sciences, de géographie, alouette. Inspirant et (souvent) gratuit, le tout est mis à jour régulièrement.

COVID-19 | CORONAVIRUS

Plusieurs parents déçus que l'école ne recommence pas

Certains s'inquiètent pour le développement de leur enfant, d'autres sont « à bout »

La déception et le découragement étaient palpables chez plusieurs parents du grand Montréal qui ont appris hier que leurs enfants ne retourneraient pas à l'école primaire d'ici la fin de l'année scolaire en raison de la COVID-19.

CÉDÉRIK CARON
Le Journal de Montréal

« Je suis déçue. [...] C'est surtout pour mon fils que je trouve ça plate », déclare Pénélope Jolicœur, mère de Léonard, 8 ans, qui est en mode télétravail à temps plein depuis le début de la crise. Résidente du Plateau-Mont-Royal, à Montréal, elle s'inquiète pour son fils qui n'a pas eu de contact avec d'autres enfants de son âge depuis le 13 mars dernier, quand le gouvernement a pris la décision de fermer les écoles en raison du coronavirus.

Hier, Québec a décidé de reporter la reprise des écoles primaires dans la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) à la prochaine rentrée, qui aura lieu à la fin du mois d'août, car la pandémie cause encore bien des maux de tête dans la

métropole (voir texte en page 5).

« Ce n'est pas humain comme fin d'année », déplore Guerlaine Guerrier, dont la fille, Maina Nappatuk, termine sa 6^e année à l'école Fleur-de-Vie de Laval.

« Après sept ans de vie dans cette école, elle ne pourra pas dire au revoir à ses professeurs ni à ses amis. On est allés récupérer ses choses à l'extérieur de l'école en criant son nom pour qu'on nous apporte le tout dans un sac de poubelle. Et en plus, on nous dit qu'elle commencera probablement le secondaire à distance. Qui la préparera pour ça ? » ajoute la mère de l'enfant de 11 ans.

PARENTS « À BOUT »

Parmi les parents interrogés par *Le Journal* hier, certains commencent à en avoir plein les bras de devoir conjuguer le télétravail à plein temps avec les activités scolaires de leur enfant.

Plusieurs hésitent cependant à parler de cet aspect publiquement par crainte de se faire juger.



NANCI SAVISKAS
Mère

« Ce n'est pas toujours facile de lui demander de s'occuper seul pendant une heure et demie parce que j'ai une réunion en visioconférence [...] On n'a pas de balcon, pas de cour. Je l'emmène au parc pour jouer au ballon et au badminton, mais on fait vite le tour », confie M^{me} Jolicœur.

PAS D'AIDE

« Le confinement, c'est quelque chose. Sans aide d'aucun membre de la famille. Ce n'est pas facile. [...] Surtout qu'il n'y a pas vraiment de possibilité d'activités », dit Nanci Saviskas, une mère monoparentale de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, dont les quatre enfants sont âgés de 3 à 7 ans.

Du côté de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal, on est soulagé par cette annonce.

Sa présidente, Catherine Beauvais-St-Pierre, souligne que les enseignants auront désormais plus de temps pour organiser une rentrée plus sécuritaire.



COVID-19 | CORONAVIRUS

Montréal n'est pas sorti du bois

La situation de la région devra s'améliorer avant qu'on puisse recommencer à vivre plus normalement

Le premier ministre François Legault s'est déplacé à Montréal pour la première fois depuis le début de la pandémie pour dire à la population qu'elle resterait encore confinée pendant un bon bout de temps.

ELSA ISKANDER
Agence QMI

Ce n'était pas pour annoncer de bonnes nouvelles que le premier ministre a tenu son point de presse quotidien dans la métropole.

Pour tous les habitants de la Communauté métropolitaine de Montréal :

- Les enfants ne retourneront pas à l'école primaire avant septembre, contrairement au reste de la province, où les jeunes sont déjà de retour en classe.

- Les services de garde n'ouvriront pas avant le 1^{er} juin.

- L'ouverture des commerces, toujours prévue pour le 25 mai, pourrait ne pas se concrétiser si la situation ne s'améliore pas.

La semaine dernière, une ouverture des écoles était envisagée à ce moment, mais l'échéancier est désormais officiellement repoussé, ce qui complique la vie de plusieurs parents exaspérés.

C'est qu'à l'heure actuelle, les conditions ne sont pas encore réunies pour déconfiner Montréal, où « la situation reste très fragile », a dit M. Legault.

CONDITIONS PERDANTES

Pour aller de l'avant avec un déconfinement, il faut une baisse des hospitalisations et des décès, ainsi qu'une hausse des tests de dépistage et du nombre de lits disponibles dans les hôpitaux. De plus, il ne suffit pas d'avoir des lits : le personnel doit aussi être disponible.

Les hospitalisations ont un peu diminué, mais ce n'est pas encore le cas pour les décès, a mentionné le premier ministre.

A l'échelle provinciale, 131 nouveaux décès et 793 nouveaux cas ont été recensés dans les dernières 24 heures, portant le total à 40 724 cas et à 3351 décès.

Environ les deux tiers des décès et la moitié des cas sont dans la région montréalaise.

BEAUCOUP DE TESTS

Par ailleurs, avec 13 291 prélèvements effectués le 12 mai, le Québec se rapproche de son objectif de 14 000 tests quotidiens.

Pour que les écoliers montréalais ne prennent pas de retard sur ceux du reste de la province, Télé-Québec poursuivra son programme pédagogique.

Les enseignants seront également mis à contribution, surtout qu'ils n'auront plus à penser à l'organisation physique des classes.

« On va demander aux enseignants de communiquer avec les élèves, de leur

donner peut-être des petits devoirs, a mentionné François Legault. Et, lors du retour à la fin août, début septembre, il y aura aussi une certaine période pour rattraper le retard. Il y aura des cours pour que les élèves puissent passer au prochain niveau. »

Si le premier ministre n'a pas visité la métropole depuis le début du confinement il y a deux mois, il assure que c'était par souci de cohérence, puisqu'il demandait aux gens de ne pas changer de région.

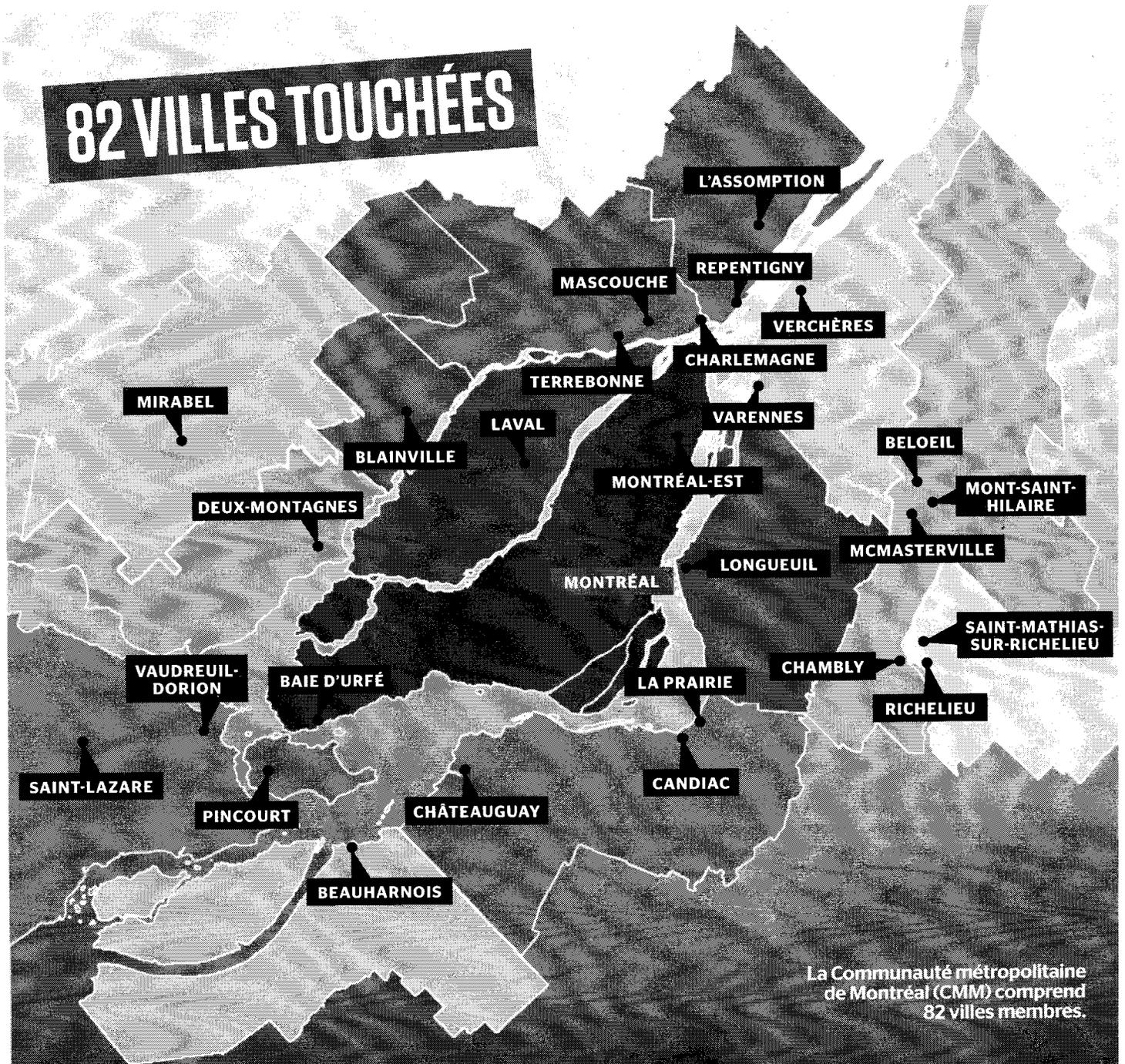
« Ça ne faisait pas mon affaire, là. Mes deux gars sont à Montréal, donc j'avais bien le goût de les voir », a-t-il dit.

Le premier ministre profitait de son séjour, qui se poursuit aujourd'hui, pour rencontrer la mairesse Valérie Plante ainsi que les directeurs des CIUSSS et des CISSS de la Communauté métropolitaine de Montréal.

– Avec Patrick Bellerose, Bureau parlementaire et de Daphnée Dion-Viens, Le Journal de Québec



82 VILLES TOUCHÉES



La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) comprend 82 villes membres.

Les autres villes de la CMM

- Beaconsfield
- Boisbriand
- Bois-des-Filion
- Boucherville
- Brossard
- Calixa-Lavallée
- Carignan
- Contrecoeur
- Côte-Saint-Luc
- Delson
- Dollard-des-Ormeaux
- Dorval
- Hampstead
- Hudson
- Kirkland
- Léry
- Les Cèdres
- L'Île-Cadieux
- L'Île-Dorval
- L'Île-Perrot
- Lorraine
- Mercier
- Montréal-Ouest
- Mont-Royal
- Mont-Saint-Hilaire
- Notre-Dame-de-l'Île-Perrot
- Oka
- Otterburn Park
- Pointe-Calumet
- Pointe-Claire
- Pointe-des-Cascades
- Rosemère
- Saint-Amable
- Saint-Basile-le-Grand
- Saint-Bruno-de-Montarville
- Saint-Constant
- Sainte-Anne-de-Bellevue
- Sainte-Anne-des-Plaines
- Sainte-Catherine
- Sainte-Julie
- Sainte-Marthe-sur-le-Lac
- Sainte-Thérèse
- Saint-Eustache
- Saint-Isidore
- Saint-Jean-Baptiste
- Saint-Joseph-du-Lac
- Saint-Lambert
- Saint-Mathieu
- Saint-Mathieu-de-Belœil
- Saint-Philippe
- Saint-Sulpice
- Senneville
- Terrasse-Vaudreuil
- Vaudreuil-sur-le-Lac
- Westmount



Cri du cœur en faveur des ados

De nombreux intervenants plaident pour un retour physique des élèves en classe le plus tôt possible

La simple évocation d'une rentrée virtuelle pour les élèves du secondaire en septembre a provoqué une levée de boucliers chez plusieurs intervenants qui lancent un cri du cœur en faveur des ados.

STÉPHANIE MARTIN, JÉRÉMY BERNIER, DAPHNÉE DION-VIENS ET PATRICK BELLEROSE
Le Journal de Québec

« Ils étaient très déçus de ne pas retourner à l'école. D'annoncer qu'on va avoir peut-être une rentrée virtuelle, ça démobilise totalement les ados, qui sont déjà démobilisés à cause du confinement. C'est très triste. Ils deviennent de plus en plus anxieux et dépressifs. Pour nous, c'est une catastrophe », a réagi hier le pédiatre réputé Gilles Julien, qui a consacré sa vie aux enfants et aux ados.

RENTREÉ VIRTUELLE ÉVOQUÉE

Le bal a été lancé avec la déclaration du ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, qui a évoqué mercredi la possibilité d'une rentrée à distance pour les élèves du secondaire au Québec.

Le lendemain, le ministre a réajusté le tir en précisant qu'il s'agissait d'un scénario « parmi plusieurs autres ». Le premier ministre, François Legault, en a rajouté, affirmant qu'il allait « tout faire » pour permettre une présence en classe.

« Évidemment, il va falloir respecter certaines normes. Entre autres, respecter le deux mètres, voir qui doit porter des masques, etc., dit-il. Mais moi, je souhaite que ça se fasse en personne. »

Mais les déclarations précédentes

avaient eu le temps de soulever l'ire parmi les intervenants qui sont impliqués dans la vie des adolescents, dont plusieurs se sentent déjà laissés pour compte avec le retour du primaire.

GRAVES CONSÉQUENCES

« Les conséquences de ce qu'on est en train de faire avec nos ados, elles sont extrêmement dangereuses, averti le Dr Julien. Tous les médecins qui voient des ados sont un peu scandalisés, mais en même temps extrêmement inquiets. Quand ils vont commencer à déconfiner, quel genre d'ados on va avoir? Quel impact sur le décrochage? Quel impact sur la santé mentale? Ils sont déjà là. Si on ne leur donne pas une bouffée d'air frais, ça ne marchera pas. »

Le Dr Olivier Jamoulle, pédiatre de l'adolescence au CHU Sainte-Justine, estime que pour la grande majorité d'entre eux, être à l'école c'est mieux qu'être à la maison. « On est de plus en plus perplexes [les pédiatres] parce qu'on reçoit de plus en plus d'appels d'adolescents en détresse, qui vont moins bien depuis les deux ou trois dernières semaines. Au début, c'était un peu l'arc-en-ciel, mais maintenant, l'arc-en-ciel, il n'y en a plus vraiment. »

DÉCROCHAGE

Le professeur retraité de l'Université Laval, Égide Royer, s'inquiète pour le décrochage. « On est dans un système où l'école est obligatoire jusqu'à 16 ans. Alors, imaginez les gars de 15 ans, qui est déjà cette année en échec en français ou en anglais ou en mathématiques. Il n'y a

rien eu de structuré dans le réseau public, il n'a rien reçu de son école, et là, il entend dire que peut-être les écoles ne rouvriront pas. Vous augmentez vos risques de décrochage », explique-t-il en entrevue à Mario Dumont.

L'expert évalue que le taux de décrocheurs pourrait augmenter de 5 à 10 points de pourcentage en raison de la crise actuelle, et parce qu'il n'y a plus de présence en classe.

Un aspect qui inquiète aussi la Coalition des parents d'enfants à besoins particuliers. On réclame même l'ouverture « d'écoles secondaires d'urgence » pour les élèves à risque d'échec et de décrochage scolaire dans toutes les régions du Québec. « La priorité, ça devrait être l'avenir des élèves les plus vulnérables », affirme sa présidente, Bianca Nugent.

PARENTS « UN PEU CATASTROPHÉS »

À la Fédération des comités de parents du Québec, on confirmait hier avoir reçu plusieurs appels de parents « un peu catastrophés » par les déclarations de M. Roberge. « Certains parents voient difficilement comment ça pourrait se poursuivre dans les mêmes conditions cet automne », affirme son président, Kevin Roy.

« Ça risque d'être pire pratiquement que le virus. Autant on a négligé nos personnes âgées, autant maintenant on néglige nos ados. On est très, très inquiets », exprime le Dr Julien.



Une déclaration qui fait réagir

« Je vais tout faire pour que les écoles, les cégeps, les universités, que ça se fasse en personne. »

- Le premier ministre, François Legault, hier

« Les ados, actuellement, sont les grands oubliés. Pour nous, c'est extrêmement sérieux. »

- Dr Gilles Julien, pédiatre

« Le problème de santé mentale va ressortir. Ils ne sont pas malades du virus, les enfants. On leur inocule



une maladie d'anxiété à cause du confinement exagéré. »

- Dr Gilles Julien, pédiatre

« Je vois un gros problème côté scolarisation. Il y a une énorme différence entre scolarisation privée et publique. Il y a beaucoup de jeunes qui vont avoir du retard à la rentrée en septembre. »

- Dr Olivier Jamouille, pédiatre de l'adolescence au CHU Sainte-Justine

« Ce sont des personnes à qui on peut faire confiance. Les responsabiliser dans la période actuelle, c'est tellement important ! [...] Je pense qu'ils sont des acteurs fiables d'une distanciation physique à l'école. »

- Dr Olivier Jamouille, pédiatre de l'adolescence au CHU Sainte-Justine

« On a peur de voir une augmentation du décrochage si on continue comme ça. »



- Kevin Roy, président de la Fédération des comités de parents du Québec

« Nos enfants n'ont pas à être les boucs émissaires d'une planification déficiente qui va les handicaper probablement à long terme. »

- Bianca Nugent, présidente de la Coalition des parents d'enfants à besoins particuliers

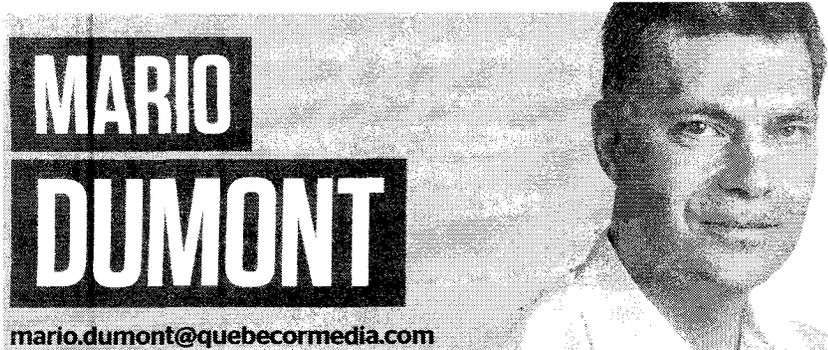
**« Il ne faut pas que cette crise
sanitaire devienne une
crise éducative et entraîne
un taux élevé de décrochage.
Cela serait, à notre avis,
complètement
inacceptable. »**

— David Bowles,
président de la
Fédération des
établissements
d'enseignement
privés



**« Ce n'est pas très
complicé de penser
qu'il y a un scénario
identique à ce qu'on a en
ce moment, c'est-à-dire
de n'ouvrir que pour
le primaire et le
préscolaire, puis d'avoir
de l'enseignement à
distance pour
le secondaire. »**

**- Le ministre de l'Éducation,
Jean-François Roberge, mercredi**



Enraciner l'optimisme

Faire face à autant d'adversité peut donner mal à l'âme. Faire face à autant d'inconnu peut mener des gens à perdre pied, à manquer de points d'ancrage pour imaginer positivement l'avenir.

Je crois en la capacité d'adaptation de l'être humain. J'ai confiance dans l'extraordinaire intelligence de notre époque pour trouver les solutions médicales, humaines et économiques à cette pandémie.

Malgré tout, il faut que notre optimisme s'alimente dans la réalité dont nous sommes témoins. À travers le

nombre élevé de décès et les misères économiques, la réouverture des écoles hors Montréal nous a fourni mille sources d'inspiration cette semaine. Un exemple que ça peut bien aller.

ENCORE POSSIBLE !

D'abord, la réussite de l'opération nous a montré que c'est possible. Tout est compliqué : il a fallu transformer les lieux, adapter les activités et rééduquer petits et grands. C'est compliqué, mais c'est faisable. Nous l'avons constaté bien concrètement dans des centaines d'écoles.

Le dévouement du personnel a fait du bien à voir. Les enseignants comme tout le personnel ont montré une volonté de fer de réussir cette rentrée particulière pour les élèves.

Grâce à beaucoup de travail, une bonne dose de souplesse et une humanité bien sentie, les enseignants ont montré au Québec le sens de leur vocation. Assez pour faire oublier les réactions outrageusement négatives de certains chefs syndicaux.

Le Québec a pu voir de ses yeux

que l'école en temps de pandémie, c'est possible. Cela est loin d'être insignifiant dans une période où nous nous demandons quels éléments de notre vie « normale » redeviendront possibles. L'école fait partie de ce que nous avons de plus précieux. La voir reprendre a de quoi reconforter.

BEAUX ENFANTS

Le sourire des enfants est au cœur de ce qui doit nous rendre optimistes. La foi dans l'avenir leur coule dans les veines, ces petits. Ils mordent dans la vie et se relèvent des épreuves avec un ressort toujours impressionnant. Ni la distanciation ni la multiplication des nouvelles règles n'ont pu effacer de leur visage le bonheur de retrouver les amis et les enseignants.

Parlant de l'infinie capacité d'adaptation des enfants, il faut aussi souligner l'étonnante maturité dont ils ont fait preuve. Depuis deux mois, les enfants ont observé et senti ce qui se passait autour d'eux. Certains parents racontent même que des enfants de 5 à 8 ans suivaient le point de presse quotidien de 13 h.

Ils se sont présentés à l'école avec une surprenante compréhension des règles de distanciation. Les enfants sont des éponges. Ils saisissent des choses, même ce qui apparaît complexe pour les adultes.

Merci aux enseignants, aux directions, au personnel des écoles. Merci aux enfants et aux parents qui les ont préparés à vivre ce défi. La réussite du retour en classe nous a reconfortés.

Face à ce mur que la pandémie dresse devant nous, vous nous avez fourni un hublot à travers lequel nous avons pu imaginer un avenir encore plein de promesses.





L'école à la maison sans ordi ni tablette

Des commissions scolaires n'arrivent pas à répondre aux demandes de prêts de toutes les familles

Alors que l'enseignement à distance s'intensifie pour les élèves du secondaire, des commissions scolaires n'arrivent pas à prêter des tablettes ou des ordinateurs à toutes les familles qui en ont besoin. Et des iPad promis par Québec pourraient n'être disponibles... qu'en juin.

DAPHNÉE DION-VIENS
Le Journal de Québec

Hier matin, trois des cinq enfants de Josiane Mongrain devaient se brancher à 9 h pour des classes virtuelles alors qu'un seul ordinateur branché à internet n'était disponible à la maison.

« Ça ne marche pas. Comment choisir quels enfants tu pénalises? Ce n'est pas facile à gérer », lance cette mère qui a multiplié les démarches au cours des derniers jours pour avoir accès à davantage d'outils informatiques prêtés par la commission scolaire.

M^{me} Mongrain est loin d'être la seule dans cette situation, indique la Fédération des comités de parents. « C'est vraiment un enjeu », affirme son président, Kévin Roy.

À la fin avril, le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, a affirmé que les écoles pourront prêter du matériel informatique aux familles qui en ont besoin,

afin de poursuivre l'enseignement à la maison. Une entente a aussi été conclue afin de rendre disponibles 15 000 tablettes avec connexion internet.

DÉBUT JUIN

Or certaines commissions scolaires contactées par *Le Journal* au cours des derniers jours reconnaissent qu'elles ne pourront pas répondre à toutes les demandes des familles qui réclament un prêt de matériel informatique.

À la commission scolaire des Affluents, près de 5000 familles ont affirmé avoir besoin de matériel informatique à la suite d'un sondage réalisé auprès des parents.

« C'est sûr qu'on ne sera pas en mesure de répondre à toutes les demandes. Ce qu'on a décidé de faire, c'est de cibler des élèves qui en ont vraiment besoin », affirme le coordonnateur aux communications, Éric Ladouceur.

Les iPad avec connexion internet intégrée, commandés dans le cadre de l'entente conclue avec Québec, seront livrés d'ici deux semaines. Il faudra ensuite encore prévoir quelques jours de délai avant de les prêter aux familles, le temps que les services informatiques configurent les appareils, explique M. Ladouceur, si bien que ces tablettes devraient être disponibles au début juin.





ACCUEIL CATÉGORIES
MESSAGES DU GOUV.
INFO / ABONNEMENT
INSCRIPTION

[Retour](#)

Article du [vendredi 15 mai 2020](#)



COURS EXCLUSIVEMENT À DISTANCE AU SECONDAIRE

« Un scénario parmi plusieurs autres », dit Jean-François Roberge

Paru le [vendredi 15 mai 2020](#) |
Catégorie: Éducation, Loisir & Sport LAG

(LAG) Le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Jean-François Roberge, apporte certaines précisions concernant la rentrée scolaire en

septembre prochain.

« Soyons clairs : je vais tout faire pour que tous les élèves, ceux du primaire comme ceux du secondaire, puissent retourner à l'école pour la rentrée de septembre prochain.

La possibilité que les cours se poursuivent exclusivement à distance pour les élèves du secondaire à l'automne n'est qu'un scénario parmi plusieurs autres. Ce n'est pas du tout le plan A, et aucune décision n'est prise encore.

Comme ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, je suis le premier à souhaiter un retour à l'école de nos adolescents. L'école à distance, c'est intéressant, mais ça ne remplace pas le contact (même en gardant ses distances!), avec son prof, avec les professionnels, avec ses amis.

Pour ce printemps, la Santé publique juge un retour des élèves du secondaire, même partiel, trop risqué. Si la Santé publique nous ouvre la porte, vous pouvez être certains que nous allons saisir l'occasion. La santé et la sécurité des jeunes et du personnel doivent cependant continuer de primer sur le reste. Nous ne pouvons évidemment faire aucun compromis à ce sujet.

J'en profite au passage pour corriger une information qui a circulé [...] : je n'ai jamais «grondé» les élèves qui travaillent durant la crise, ni leurs parents. J'ai simplement exprimé l'importance pour nos jeunes du secondaire de poursuivre leurs apprentissages, malgré la crise actuelle.

L'année scolaire n'est pas terminée. Dans ce contexte, il est préférable pour un jeune du secondaire d'occuper un emploi à temps partiel et non à temps plein, pour consacrer un maximum de temps à ses études, comme c'est d'ailleurs le cas en temps normal.

Nous avons tous un rôle à jouer pour valoriser l'éducation et encourager nos jeunes à consacrer tous les efforts nécessaires à la poursuite et à la consolidation des apprentissages. »

POLITIQUE **Infrastructures**

Québec devance 2,9 G\$ de projets

Le Plan québécois des infrastructures prévoyait déjà des projets totalisant 11 milliards \$ en 2020-2021

Écoles, Maisons des aînés et CHSLD, des investissements totalisant 2,9 milliards \$ qui étaient prévus au cours des prochaines années seront mis en chantier dès 2020, afin de contribuer à la relance économique.

MARC-ANDRÉ GAGNON
Bureau parlementaire

Ces 2,9 G\$ s'ajoutent aux 11 G\$ qui étaient initialement prévus pour l'année en cours, ont annoncé le président du Conseil du trésor, Christian Dubé, et le ministre des Finances, Eric Girard.

La plupart des investissements devancés au Plan québécois des infrastructures (PQI) seront consacrés aux domaines de la santé, de l'éducation et des transports.

700 M\$ EN SANTÉ

En matière de santé et services sociaux, cette annonce représente 700 millions \$ additionnels. « Une part de cette somme servira à accélérer (l'implantation de) la Maison des aînés partout au Québec », a souligné M. Dubé, en conférence de presse.

Des travaux de rénovation auront aussi lieu en CHSLD. « Nos aînés méritent des installations de qualité », a fait valoir le président du Conseil du trésor.

Une partie importante des investisse-

ments devancés, soit 1,1 G\$, ira dans la réfection, l'agrandissement et la construction d'écoles. « Ces sommes se répartiront également entre bonification et maintien d'actifs, afin d'atteindre notre objectif de diminuer la détérioration de nos écoles », a expliqué M. Dubé.

Le réseau de l'éducation devrait aussi bénéficier d'une partie des 75 M\$ en investissements technologiques qui seront devancés par la même occasion, par exemple pour l'acquisition d'équipement numérique et l'ajout de bornes wifi.

Du côté des transports, des investissements totalisant 600 M\$ dans des projets de transport en commun prêts à être mis à exécution seront devancés. Des travaux sur le réseau routier d'une valeur de 370 M\$ qui étaient prévus à moyen terme seront aussi devancés.

« L'HEURE JUSTE »

Le ministre des Finances, Eric Girard, en a profité pour annoncer qu'un « énoncé complémentaire » qui fera suite au dernier budget déposé tout juste avant le confinement sera présenté autour du 24 juin. Une mise à jour économique suivra à l'automne.

« L'énoncé complémentaire va donner l'heure juste à la population sur les coûts supplémentaires en santé, les coûts supplémentaires de nos mesures », a dit M. Girard.

Ce sera aussi l'occasion de préciser ce

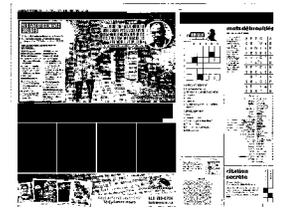
qui se trouve derrière le déficit de 12 à 15 G\$ auquel il faut s'attendre en 2020.

« On va montrer où il y a moins de revenus, où il y a plus de dépenses et on va réviser la prévision économique », a résumé le ministre des Finances.

DISCUSSIONS AVEC OTTAWA

Le président du Conseil du trésor a par ailleurs laissé entendre que des discussions sont en cours avec le gouvernement Trudeau, afin d'assouplir les paramètres de l'entente bilatérale intégrée, qui permet au Québec de dépenser les enveloppes fédérales réservées aux projets d'infrastructures.

« Nous espérons que les ajustements qui sont discutés présentement pourraient être mis [en application] le plus rapidement possible, particulièrement s'ils peuvent s'appliquer aux écoles et aux hôpitaux, ce qui n'est pas le cas présentement », a-t-il indiqué.



DES INVESTISSEMENTS MASSIFS

► Près de **3 G\$** en investissements devancés

► Les investissements en infrastructures prévus en 2020-2021 atteindront ainsi **13,9 G\$**

SUR 2,9 G\$ D'INVESTISSEMENTS DEVANCÉS...

700 M\$ seront consacrés au réseau de la santé pour :

- L'ajout de plusieurs lits dans différents hôpitaux
- L'achat de modulaires et le démarrage accéléré des Maisons des aînés

1,1 G\$ ira en éducation, pour :

- La réfection et l'agrandissement d'écoles partout au Québec
- La réfection d'établissements d'enseignement supérieur

970 M\$ seront consacrés au transport, dont :

- 600 M\$ pour des chantiers de transports collectifs prêts à être exécutés et le devancement de la réalisation de projets non majeurs, principalement à Montréal
- 370 M\$ pour le réseau routier

130 M\$ seront destinés aux autres secteurs, dont 75 M\$ pour les ressources informationnelles en éducation

leSoleil

COVID-19: pas de réouverture des écoles à Montréal avant septembre

STÉPHANIE MARIN
LA PRESSE CANADIENNE

MONTRÉAL — La réouverture des écoles primaires du Grand Montréal est reportée encore une fois: le premier ministre François Legault a annoncé qu'elles demeureront fermées jusqu'à la prochaine rentrée scolaire, en septembre.

Comme la région du Grand Montréal ne répond pas aux conditions de déconfinement, le premier ministre a déclaré qu'il n'avait pas le choix de prendre cette décision: il n'y a pas encore une baisse significative des décès, et il manque de personnel dans les hôpitaux pour s'occuper des malades.

«Le problème, ce n'est pas le nombre de lits, c'est le personnel», a dit le premier ministre lors d'un point de presse à Montréal, jeudi, en compagnie de la mairesse de la ville, Valérie Plante.

Ainsi, le retour en classe pour le primaire prévu le 25 mai n'aura pas lieu.

«Pour les enfants, ce n'est pas mon premier choix. Ce n'est pas bon, surtout pour les enfants avec des difficultés d'apprentissage», a dit M. Legault.

En septembre, une certaine période de temps sera dédiée à rattraper le retard, a-t-il promis.

Les services de garde, qui devaient aussi rouvrir le 25 mai, voient quant à eux le délai prolongé jusqu'au 1er juin, si les conditions s'y prêtent.

Finalement, le cas des commerces demeure problématique.

Le premier ministre et Mme Plante sont bien au fait des inquiétudes des entrepreneurs et des commerçants, qui voient les commerces du reste du Québec reprendre leurs activités, en plus des grandes surfaces qui constituent à leurs yeux une concurrence déloyale.

M. Legault a affirmé garder le cap avec la date du 25 mai, mais souligne que les conditions doivent s'améliorer dans le Grand Montréal. Un autre report n'est pas exclu.

L'une des façons d'améliorer la situation est de voir plus de gens adopter le port du masque lorsqu'ils sortent de chez eux, notamment dans les épiceries et les transports en commun, a-t-il souligné. La réticence des gens à le faire pourrait entraîner un report de l'ouverture des commerces.

Le gouvernement du Québec va également aider financièrement Montréal et les municipalités de la communauté métropolitaine afin de distribuer des masques aux populations vulnérables et aux usagers du transport en commun.

Jeudi, les autorités sanitaires ont annoncé que le coronavirus a fauché 131 vies de plus au Québec, pour un total de 3351 morts.

Le premier ministre s'est réjoui de l'augmentation du nombre de tests de dépistage effectués. Avec 13 291 personnes testées - la majorité à Montréal - on se rapproche de l'objectif de 14 000 de tests à chaque jour, a-t-il souligné.

M. Legault avait aussi une autre nouvelle à annoncer: les Forces armées canadiennes ont confirmé que leurs soldats continueront de prêter main-forte dans les CHSLD de la province jusqu'au 12 juin.

131 nouveaux décès

Le coronavirus a fauché 131 vies de plus au Québec, pour un total de 3351 morts, a annoncé jeudi le gouvernement de la province.

On dénombrait 40 724 infections confirmées, soit 793 de plus que mercredi.

Mille huit cent trente-quatre personnes étaient hospitalisées, en hausse de 18. On comptait 190 patients aux soins intensifs, soit quatre de moins que mercredi.

On dénombrait 20 683 infections dans la région de Montréal, en hausse de 451 par rapport à la veille. Il y avait 4439 infections dans la région de Laval et 5071 dans celle de la Montérégie.

Le bilan est demeuré stable ou inchangé dans la plupart des autres régions de la province. Il s'est toutefois alourdi de 63 cas dans les Laurentides, pour un total de 2075.

> CAS DE COVID-19 AU QUÉBEC

RÉGIONS	CAS *	DÉCÈS
01- Bas-Saint-Laurent	40	1
02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	309	26
03- Capitale-Nationale	1170	78
04- Mauricie-Centre du Québec	1657	133
05- Estrie	909	25
06- Montréal	20 633	2154
07- Outaouais	366	10
08- Abitibi-Témiscamingue	158	3
09- Côte-Nord	115	0
10- Nord-du-Québec	8	0
11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	174	8
12- Chaudière-Appalaches	440	8
13- Laval	4439	430
14- Lanaudière	3127	130
15- Laurentides	2075	78
16- Montérégie	5071	267
17- Nunavik	16	0
18- Terres-Cries-de-la-Baie-James	10	0
Hors-Québec	1	0
Région à déterminer	6	0
TOTAL	40 724	3351

* Confirmés ou probables, en date du 14 mai, à 13h15

Source : Directions de santé publique du Québec



leSoleil

Retour au plein-emploi dans un an et demi, prévoit Girard

OLIVIER BOSSÉ
LE SOLEIL

Le taux de chômage a presque quadruplé au Québec à cause de la COVID-19 et du confinement, passant de 4,5 % en février à 17 % en avril. Le ministre des Finances prévoit un retour au plein emploi dans un an et demi, soit vers la fin de 2021.

«Ce que je vise, c'est finir l'année autour de 8 %... Inférieur à 10 %. Je dirais 8 %. Nous étions à 4,5 % en février, mais on peut dire que le Québec était au plein-emploi, autour de 5 %. Là, on vit une récession, une interruption de l'activité économique qui est très importante. On a un taux de chômage de 17 %, mais c'est plus que ça. Les heures travaillées sont en baisse de 35 %. Il y a des gens qui se sont retirés du marché du travail. Alors, si on pouvait revenir, à la fin de l'année, autour de 8 %, ça voudrait dire que le déconfinement, la relance s'est bien passée. Et j'aimerais revoir le 5 % à la fin 2021», a déclaré Eric Girard, jeudi.

Le ministre des Finances et le président du Conseil du trésor, Christian Dubé, annonçaient le devancement de 2,9 milliards \$ de dépenses en infrastructures pour accélérer la relance de l'économie québécoise. Après avoir fermé 40 % de l'économie pendant huit semaines.

Ces 2,9 milliards \$, qui iront entre autres dans la construction de Maisons des aînés, dans la rénovation d'écoles, dans les projets de transport en commun à Montréal et dans le réseau routier, s'ajoutent aux 11 milliards \$ déjà prévus au Plan québécois des infrastructures (PQI) du 1er avril 2020 au 31 mars 2021. Le PQI grimpe donc à 13,9 milliards \$ pour l'année.

«C'est toujours dans l'enveloppe qui a été annoncée au budget de 130 milliards \$, précise M. Girard. C'est un devancement, ce n'est pas un ajout. L'impact serait approximativement de 0,3 % du PIB en 2020 et l'impact budgétaire serait de l'ordre de 210 millions \$ sur le budget 2020-2021», puisque les paiements sont étalés sur plusieurs années.

En temps de récession, la pire depuis la Seconde Guerre mondiale, le rôle du gouvernement est «de se substituer à la demande privée qui a fléchi», répète M. Girard.

Appels d'offres modifiés

L'un des objectifs s'avère de «faciliter l'accès des entreprises aux contrats publics», en passant par une «méthode alternative d'appel d'offres» où la règle du plus bas soumissionnaire ne fera plus foi de tout, indique M. Dubé.

Pas question de couper dans les services ou d'augmenter les impôts, assurent de plus les deux ministres argentiers de l'État québécois.

Parti d'une «position enviable» de 4 milliards \$ de surplus prévus pour 2020-2021, le Québec épongera plutôt un déficit de 12 à 15 milliards \$ pour l'année et ne retrouvera l'équilibre budgétaire que dans trois à cinq ans.

«Dans le temps, avec le retour de la croissance économique, avec des dépenses responsables, on va y arriver, sur trois à cinq ans, à reprendre l'équilibre», promet M. Girard.

Qui se dit contre un nouvel impôt de pandémie pour les grandes entreprises profitables, comme le suggère le parti d'opposition Québec solidaire.

«Les grandes entreprises font déjà leur part au Québec. Elles représentent 1 % des entreprises et 50 % des impôts corporatifs. Et notre intention, ce n'est pas d'avoir plus d'impôts. En fait, on veut avoir plus de grandes entreprises, plus de sièges sociaux au Québec et, de maintenir une fiscalité compétitive, c'est très important pour ça», répond le ministre des Finances.

Maintenant qu'une bonne part de son budget du 10 mars est obsolète, le ministre Girard présentera un énoncé complémentaire budgétaire autour de la Saint-Jean-Baptiste, fin juin, avant la mise à jour économique prévue pour l'automne.

Où iront ces 2,9 milliards \$ devancés :

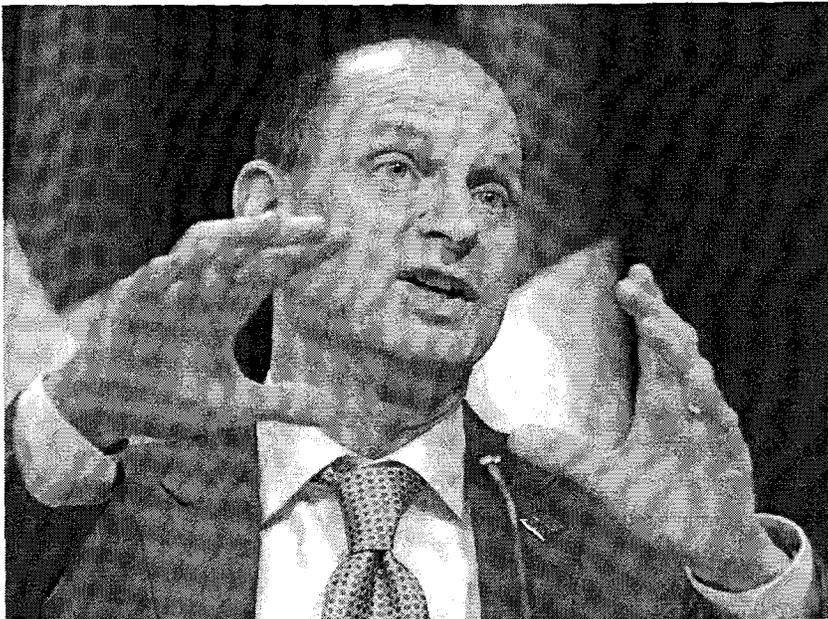
1,1 milliard \$ à des projets d'infrastructures pour le réseau de l'éducation, dont la réfection et l'agrandissement d'écoles partout au Québec;

700 millions \$ au réseau de la santé et des services sociaux, dont le démarrage accéléré des Maisons des aînés;

600 millions \$ à des projets de transports collectifs, principalement à Montréal;

370 millions \$ pour le réseau routier;

130 millions \$ aux autres secteurs, dont 75 millions \$ pour les technologies de l'information en éducation.



leSoleil

Retour en classe pour les élèves du secondaire: faisons confiance aux équipes-écoles

DAVID BOWLES
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES
ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS

POINT DE VUE / La Fédération des établissements d'enseignement privé croit qu'il serait à l'avantage des jeunes du Québec de permettre aux milieux de mettre en œuvre des scénarios flexibles de retour à l'école dès que possible pour les élèves du secondaire, tout en respectant les exigences de la Direction de la santé publique.

Nous sommes d'avis que pour le bien de la réussite éducative et de la persévérance scolaire de nos jeunes du secondaire après une absence de l'école de plus de cinq mois, il est souhaitable que les écoles puissent adapter leurs modes de fonctionnement à leurs réalités et à celles de leurs élèves.

Des écoles sont en mesure de mettre en œuvre des modèles flexibles où les élèves pourraient bénéficier d'une présence en classe pour un certain nombre de journées, tout en bénéficiant d'un enseignement à distance le reste de la semaine.

D'autres écoles pourraient demander seulement à certains élèves d'être présents en classe, alors que les autres élèves recevraient de l'enseignement à distance. Pour les élèves vivant des difficultés scolaires et ceux qui ont des troubles de l'apprentissage, ainsi que pour les élèves de première secondaire qui feront leurs débuts au secondaire après une fin d'année scolaire chaotique en sixième année, le besoin d'être en classe est souvent plus important.

Rappelons que dans les écoles secondaires privées québécoises, plus de 18 % des élèves ont un plan d'intervention et ont besoin d'un accompagnement plus soutenu qui peut plus difficilement se faire à distance. Les recherches en éducation concluent de façon quasi unanime que le facteur le plus important de réussite des élèves est le lien affectif qu'ils développent avec leurs enseignants, ce qui est communément appelé l'effet enseignant. Ces mêmes recherches font état du fait qu'une longue pause scolaire est nocive pour la réussite des élèves.

Ces deux facteurs sont encore plus vrais pour les élèves en difficulté scolaire. Il est donc essentiel de ne pas prolonger encore davantage les impacts nuisibles de la crise de la COVID-19 sur la réussite et la persévérance de nos jeunes et, dans la mesure du possible, de trouver la solution optimale propre à chaque milieu pour assurer le bien-être et la réussite des élèves. Les écoles privées ont expérimenté depuis la mi-mars différentes formules d'enseignement à distance. Nous croyons, bien humblement, l'avoir fait de façon efficace, innovante et rigoureuse. Nous pouvons en retenir certains constats, dont l'importance absolument capitale que les enseignants puissent établir un lien avec les élèves et les accompagner directement, même dans un modèle d'enseignement à distance.

Par contre, l'ayant vécu depuis déjà plus de deux mois, nous sommes d'avis que pour les élèves du secondaire, tout particulièrement pour les élèves en difficulté qui pourraient se sentir démotivés et tentés de décrocher, il est primordial qu'ils puissent bénéficier d'un accompagnement direct, en personne, autant que cela est possible. S'il n'est pas possible en septembre d'accueillir tous les élèves à l'école en même temps, il faut nous permettre de mettre en œuvre des modèles flexibles. Cela est réalisable et plus que souhaitable. Il ne faut pas que cette crise sanitaire devienne une crise éducative et entraîne un taux élevé de décrochage. Cela serait, à notre avis, complètement inacceptable.

Congé scolaire jusqu'en septembre

COVID-19. Les écoles primaires du Grand Montréal ne rouvriront pas avant septembre, a annoncé hier le premier ministre François Legault, alors que la transmission communautaire progresse.



ZACHARIE GOUDREAU
zgoudreauit@journalmetro.com

«Malheureusement, les conditions ne sont pas réunies pour déconfiner. Les écoles, qui devaient rouvrir le 25 mai, le seront plutôt à la fin août, voire le début septembre», a déclaré le chef de la CAQ, lors d'une mêlée de presse à la Cinquième salle de la Place des Arts, au centre-ville de Montréal.

Les autorités laissent toutefois une légère ouverture pour certaines écoles spécialisées, notamment celles accueillant des

«Que ce soit au niveau du décrochage scolaire, de la violence familiale, du stress ou de l'anxiété, cette situation peut être vécue comme un choc pour plein de familles.»

Valérie Plante, mairesse de Montréal

enfants handicapés, qui pourraient peut-être rouvrir plus tôt.

M. Legault, qui passera deux jours dans la métropole cette semaine, a aussi confirmé que l'ouverture des services de garde sera reportée au 1^{er} juin.

«C'était nécessaire», a convenu la mairesse de Montréal, Valérie Plante, appelant toutefois à des actions immédiates.

Le milieu applaudit, mais demande des comptes

Dans le milieu scolaire, la nouvelle a été bien accueillie; la plupart des syndicats avaient des inquiétudes quant à une réouverture précoce des établissements. «C'est un soulagement pour des milliers de familles et membres du personnel scolaire. Manifestement, l'ouverture des écoles primaires dans la métropole était incompatible avec la volonté d'assurer la

santé et la protection du personnel scolaire et des familles. Nous saluons cette décision», a dit la présidente de la Centrale des syndicats du Québec, Sonia Éthier.

À la Fédération autonome de l'enseignement, le porte-parole Sylvain Malette va dans le même sens. «Les enseignants sont tristes de ne pouvoir retrouver leurs élèves, mais la pandémie de la COVID-19 qui sévit dans la région nécessitait que cette décision soit prise», a-t-il précisé.

Son groupe demande toutefois au ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, de fournir des réponses aux parents. «Les impacts sont majeurs pour les parents, qui devront continuer d'accompagner, avec les profs, leurs enfants dans leur cheminement scolaire, mais aussi qui devront continuer à travailler.»



Elementary schools to stay closed

Won't reopen in Montreal until August or September, Legault says

RENÉ BRUEMMER

In his first visit to Montreal since the coronavirus outbreak began, Premier François Legault announced Thursday that elementary schools in the Greater Montreal region will not reopen until August or September, instead of May 25 as was previously planned.

With 793 new COVID-19 cases and 131 new deaths over the last 24 hours in Quebec, most of them in the Montreal area, the situation is still too precarious to risk a mass return to class, Legault said. The planned reopening of stores on May 25 is also uncertain.

While there are signs of hope in some of the latest figures, Legault said: "When we look at the situation in its entirety, the situation remains very fragile in Montreal."

The opening of daycares in the region has also been pushed back. It is now slated for June 1, if conditions allow. Elementary schools and daycares reopened this week in other sectors of the province after a two-month pause, but the island of Montreal has remained the epicentre of the coronavirus for weeks. Quebec's decision to be the first province to reopen its schools despite having the worst coronavirus record has sown controversy. The Communauté métropolitaine de Montréal includes 82 municipalities and counts roughly 4 million people, slightly under half the population of Quebec.

For life to return to semi-normal, the World Health Organization recommends a region meets criteria related to the daily number of people still testing positive, dying and being hospitalized. With the latest

updates, Quebec's totals now rest at 40,724 cases and 3,351 deaths.

While there has been some improvement in hospitalization figures and testing — more than 13,000 people were tested Wednesday, close to the province's goal of 14,000 — Quebec is still suffering from a lack of health-care workers, Legault noted. Even with the Canadian military agreeing to keep troops here until June 12 to help in long-term care centres, it's not enough.

"It's all good to say we will reopen tomorrow morning because we have beds ... but it takes personnel, and that's where a lot of effort has to be made," Legault said.

Montreal Mayor Valérie Plante said she agreed with the decision not to reopen schools in order to limit the spread of the virus. But she stressed that the reality of keeping children out of school for a total of six months will require new initiatives to tackle the stress and anxiety it creates for the children and, particularly, the parents. Legault said special provisions may be made for schools that cater to children with disabilities.

To try and ensure its students don't fall behind, teachers will communicate with them, provide homework assignments and give makeup courses in the fall. Legault said he didn't agree with the complaints of many parents and teachers that Quebec failed to provide adequate education materials or online courses, particularly in comparison to some other provinces.

"We think the material that was given was good material, on TV and online, on websites, and we will continue to improve what we are

giving," Legault said.

Legault made the announcement at a news briefing held at Place des Arts in Montreal, accompanied by Mayor Plante and Mylène Drouin, head of Montreal's public health department. Legault said he refrained from coming to Montreal sooner because it would have set a poor example for the premier to travel throughout the province while exhorting residents to stay at home.

"But now the situation has evolved and I thought it would be important to come," he said.

Asked whether, as a Montrealer (Legault was born in Ste-Anne-de-Bellevue), he felt he had failed his city, the premier responded no.

"I think society failed," he said. "We know that in Quebec we have three times more people in the CHSLDs (seniors' residences) than anywhere else in the world. So we decided as society that our elderly would go to those centres first."

"Second, many governments — Liberal, PQ, CAQ — decided not to invest enough in those centres."

Legault pledged to raise salaries to ensure orderlies can be hired and to refurbish existing centres and create new, more spacious living residences.

Whether or not stores in the Montreal region will reopen on May 25, following in the footsteps of businesses in the rest of Quebec, depends on how COVID-19 rates progress and on how well Montrealers comply with recommendations to wear masks, Legault said.

"If we see more people wearing masks, it could convince the public health department to allow stores to reopen," Legault said.

Quebec is not ready to make



masks mandatory, in part because it would penalize those not able to purchase them yet due to shortages. Legault said he's hoping it will become habit, but has not ruled making it law, particularly on public transit.

Quebec will help in paying for masks for public transit users and for harder-hit regions of the city, including Montreal North.

rbruemmer@postmedia.com

SCHOOL CANCELLATION MARKS SIGH OF RELIEF FOR MONTREAL

Legault's visit to city helps calm tensions, but his next decisions will be crucial



ALLISON HANES

Like a prodigal son returning home, Premier François Legault was treated to a gracious reception Thursday when he set foot in Montreal for the first time in two months.

During his daily briefing on the pandemic, held in an empty concert hall at Place des Arts, Legault noted how nice it was to sleep in his own bed, how glad he was to be back in the same city as his two sons, and how proud he is of his Ste-Anne-de-Bellevue roots, where his mother still lives.

There were smiles, thank yous and polite niceties exchanged as Legault sat on stage at a socially safe distance from Montreal Mayor Valérie Plante, his stalwart sidekick Dr. Horacio Arruda, Quebec's top public health official, and Dr. Mylène Drouin, Montreal's director of public health.

But behind this sunny backdrop on this sunny day is a not-so-sunny predicament. Montreal is the centre of the COVID-19 epidemic, not only in Quebec, but in Canada, with 20,633 cases and 2,154 deaths.

And the crisis is far from under

control, with a reported 100 per cent of residents at the Vigi Mont Royal nursing home now infected and community transmission spreading disease in dense, disadvantaged and diverse neighbourhoods like Montreal North. Alarming epidemiological projections forecast 10,000 new cases and 150 new deaths a day by July if social-distancing measures are relaxed too quickly.

So it was less with excitement over the premier's return and more with a huge sigh of relief that Montrealers — foremost among them surely Plante and Drouin — greeted Legault's announcement that he has cancelled the reopening of schools on May 25 for the city's elementary students. The restarting of daycare is postponed until June 1. Small businesses, which have been slammed by the economic shutdown, may get the OK to open May 25 if matters improve. And the Quebec government will foot the bill for face masks to distribute to transit users in the entire Montreal region.

These are important concessions to Montreal. Without them, the premier threatened to hinder rather than help the city's tenuous ability to contain COVID-19. His determination until now to relaunch Quebec's economy and reopen schools and daycares, even in the face of serious doubts about Montreal's ability to cope, risked undermining the work of local public health officials and

overwhelming the health care system, where there is no lack of beds, but shortages of staff.

Legault's homecoming to the city was clearly intended to signal that the premier now has Montreal's best interests at heart. But it was also an operation in damage control.

Legault has been under fire for putting the impatience of regions of Quebec, spared the worst of COVID-19, ahead of the welfare of the city where the outbreak is worst. His hurry to be first to reopen the economy when Montreal remains first among coronavirus hot spots in Canada has been criticized across the country.

Plante and Drouin, who reports to Arruda, Legault's closest COVID-19 adviser, were conspicuously quiet about this — probably fearing speaking up would make a difficult situation worse. Fortunately, common sense ultimately prevailed. At least for the moment.

Montreal isn't out of the woods yet, though. There is a long way to go to flatten the curve. Legault may have swooped in to give the city some much-needed breathing room, but he has by no means saved the day.

The premier has also been known to flip-flop, lose patience and blame others when he starts feeling the heat.

He also has a divisive streak, which he has mostly kept under wraps during the pandemic. But



hints have emerged lately, in his promise to protect Quebecers in the regions from contaminated Montrealers, or pointing the finger at the Montreal Gazette for the high levels of unease among anglophones and allophones over the government's pandemic response.

Legault may have said the right things Thursday to calm tensions in Montreal, but his next actions will speak louder than his words.

ahanes@postmedia.com

Against mother's wishes, court orders her two children back to school

MATTHEW LAPIERRE

A Quebec Superior Court judge has ordered two children to return to school, as requested by their father, but against the wishes of their mother, who feared they could become infected with COVID-19.

The judgment was delivered on May 7 in Bedford, a town close to the U.S. border, as Quebec prepared to open elementary schools outside Montreal. School attendance was not mandatory, government officials emphasized, because some parents were anxious about sending their children while the province continues to wrestle with the coronavirus.

A mother, whose name is redacted, had requested that the couple's two children, eight and seven years old, not attend school on May 11, when classes were set to resume. She wanted to avoid any potential infection and told the court that her health is precarious. She doesn't work and was prepared to home-school the children.

She shares custody of the kids with their father. As businesses opened and economic activity began to resume in Quebec, he had to go back to work. The kids were doing poorly in their education, the ruling reads. He wanted to send them to class.

Judge Claude Villeneuve sided with the father. The Gazette was not able to confirm the children's attendance in school since May 11.

"When the government decides to partially lift the containment measures linked to COVID-19 in order to allow, among other things, the resumption of academic activities at the primary level, there is no reason for the court to question this decision," he wrote, "unless either party demonstrates, with evidence, that it would be contrary to the special interests of their children to return to school, for example, because of their state of health."

Children have the right, and the obligation, to attend school, Villeneuve continued. Because their schoolteachers are best qualified to instruct them, given their learning difficulties, the judge concluded they should attend class.

Family lawyer Anne-France Goldwater, who was not involved with the case, disagrees with some of the judge's reasoning. It is the second case of its kind she has seen. In the other, a judge allowed children to stay at home instead of going to school because one parent had serious health problems that would make them more susceptible to COVID-19.

These types of decisions often lack nuance, she said, and fail to take into account what is unknown about the virus, including its possible health effects on children.

But it's uncharted territory. "If I were a judge, I would find it a very difficult decision to make," she said.

Villeneuve's decision comes as

divorced couples flood the courts with custody requests. Social distancing measures have precipitated disagreements between separated parents.

But even during the pandemic, children should spend time with both parents, in line with custody agreements, the ministry of justice says, unless a parent, child or close relative tests positive for the virus.

With few exceptions, the courts have upheld the ministry's recommendation. As the government shut down businesses and told Quebecers to stay home, numerous parents requested sole custody or tried to temporarily limit the visitation rights of their former partners. Judges have denied their requests.

Often, parents accuse the other of endangering their children, of going out of the house more than they should or leaving the kids more vulnerable to infection. Some parents have resorted to drastic action.

One man, for example, said his child's mother was working as an escort, which he said left the child — and by extension him — vulnerable to infection. A judge ruled in April that the evidence was not sufficient to support the escort theory and the parents were ordered to continue sharing custody.

Children need parental stability and support during the pandemic, Goldwater said. "If there was ever a time on this God's green Earth when parents have to learn to swallow their pride and do what they have to do to keep their children safe, it's now. If parents can't get along during the pandemic, God help us all."

Local Journalism Initiative Reporter



Parents, teachers salute Legault's about-face on elementary schools

Children will be home-schooled until classes resume in August or September

CHRISTOPHER CURTIS

Parents, teachers and business owners lauded Premier François Legault's change of heart on the question of opening elementary schools in Montreal.

After setting May 25 as the date for children to return to Montreal classrooms, the premier decided on Thursday that the COVID-19 situation on the island is still too volatile and cancelled the remainder of the school year. Children will continue to be home-schooled until classes resume in August or September, he said.

While some questioned why it took so long for Legault to arrive at the decision, many acknowledged that the pandemic has presented the government with an unprecedented set of challenges.

"It's all uncharted territory, so I appreciate that the premier took his time and made the right call," said David Lazar, whose two daughters attend Royal Vale in Notre-Dame-de-Grâce. "We're just not there with the testing and contact tracing yet. I'm less worried about my kids getting COVID-19 than them becoming carriers and spreading the virus."

When Franco Marateo had to start home-schooling his children, he had to buy a computer and printer and borrow a webcam so they could attend online classes.

"It was overwhelming at first — you have to set up a little classroom in your house and you're in charge

of a lot more of your child's education than usual," he said. "Let's just say I understand why the government kept the liquor stores open."

"But we're lucky; my wife and I both have flexible schedules, so we could be there for the kids. I can't imagine it's easy for single parents or families where both have to work."

The head of the Quebec Provincial Association of Teachers called Legault's decision wise, but said she "wished it would have come a lot sooner."

"If you just look at the numbers of cases and deaths, I would not send my kids back to school right now," said QPAT president Heidi Yetman. "Even in the regions. It's just not worth it, and it's not clear the safety conditions could be met yet."

There were 131 new confirmed deaths related to COVID-19 across Quebec Thursday, and there are over 20,000 confirmed cases in Montreal alone.

"When Legault first announced we would reopen schools, one of the justifications was that children don't get sick," Yetman said. "We now know that's not true. In Mascouche there was an emergency daycare that had to close its doors because 14 kids were infected; we saw similar cases outside of Toronto."

"There's still a ton of work to do before we reopen in the fall, because it will not be business as usual."

One business analyst said the government is wise to use a cautious approach in reopening schools and the economy, but that merchants are getting impatient.

"Montreal businesses have seen their reopening delayed twice. ... Today there's a new signal that there could be a further delay," said Gopinath Jeyabalaratnam, a senior policy analyst at the Canadian Federation of Independent Business in Montreal.

"We think the government should be proactive and start putting in place measures right now to allow the economic activity to reopen a little bit. Operating at 20 or 30 per cent is better than nothing."

Jeyabalaratnam said the government could allow curbside collection of retail goods so that the market isn't consumed by giants like Amazon.

English Montreal School Board spokesperson Mike Cohen said that while it has been a challenging time, he has appreciated the direct and honest communication with Quebec's education ministry.

"We're going to wait before reacting to today's news, but we appreciate that the communication has been steady and that it's been delivered in English so nothing is lost in translation."

ccurtis@postmedia.com

Frédéric Tomesco contributed to this report.



Concordia University joins pack with a plan for online fall session

KATHRYN GREENAWAY

Concordia University has joined a growing number of institutes of higher education that have opted to go online for the fall session.

McGill University, Université Laval and Université de Montréal had already announced they will hold the majority of their classes online in the fall.

Concordia University president Graham Carr made the announcement Thursday. He said the decision was necessary because of the COVID-19 pandemic and that the physical distancing required to prevent the spread of the virus would be difficult to maintain on the university's two campuses.

When the pandemic resulted in a government-decreed shutdown before the end of the spring session, CEGEPs, universities and certain high schools quickly navigated to online instruction. Reaction was mixed. At least one petition has been launched calling for a reduction in fees at Concordia University because of the move to online.

Carr described what was done in the spring as "remote learning."

"It was a patch," he said. "The misconception is that remote learning is somehow the same as an online course designed and developed specifically for a virtual environment."

Carr said that before the pandemic, the university already had 35,000 registrations for eConcordia online courses and that students paid the same fees for online and in-person courses.

A working group has been formed to focus on creating a virtual learning community that will reach beyond the lecture to include increased peer support and mentoring, mental-health counselling and perhaps a virtual meeting place where students can experience Montreal's vibrant culture scene. A survey is being sent out to potential and current students to help inform the process.

On Thursday in Montreal, Quebec Premier François Legault said his first choice would be to have

high schools, CEGEPs and universities back in the classroom by the fall because learning in person is more motivational and social interaction for young people is important. In the case of large university lecture halls, he said it could be a mix of in-person and teleconferenced participation.

"We're not suggesting online learning replaces in-person lectures," Carr said. "But delivering a compelling course can be done both in-person and online."

Carr said fall registration was underway and, while he didn't provide specifics, he said that "the numbers are very strong." He said it was important to make the announcement now so that students were informed well in advance.

Graduate students will continue to have limited access to research labs. And situations that require physical demonstrations of skills will continue, but with health and safety measures in place and with limited students in attendance for each session.

kgreenaway@postmedia.com



Camps, sports programs stuck in holding pattern

HERB ZURKOWSKY

More than 300 athletes from the Sun Youth Organization have earned sports scholarships to Canadian and American universities since it was established in 1954.

But due to the current coronavirus pandemic, the Sun Youth basketball team has been unable to travel. While there remains hope for football, and the winter hockey program should continue given its emphasis on development and introduction rather than competition, there's no certainty Sun Youth's summer camps can proceed this year.

"This summer, nothing is too sure," said Ann St. Arnaud, Sun Youth's director of community services. "We're not sure what's happening."

While the provincial government on Wednesday unveiled a phased-in plan for the resumption of outdoor recreation activities starting May 20, team sports and summer camps still are waiting for health guidelines. Until more information is provided, numerous organizations are in a holding pattern.

Sun Youth has stopped its sports and recreation activities, along with its school programs for both underprivileged kids and those requiring social mentoring. Emergency services remain open to the public, but by appointment only.

At least 150 kids will be affected, according to St. Arnaud, should basketball and day camps be cancelled.

"I don't think that's going to happen for the first summer ever," she lamented.

Gary Gaul, founder of the Montreal Manic Football Academy in Dorval, has nine weeks of summer camps with between 75 and 100 kids per session hanging in the balance.

"This may sound crazy, but COVID-19 actually is the best thing that could have happened to our academy," Gaul said. "It has forced us to adapt and overcome. Like any form of survival, it's only those who can adapt and overcome that survive."

Gaul's academy immediately switched to virtual online training when the health crisis began. And beginning Saturday, it will launch 50-minute strength and conditioning sessions while respecting social-distancing guidelines.

Each child will have his hands sanitized, temperature taken upon arrival with a digital infrared thermometer and must bring his own shoes. While parents remain in the car, the participant will be restricted to a nine square-metre rectangular box, separated by cones. Each box is separated by four metres.

"I don't believe there will be a return to amateur soccer this year," Gaul said. "I believe the season will be cancelled. It's a contact sport.

You can't have a match and keep the two-metre distance. It doesn't work in this sport."

John Limniatis, the technical-director for Lakeshore Soccer, has similar concerns.

Limniatis, a former head coach of the Montreal Impact, wonders about the status of Lakeshore's day, competitive and in-residence camps, not to mention the initiation program for the youngest of the sport's potential next wave of players. League play is also a concern with about 3,500 players affected.

"Now it obviously is starting to get stressful. Everything's unknown," Limniatis said. "We had a bit of a setback from (Wednesday). We want to have a season and we're optimistic. I am. That's for sure."

Despite the uncertainty moving forward, Limniatis said the registration rate for Lakeshore's various programs sits at 60 per cent. Some have turned down the offer of a refund. The executive committee, he added, is exploring the possibility of seeking government assistance.

The Association des camps du Québec (ACQ), representing the province's 231 certified day and overnight camps, also is hoping for financial support once the province's safety guidelines are established.

hzurkowsky@postmedia.com
Twitter.com/HerbZurkowsky1



PANDEMIC

'Society failed': Legault journeys back to Montreal

'FRAGILE' RIGHT NOW

Little choice but
to cancel rest
of school year

GIUSEPPE VALIANTE AND
SIDHARTHA BANERJEE

MONTREAL • For the first time since the beginning of the COVID-19 pandemic, Quebec Premier François Legault visited Montreal on Thursday, to announce the province recorded 131 new deaths linked to the virus — 91 of them in the hard-hit city.

Montreal — the epicentre of the COVID-19 contagion in Canada and Legault's

hometown — is still so "fragile," the premier said, that he had little choice but to cancel the rest of the school year for elementary students in the area.

Legault took some responsibility for the repeated failures to bring the contagion in Montreal under control, especially within the city's long-term care homes, where the majority of the province's deaths have occurred. But it's Quebecers as a whole, he said, who have let this happen to Montreal.

"I think the society failed," he told reporters.

There are three times more seniors in long-term care homes in Quebec, per capita, "than anywhere else in the world," Legault said. Those centres were underfunded and understaffed for years, he continued, and the people who worked there were underpaid.

Hundreds of members of the Canadian Armed Forces have now been dispatched to the province's long-term care homes to help feed and care for the residents. Legault confirmed Thursday that the Forces' mandate had been extended until June 12.

The province had 40,724 confirmed cases of COVID-19 as of Thursday, an increase of 793 over the previous day. Almost 11,000 people have recovered. Montreal counts 20,633 of the province's total cases, and 2,154 deaths.

Daycares in the greater Montreal area, which had a tentative reopening date on May 25, now have to remain closed until at least June 1, the premier said. Authorities still haven't made a firm decision about whether or not to push back the May 25 reopening date set for retail businesses in the city.

"We will still give ourselves a few days to take a decision on retail businesses," Legault said. "A crucial element that would help us to reopen is for the majority of people to wear a mask in public."

But Legault didn't come to his hometown bearing only bad news.

The number of people hospitalized in the province diminished by 42 compared with the day prior — the biggest drop since the beginning of the crisis. Quebec now has 1,834 people

in hospital with COVID-19. The number of people in intensive care also came down over the same period, to 190 people, a reduction of four.

Legault said the province is also close to the goal he set last week of administering 14,000 tests per day. He said the province conducted 13,291 tests on May 12.

Dr. Horacio Arruda, Quebec's director of public health, said when the data comes in for the number of tests administered on May 13, "I expect us to go over or hit the number that we set."

Data from the province's institute for public health, however, said only 6,401 had been tested on May 13. Some people are tested multiple times a day, according to the Institut national de santé publique, such as health workers.

Mylène Drouin, head of public health in Montreal, said the city has surpassed its goal of conducting more than 3,000 tests a day. She said 3,411 tests were conducted May 12.

Legault is scheduled to spend two days in Montreal, and had planned to meet with the heads of the city's main health care centres Thursday afternoon.

"What I want to ask them about is why there has been so many deaths ... why there have been so many infections," the premier said.

The Canadian Press



laTribune

Des délais à prévoir à la Source-Vive

ISABELLE PION
LA TRIBUNE

Attendus depuis longtemps, les travaux d'agrandissement de l'école primaire la Source-Vive, à Ascot Corner, ne seront pas terminés pour la rentrée scolaire de l'automne, en raison de la pandémie. Si les paramètres de distanciation sont toujours en vigueur à la rentrée scolaire, la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSRS) pourrait devoir se tourner vers d'autres locaux pour ses écoles primaires : avant même la pandémie, 26 des 38 écoles primaires étaient en surpopulation.

Le taux de fréquentation annoncé à la rentrée lundi était de 67 %, en fonction d'un sondage mené auparavant. Les écoles reçoivent toutefois des demandes de parents qui souhaitent maintenant intégrer leur enfant, maintenant ou prochainement.

Jusqu'à maintenant, seuls des élèves de l'école primaire Sacré-Cœur ont été déplacés dans une école secondaire, à Montcalm.

Toutefois, si la situation persiste à la fin août, la CSRS pourrait se tourner vers d'autres écoles secondaires. C'est l'un des scénarios évoqués, mais il s'agit d'une hypothèse alors qu'on ne sait pas encore exactement de quoi la rentrée scolaire sera faite. En ce moment, certaines matières ne sont pas enseignées (comme l'informatique), ce qui influencera l'organisation scolaire quand l'enseignement régulier redémarrera.

À l'école la Source-Vive, les travaux devaient être terminés à la rentrée... initialement. Le projet avait d'abord été reporté d'un an.

« C'est sûr qu'il y aura un retard. On demande à l'école de s'organiser pour une rentrée sans agrandissement. On ne sait pas quand ça va être prêt. On n'ose pas donner une date, il y a trop d'inconnu », commente Carl Mercier, directeur adjoint à l'administration à la CSRS. Ce premier scénario repose sur une entrée régulière, sans distanciation sociale.

Le second scénario concerne l'ensemble des écoles primaires, dit-il en ne voulant pas mettre l'accent uniquement sur la Source-Vive.

« Les écoles, en ce moment, sont capables de s'organiser, mais on n'a pas la totalité des élèves du primaire. Maintenant, dépendant des scénarios, est-ce que c'est possible qu'on ait besoin des écoles secondaires si tous les élèves reviennent? À ce moment-là, ça ne sera pas exclusif à la Source-Vive. Il va falloir évaluer les scénarios. Mais c'est sûr que plus vite que l'école aura l'agrandissement, moins il y aura de scénarios de déplacement. »

« C'est bien évident que quand on est déjà en surpopulation et qu'on nous demande de diviser les groupes en deux, d'avoir deux fois plus de locaux, ce sera rare les écoles qui vont pouvoir conserver tous leurs élèves à l'interne. Mais une école comme la Source-Vive, avec un agrandissement récent, va avoir plus de latitude que d'autres. »

L'hiver dernier, La Tribune rapportait que la soumission la plus basse à la Source-Vive dépassait de 865 000 \$ le budget prévu par la CSRS, de sorte qu'elle comptait se tourner vers Québec afin de récupérer cette somme. Interrogé sur les impacts que pourrait avoir le contexte de pandémie (dont la distanciation sociale), M. Mercier a indiqué ne pas avoir d'informations sur les impacts financiers des mesures sur le chantier.

L'école Desjardins doit aussi faire l'objet de travaux d'agrandissement cet été. La CSRS va en appel d'offres, mais les travaux ne seront pas prêts à la rentrée.

laTribune

De bonnes nouvelles pour les écoles

ISABELLE PION
LA TRIBUNE

L'annonce de Québec, jeudi, d'investir 1,1 milliard dans la construction d'écoles et la rénovation réjouit la CSRS. Quelques heures avant l'annonce, Carl Mercier, directeur adjoint à l'administration, se disait confiant, malgré le contexte, d'obtenir du financement pour les projets déposés il y a plusieurs mois.

Parmi eux, la construction d'une nouvelle école secondaire. Elle regrouperait l'ensemble des élèves de Mitchell-Montcalm, qui sont actuellement dans deux pavillons, en plus d'une salle de spectacle. Elle compterait un peu plus de 2100 places et nécessiterait des investissements de l'ordre de 55 M\$.

Si le projet se concrétisait, l'école primaire Sacré-Cœur déménagerait dans les locaux de l'école Montcalm, sise sur le boulevard de Portland.

La CSRS avait déposé au ministère de l'Éducation plusieurs projets d'agrandissement, dont un projet de réaménagement du Triolet, afin de récupérer des espaces du pavillon des techniques industrielles. Ce volet s'inscrit dans le projet de réaménagement et d'agrandissement du Centre 24-Juin, évalué initialement à 67 M\$.

L'annonce pourrait aussi donner un peu d'espoir aux membres du conseil d'établissement de l'école Marie-Reine, très à l'étroit.

Quelques heures avant l'annonce, la présidente du conseil d'établissement, Patricia Dionne, s'inquiétait de ne pas avoir de nouvelles du dossier d'agrandissement de l'école primaire de la rue de Caen, tout en sachant que le dossier est entre les mains du gouvernement provincial.

« C'est difficile de savoir ce qui va réellement se passer si la situation perdure. Le problème criant va être accentué », avançait-elle juste avant que Québec annonce des sommes importantes dans les infrastructures scolaires, au sujet du manque d'espace.

« C'est encourageant! Ça démontre les besoins qu'il y a au Québec », estime Carl Mercier. « Cette surpopulation, on la traite en changeant l'usage des immeubles », dit-il en donnant l'exemple de l'école primaire Sacré-Cœur qui pourrait se retrouver au pavillon Montcalm si le projet d'école secondaire va de l'avant.

Cette nouvelle survient alors que la CSRS avait tenté de cogner à toutes les portes au ministère de l'Éducation pour la réalisation de la Maison de quartier, qui doit voir le jour sur le terrain de l'école Desjardins.

La CSRS n'avait pas eu de réponse officielle, mais de façon officieuse, s'était fait dire que l'initiative ne se qualifiait pas dans les normes. Il a été impossible de savoir si des démarches sont toujours en cours, par exemple du côté du ministère de la Famille.

La CSRS avait déposé une demande d'ajout d'espace à l'automne 2019 pour la construction de la Maison de quartier Quatre-Saisons. L'édifice doit regrouper sous un même toit différentes ressources travaillant en concertation auprès de la population du quartier Jardins-Fleuris. Parmi les services offerts, on pense entre autres à des services sociaux, éducatifs et de soutien pour la population de ce quartier, particulièrement pour les familles avec des enfants d'âge scolaire et préscolaire.

Les projets d'agrandissement de Jardin-des-Lacs, des Avenues et Sylvestre doivent quant à eux être réalisés à l'été 2021, note Carl Mercier.

laTribune

Cours en ligne : un casse-tête pour les élèves à besoins particuliers

SABRINA LAVOIE
LA TRIBUNE

Inquiète pour la réussite scolaire de sa fille, Mélanie Ouellet souhaite dénoncer le manque d'encadrement auprès des élèves en difficultés au secondaire.

Selon Mme Ouellet, il est difficile de concevoir un apprentissage en ligne pour les parents d'enfants à besoins particuliers. « Ma fille a un TDA avec dyslexie sévère et une dyscalculie en mathématique. Elle pleure tous les jours depuis la reprise des cours à distance », confie la mère d'une élève de l'école secondaire du Triolet.

« J'ai été témoin de certaines rencontres en ligne qui manquent de sérieux. Les jeunes manquent de respect envers les professeurs, mais aussi envers les élèves qui veulent se concentrer. On entend de la musique, des niaiseries... [...] c'est vraiment problématique ».

Conditions « peu propices à l'apprentissage

»

Après avoir partagé ses craintes à la direction de l'école, Mélanie Ouellet a été rassurée d'apprendre qu'il était impossible pour un élève d'échouer les cours qui étaient en voie de réussite avant la crise pandémique. Par contre, en mathématique, sa fille devra redoubler d'efforts dans des conditions qu'elle qualifie de « peu propices à l'apprentissage ».

« Ça fait trois jours qu'elle est laissée à elle-même et elle est complètement découragée. C'était déjà difficile en temps normal avec un plan d'intervention, maintenant j'ai l'impression qu'on va devoir lui enseigner nous-mêmes », raconte la mère désespérée.

Situation d'échec « grandement plausible »

Selon l'orthopédagogue Marie-Anne Lachance, « plus un élève porte des difficultés d'apprentissage avec lui, plus grande est sa tâche. Particulièrement en contexte d'autonomie, les jeunes doivent s'organiser seuls devant leur ordinateur. Pour plusieurs d'entre eux, la situation d'échec est grandement plausible malheureusement ».

Elle ajoute que les parents ne sont pas outillés pour encadrer certains défis d'apprentissage. « Ils ne savent pas nécessairement comment ça fonctionne et ce ne sont pas des spécialistes. De plus, il est difficile d'avoir le soutien d'un orthopédagogue dans les écoles en ce moment, le service en ligne n'existant pratiquement pas ».

Mme Lachance conseille aux parents de ne pas hésiter à demander de l'aide. « Pour ceux qui en ont les moyens, un suivi personnalisé peut être offert par des orthopédagogues au privé. Autrement, ils doivent en parler avec les enseignants et la direction de l'école. La collaboration ici aura toujours sa place », explique-t-elle.

Circonstances exceptionnelles

Mme Ouellet comprend que la situation actuelle est exceptionnelle. Elle souhaite cependant que des démarches soient entreprises afin de favoriser la réussite scolaire des élèves à besoins particuliers. « Lorsque ma fille a demandé pour avoir le temps supplémentaire habituellement alloué lors d'un examen, son professeur a refusé. Il me semble que ce serait la moindre des choses », dénonce-t-elle.

Par courriel, la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke indique avoir mis en place une offre de service d'accompagnement d'enseignement à distance aux élèves des écoles secondaires.

« Un enseignant répondant est mandaté pour communiquer de façon hebdomadaire avec les élèves et des appels téléphoniques sont prévus pour ceux qui sont plus vulnérables. Des professionnels effectuent aussi un suivi avec les élèves sur le plan affectif et social. Bien sûr, cela demande de l'adaptation et des ajustements », a-t-on mentionné.

laTribune

Une allée des célébrités pour les finissants d'Alexander Galt

RENÉ-CHARLES QUIRION
LA TRIBUNE

Moment émouvant à l'école secondaire Alexander Galt de Sherbrooke alors que les finissants ont été accueillis dans une allée des célébrités où ils étaient en vedette, jeudi matin.

Les photos des 157 adolescents de la 50e promotion des Pipers avaient été agrandies en format géant formant une haie d'honneur pour les accueillir alors qu'ils mettaient les pieds pour une dernière fois comme élève à l'école qu'ils ont fréquentée durant cinq années.

Fin de parcours secondaire qui se termine de façon abrupte comme ailleurs au Québec dans le contexte de pandémie de la COVID-19 avec la fermeture des écoles secondaires et la mise en place des cours virtuels.

Comme plusieurs de ses collègues de classe, Leah Andrews a versé des larmes en voyant sa photo grand format à côté de celle de ses amis.

« Ça me remémore beaucoup de souvenirs de mes cinq ans ici avec mes amis. Je connais presque tout le monde. C'est beaucoup d'émotion. L'école en ligne, c'est très différent. On voit nos amis sur écran, mais on ne les voit plus en vrai. On ne peut plus se donner de câlins. C'est quand même une belle façon de finir mon secondaire », indique Leah Andrews qui ne s'attendait pas à une telle surprise.

À l'instar des autres jeunes adultes, le report du bal demeure une grande déception.

« J'attends le bal depuis que j'ai cinq ans. J'avais acheté ma robe. C'est difficile, mais au moins on va l'avoir en octobre », relativise Leah Andrews.

Sarah-Michèle Auger était aussi émue de voir sa photo en format 18x27 alignée sur le terrain sportif situé à l'entrée de son école secondaire.

« C'est une belle surprise de voir ma photo. Nous n'avons pas eu de dernière journée pour parler en vrai à nos amis. J'espère que le bal pourra avoir lieu en octobre même si ce ne sera pas la même chose », signale Marie-Michèle Auger.

« En octobre, certains vont peut-être avoir quitté la région. Tout le monde attendait ce moment. Au moins, le moment a été souligné avec ces photos », ajoute un autre élève, Zachary Bazin.

La directrice d'Alexander Galt, Peggy McCourt, souligne cette initiative du personnel de l'établissement.

« Cette idée est merveilleuse. C'est un geste pour démontrer à nos finissants que nous pensons à eux, que nous sommes fiers d'eux. Ce groupe de finissants, qui est notre cinquantième, est quelque chose de spécial dans l'histoire de notre école. Nous avons connu une année qui n'a pas été facile, avec le décès d'enseignant et d'élève et avec cette fin qui n'était pas prévue. Terminer cette étape de leur vie pour nos finissants avec leur photo est une preuve que l'on ne les lâche pas. Il faut continuer à aller de l'avant avec toutes ces expériences vécues. On va s'en sortir plus fort », croit la directrice de l'école secondaire anglophone de l'arrondissement de Lennoxville de la Commission scolaire Eastern Township.

Une équipe d'enseignants a gardé le secret jusqu'à jeudi matin afin de créer cette surprise aux élèves finissants. Les organisateurs ont attendu que les terrains de l'école soient déserts, mercredi soir, pour créer cette allée des célébrités au moment où les élèves viendraient chercher leurs effets personnels.

« Nous voulions féliciter nos finissants pour leurs cinq années à Alexander Galt. Nous voulions souligner ce qu'ils ont donné à notre école avec ce cadeau. Ces élèves ont amené chacun leurs qualités et leur personnalité à l'école. Nous savons que cette fin de secondaire n'est pas l'idéal, mais nous voulions leur apporter quelque chose dont ils pourront se souvenir avec leur photo présentée à tout le monde », explique Stephen Walker qui accueillait les élèves avec la directrice et ses collègues Kyle Martel et Tania Cortez.

Une date a été tout de même arrêtée pour le bal des finissants le 10 octobre prochain.

« Entre aujourd'hui et le mois d'octobre, nous voulions offrir quelque chose pour qu'ils puissent finir leur année de façon spéciale. Nous avons réussi parce que les gens ralentissent sur la route 108. Les élèves et leurs parents sont émus et même certains de nos collègues sont entrés en pleurant », mentionne Stephen Walker.

laTribune

Croquarium nourrit l'apprentissage autrement

MIREILLE VACHON
LA TRIBUNE

Ayant vu ses activités dans les écoles suspendues en raison de la pandémie, Croquarium s'est vite réinventé pour pouvoir accompagner les enfants à distance. L'organisme sans but lucratif basé à Sherbrooke a mis du matériel en ligne pour continuer de piquer la curiosité des enfants dans la sphère alimentaire.

«Chez Croquarium, la créativité est notre force. Nous avons donc développé des activités pédagogiques pouvant être réalisées à la maison, comme des capsules vidéos et des jeux éducatifs», explique Mélanie Mercier, responsable des communications et du développement des affaires.

Par exemple, les enfants sont invités à visionner de courtes capsules sur le jardinage, à répondre à des jeux-questionnaires pour valider leurs apprentissages ou encore à lire des historiettes de tous genres.

Même si, jusqu'au 1er septembre, toutes les activités ayant lieu en présentiel dans les milieux de l'enfance et de la petite enfance sont suspendues, l'option de poursuivre les formations entamées auprès des enseignants et des éducateurs à distance est à l'étude présentement.

«On ne s'attend pas à ce que nos activités habituelles reprennent d'ici la prochaine année. Nous travaillons actuellement sur un tout nouveau plan d'action pour mettre en place de nouveaux moyens d'accomplir notre mission», affirme Mme Mercier.

«En attendant, j'invite les gens intéressés à visiter notre page Facebook quotidiennement pour avoir accès à du nouveau matériel éducatif», termine la responsable.

laVoixdel'Est

Roches, prix, chapeau!

PASCAL FAUCHER
LA VOIX DE L'EST

Des élèves du secondaire continuent de prendre leurs études à coeur.

Sabrina Neila Belattar et Mahée Li Roberge, étudiantes en secondaire 3 à l'école du Verbe divin, à Granby, ont remporté le troisième prix du concours provincial Zoom minier, qui vise à mieux faire connaître le secteur économique des mines.

La vidéo qu'elles ont réalisée, disponible sur YouTube et axée notamment sur les mesures prises par l'industrie pour éviter les accidents, leur a rapporté 500 \$ ainsi qu'un week-end dans un centre de villégiature.

L'équipe Les Bromontoises était appuyée par leur enseignante, Gabriela Cismas.

leDroit

Aylmer: deux élèves et deux employés renvoyés à la maison

DANIEL LEBLANC

Le Droit

Deux élèves et deux membres du personnel de trois écoles primaires de Gatineau ont été renvoyés à la maison au cours des 24 dernières heures parce qu'ils ont ressenti des symptômes s'apparentant à la COVID-19.

Jeudi, un élève et un membre du personnel de l'école de l'Amérique-Française, dans le secteur Aylmer, ont été retirés de l'établissement, a spécifié la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSPO) dans un message acheminé aux parents en début d'après-midi.

«La direction a contacté la Santé publique pour présenter les détails liés aux deux cas. L'élève et le membre du personnel seront testés. Il s'agit donc, pour l'instant, de cas probables et non confirmés», a indiqué la directrice générale Nadine Peterson dans la lettre.

On spécifie également qu'à la suite de leur départ, on a procédé à la désinfection des lieux, objets et surfaces avec lesquelles elles ont été en contact, comme le prévoit le protocole.

Les symptômes du coronavirus, rappelons-le, ressemblent à ceux d'un rhume ou d'une grippe, soit par exemple de la toux, de la fièvre, un écoulement nasal et des difficultés respiratoires.

Dans la même journée, un autre cas a été signalé à l'école internationale du Village, aussi située dans le secteur Aylmer, alors qu'un membre du personnel est retourné chez lui dans les plus brefs délais et il subira un test de dépistage.

À un kilomètre de là, un incident similaire est aussi survenu mercredi à l'école Lord Aylmer, a confirmé la Commission scolaire Western Québec (CSWQ). Un élève présentant au moins un des symptômes de la COVID-19 a été isolé puis est retourné à la maison avec ses parents.

«Les parents suivront les procédures recommandées par la Santé publique et n'enverront pas leur enfant à l'école avant le temps prescrit, soit dans ce cas-ci 24 heures après la disparition des symptômes», a précisé dans une lettre le directeur de l'école Eldon Keon.

Alors que le nombre de situations semblables risque de devenir fréquentes d'ici la fin de l'année scolaire, la CSPO a par ailleurs tenu à indiquer au Droit que des messages ne seront plus forcément acheminés systématiquement aux parents.

« Les écoles viennent de rouvrir et nous sommes conscients que des parents peuvent éprouver des inquiétudes en lien avec la COVID-19. Comme nous vivons tous ces situations pour la première fois, nous avons pris la décision d'aviser les parents pour les premiers cas symptomatiques non confirmés à survenir dans les écoles afin de les rassurer sur l'application de notre protocole et le respect des consignes de prévention. Dans les prochaines semaines, nous allons toutefois nous en remettre à la recommandation de Santé publique d'aviser les parents uniquement lorsqu'il y a un cas confirmé», de dire Mme Peterson.

Rappelons que lundi dernier, au jour 1 du retour à l'école partout au Québec sauf dans la région de Montréal, un élève a été retiré de l'école de l'Orée-des-Bois, à Cantley, après que sa famille ait informé l'établissement que l'un de ses proches avait reçu un diagnostic positif à la COVID-19.

leNouveliste

L'urgence de jouer

CARREFOUR DES LECTEURS

Le Nouvelliste

OPINIONS / Lettre adressée au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Jean-François Roberge.

Pour une période indéterminée, l'éducation préscolaire est complètement transformée en raison de la pandémie de COVID-19. À leur retour à l'école, les enfants sont confrontés à un milieu physique transformé et ils ont à respecter des mesures sanitaires allant souvent à l'encontre de leurs habitudes et routines. Dans ce contexte, plusieurs enseignantes expriment leurs craintes et leurs préoccupations au sujet de la nature des activités qu'il est possible de mettre en œuvre en classe. Comme chercheurs, cela nous préoccupe également. Leurs témoignages nous amènent à anticiper un danger: l'évacuation du jeu des classes de maternelle et une surdose d'activités «académiques» de type papier-crayon.

Nous souhaitons rappeler qu'en temps de crise (guerres, migration, catastrophes naturelles, drames communautaires, etc.), le jeu constitue un puissant antidote au stress et agit comme une soupape de sécurité. En effet, des recherches réalisées dans le cadre d'activités médico-psychologiques d'urgence et des projets humanitaires menés auprès d'enfants ayant été confrontés à des événements traumatiques de natures différentes ont permis de constater le rôle inestimable du jeu pour la résilience des enfants ainsi que sa force salvatrice et ses bienfaits pour leur santé. L'urgence sanitaire causée par la pandémie que nous vivons actuellement est une situation imprégnée d'inconnu. Nous ne pouvons donc pas encore savoir dans quelle mesure les enfants en seront affectés. Toutefois, plusieurs éléments de la situation étant anxiogènes, il importe de se préoccuper du jeu non seulement pour les apprentissages, mais aussi et avant tout pour le bien-être psychologique des enfants.

Monsieur Roberge, en votre qualité de ministre de l'Éducation, nous vous invitons donc à encourager les enseignantes, les éducatrices, les conseillères pédagogiques, les directions d'école, les orthopédagogues et toute autre personne œuvrant auprès des enfants d'âge

préscolaire à proclamer une urgence pédagogique: faire vivre le jeu dans les salles de classe et permettre aux enfants de jouer tout en tenant compte des mesures sanitaires. Ainsi, nous vous demandons de réitérer la place centrale que doit occuper le jeu à l'éducation préscolaire tel que prescrit par les programmes ministériels, de rappeler son importance pour le développement global des enfants, et de vous assurer qu'il demeure vivant malgré les contraintes de la situation actuelle.

Nous sommes conscients que les mesures sanitaires restreignent l'accessibilité aux jouets et aux aires de jeu, mais tout n'est pas perdu. Le jeu étant avant tout un état d'esprit, il peut se réaliser sous des formes alternatives. L'objectif ultime est de garder l'esprit du jeu vivant dans la classe et d'encourager les enfants à imaginer, à rêver, à verbaliser et, finalement, à «jouer dans leur tête» en attendant le moment où ils pourront à nouveau jouer librement.

En cette période difficile, comme l'affirme le grand connaisseur de l'enfance, le pédiatre et le psychanalyste Donald Winnicott, faire le nécessaire pour que les enfants soient capables de jouer, c'est une psychothérapie en soi.

Krasimira Marinova

Professeure titulaire, UQAT

Christian Dumais

Professeur titulaire, UQTR

Roxane Drainville

Doctorante en éducation, UQAT

leQuotidien

Une collecte de contenants consignés pour se préparer financièrement au déconfinement

EVE-MARIE FORTIER
LE QUOTIDIEN

Le Club de basketball Bleu et Or de l'École polyvalente d'Arvida organise une collecte de contenants consignés afin de libérer les garages de ceux qui en auraient trop accumulés dans les dernières semaines. Les fonds amassés permettront également au club d'être en mesure d'affronter financièrement le déconfinement lorsqu'il s'amorcera.

La collecte se déroule sur le stationnement de Chauffage Moderne, à Jonquière, depuis jeudi. Elle se poursuivra vendredi, entre midi et 17 h, puis samedi, entre 10 h et 17 h. La Santé publique a également guidé les organisateurs afin que tout se déroule dans l'ordre et que la santé et sécurité de tous soient priorisées en ce contexte de pandémie.

L'événement n'aurait pas pu prendre autant d'ampleur sans partenaires, explique Pierre-Yves Gagné, directeur technique du club. « Lorsque nous avons eu l'idée d'aider les parents de nos jeunes à se débarrasser de leurs bouteilles et leurs cannettes, IGA Mellon et IGA Extra, sur la rue Saint-Hubert, ont immédiatement souhaité s'associer avec nous. »

Étant donné l'interdiction pour les épiceries d'amasser les contenants consignés de leurs clients, ce partenariat était tout aussi avantageux pour elles, selon M. Gagné. « Le Métro Plus de Jonquière s'est également joint à nous. Grâce aux contacts de IGA, nous avons pu nous associer avec Pepsi, qui viendra récupérer les contenants », a-t-il mentionné.

Le directeur technique du Club de basketball affirme également être conscient que le déconfinement risque d'ajouter certains frais supplémentaires à la rentrée scolaire. « En amassant les profits de la collecte, nous essayons de prévoir les nouveaux coûts qui arriveront à l'automne », a-t-il expliqué.

Basketball et déconfinement

La première phase du déconfinement des sports et du plein air ne permet pas la pratique des activités sportives supervisées. Les jeunes des clubs sportifs ne peuvent donc pas pratiquer leur sport sous la supervision de leur entraîneur.

« Je suis amplement d'accord qu'il est actuellement trop tôt pour permettre les sports d'équipe, mais il y aurait certainement une possibilité pour ces entraîneurs d'encadrer leurs jeunes de façon individuelle en gardant une distanciation et en ne partageant pas le matériel », a affirmé Pierres-Yves Gagné.

Selon lui, les adolescents ont besoin d'être encouragés et d'être soutenus pour être en mesure de pratiquer leur sport. « Certains ne savent pas nécessairement quels exercices faire afin de poursuivre l'entraînement en confinement. Ils ont besoin d'être motivés par leur entraîneur et de recevoir certaines consignes », a-t-il souligné.

Montreal schools to stay closed to September

By Gordon Lambie

Speaking from Montreal on Thursday afternoon, Quebec Premier Francois Legault announced that elementary schools and daycares in the city will not be reopening on May 25 as previously announced because the necessary conditions have not been met.

“When we look at the situation as a whole, it remains pretty fragile in Montreal,” Legault said, explaining that with the amount of the school year that remains, the decision has been made to keep schools in the Greater Montreal region closed until the end of August or beginning of September. Daycares, meanwhile, have had their reopening postponed to June 1, on the condition that the situation improves by that time.

“If we can open them in June we will do so,” the premier said.

As to the planned reopening of businesses, Legault said that the plan is still to look to doing so on May 25, but that this goal is more likely to be reached if people in the city adopt the wearing of masks more broadly.

“Health has to come first,” he said.

As of Thursday the INSPQ, Quebec’s institute of public health, was reporting 40,724 confirmed cases of COVID 19 in the province, up 793 from the day before. The public health authority in the Eastern Townships, meanwhile, recorded a total of 902 confirmed cases in the region, an increase of one from the previous day. The INSPQ also reported 1,834 hospitalizations on Thursday, 190 of

which were in intensive care. Both of these figures represent a decrease from the previous report. There are currently 10,829 cases of people who were known to have infections who have recovered, 656 of whom are in the Estrie Region.

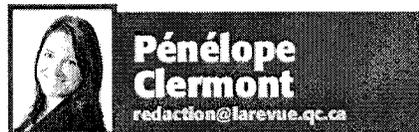


■ ■ ■ ACTUALITÉ

TÉMOIGNAGE

Faire de son mieux, un jour à la fois

Une Terrebonnoise du milieu scolaire souhaitant garder l'anonymat a fait parvenir un témoignage à *La Revue* concernant sa décision d'aller prêter main-forte au personnel en CHSLD. Malgré l'hésitation de laisser son fils de 2 ans pendant quelques jours, voire plusieurs, et les difficultés rencontrées dans un milieu jusqu'alors inconnu, elle garde espoir de gagner la bataille. La version complète de son texte se trouve au www.larevue.qc.ca.



« En quelques jours, j'ai pris contact avec la responsable des ressources humaines d'un CHSLD de ma région, j'ai reçu une courte formation d'une journée et je m'apprête à... je ne sais pas ce qui m'attend.

Ce que je sais, par contre, c'est que le sens du devoir m'appelle. Demain, j'irai porter mon fils chez sa grand-mère pour quelques jours, plusieurs sans doute. J'ai besoin de quelqu'un qui s'occupe de mon fils pendant que je m'occuperai de nos aînés et bien que les risques de complications soient moindres pour lui, je veux le protéger d'une potentielle contamination à la maison. J'y vais un jour à la fois, comme je le fais depuis déjà huit semaines.

Première journée de travail

Dans l'auto, en chemin vers le CHSLD, j'écoute de bonnes chansons pour me donner de l'énergie, pour arriver avec le sourire et tenter de le transmettre à mes collègues et aux résidents. J'arrive sur place. Une personne m'accueille pour une mini formation de 3 h. Elle est sympathique

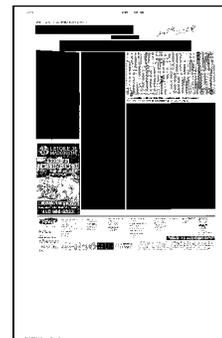
et passionnée. On fait le tour, mais je la sens préoccupée. Lorsqu'elle croise une de ses collègues, elle demande des nouvelles des résidents du 3^e étage, l'étage COVID. Elle nomme les noms des résidents qu'elle côtoie depuis six ans. Sa collègue lui répond : mort, mort aussi, morte aussi. Je la sens triste, mais elle continue de m'expliquer mes tâches. À travers la fenêtre, nous voyons un camion qui vient chercher les corps des personnes décédées. Elle a les yeux pleins d'eau. Je lui dis de prendre un moment, je suis là pour l'aider, elle aussi. Elle est fragile, son cœur est brisé. Je pense que je la comprends.

Je rencontre des résidents, tous différents et très attachants. Je leur donne à manger, à boire, je fais leur connaissance, j'écoute les plus inquiets, les plus tristes, je prends mon temps. Je vois des employés qui tentent de faire de leur mieux. Je constate que tous viennent de l'extérieur. Une préposée à la retraite, une enseignante en soins infirmiers, une étudiante en fin de session, des préposées des agences. Nous sommes toutes dans le même bateau, on ne sait pas trop où on s'en va ni quand on s'arrêtera, mais on navigue. Où est le capitaine? Aucune idée. On laisse le vent nous guider, on ferme nos yeux et on essaye d'avoir confiance.

Tout manque

Je rentre au CHSLD les trois jours suivants. Tantôt on manque de personnel, tantôt on court pour avoir des jaquettes propres pour les chambres en isolement, tantôt je suis à la buanderie, tantôt je suis en cuisine. J'ai de plus en plus de tâches, mais de moins en moins de temps avec les résidents. L'enseignante en soins infirmiers me sollicite, elle m'explique qu'il faut que les résidents bougent davantage. Peux-tu t'en charger? Oui, j'aimerais

bien. Je sais qu'elle me fait confiance. En trois jours, on a développé un bel esprit d'équipe. Je vais en faire ma priorité, ils doivent se maintenir en forme. Je suis là pour eux après tout. Je commence par la première chambre que je vois. On fait deux répétitions de l'exercice recommandé. Ça va bien. Malheureusement, c'est déjà le temps de passer le dîner, puis de ramasser les cabarets. La préposée a besoin de moi. Une dame sort de sa chambre, nous devons la ramener rapidement pour éviter la contagion. On n'a plus de jaquettes, je dois faire un tour à la buanderie et en ramener à l'étage. Zut! Il y en a plus à la buanderie. Je remonte. On a un nouveau cas suspecté, on doit le mettre en isolement. Je colle des affiches sur la porte de sa chambre, je prépare tout le matériel à l'entrée. L'enseignante en soins infirmiers m'interpelle à nouveau, il faudrait aider une dame à manger, elle a beaucoup de difficultés à le faire lorsqu'elle est seule. D'accord, j'y vais. Je passe plusieurs minutes avec elle. Je tente d'être créative et de lui changer les idées afin de l'amener à manger un peu. C'est difficile. Le temps file. Elle a pris deux bouchées. Est-ce que je continue? Quelle est la priorité déjà? Les résidents doivent bouger. Bon, madame a bu tout son jus de légumes au moins, c'est déjà ça. Je reviens vous voir, c'est ce que je lui dis. Malheureusement, je n'ai pas eu le temps de revenir. Pas plus



que de faire bouger les résidents. J'aimerais prendre mon temps, mais je n'en ai pas. Pas suffisamment.

Retour à ma première mission

Et voilà qu'aujourd'hui j'apprends que les écoles rouvriront dans les prochains jours. L'école, ma première mission. J'avais promis à ma direction d'être prête et en poste lorsqu'elle aurait besoin de moi. Mon cœur est déchiré à l'idée de savoir

que je ne pourrai peut-être plus aider un milieu de vie où les besoins sont criants. J'irai chercher mon fils chez sa grand-mère. Je pourrai à nouveau le serrer contre moi. Sa chaleur me manque. Voilà ma seule consolation. Je suis allée au CHSLD sept jours au total. J'ai fait de mon mieux, c'est ma nouvelle devise.

Pour les gens qui me connaissent bien, avant la pandémie, ma devise était : on

choisit nos batailles. Cette bataille-là, je l'ai choisie. Je réfléchis à l'idée de me rendre disponible les fins de semaine pour supporter encore un peu les résidents et les employés. Les inquiétudes sont encore présentes et prennent parfois le dessus sur mon énergie. Je verrai. Un jour à la fois. Cette bataille-là, elle est loin d'être terminée, mais il faut la gagner.»

ACTUALITÉ

Une ère nouvelle attend les enfants du primaire

À l'heure de la crise sanitaire entourant la COVID-19, une ère nouvelle attend les enfants du primaire. La Commission scolaire des Affluents (CSDA) promet d'être prête et de bien veiller sur nos petits.

Renée-Claude Doucet
rcdoucet@lexismedia.ca

Une bouteille de désinfectant à l'entrée, des pastilles au sol rappelant la distance de deux mètres, des flèches indiquant la circulation dans les corridors, des gymnases transformés en salle de cours, des classes complètement réaménagées, des bureaux dégarnis prêts à être réassignés... voici brièvement à quoi ressembleront les écoles lors de la réouverture de leurs portes.

Au moment d'écrire ces lignes, la date du retour à l'école pour les élèves des écoles primaires établies sur le territoire de la CSDA était le 25 mai, plutôt que le 19 mai, comme prévu initialement.

Les équipes-écoles, qui retournaient physiquement sur leurs lieux de travail la semaine dernière, disposeront ainsi d'une semaine supplémentaire pour aménager leurs locaux et se préparer. Les employés le confirment, ils ont beaucoup de pain sur la planche.

«C'est un défi organisationnel pour nos équipes-écoles. Ces dernières viellent à tout ce qui touche le personnel, mais aussi à l'aménagement des lieux», indique Éric Ladouceur, coordonnateur des communications à la CSDA.

M. Ladouceur précise que l'aménagement des classes sera revu. «Il faut respecter les deux mètres de distanciation entre les élèves, ainsi que le maximum de 15 enfants par classe. Le nombre de jeunes qui seront de retour entre donc en jeu.»

Une journée typique

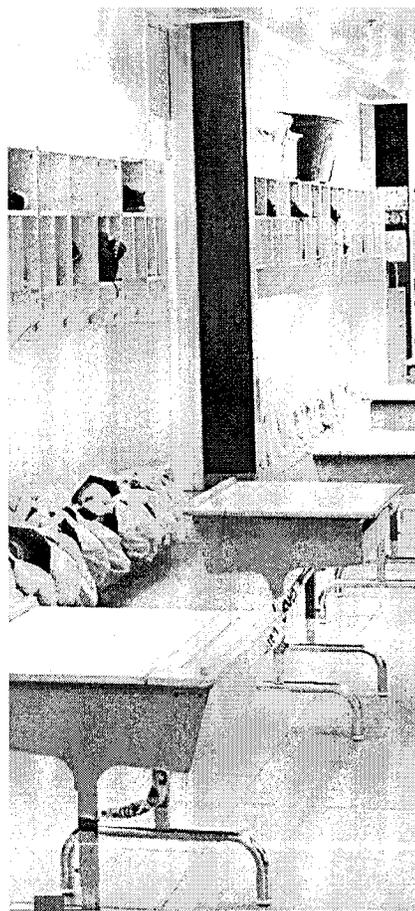
Dans le scénario typique, lors de la première journée d'école, on assignera à chaque élève un nouveau bureau, qui aura été complètement vidé. Les enfants devront demeurer à leur place et demander la permission de circuler si nécessaire. Les ateliers en groupe ou ceux nécessitant du matériel seront mis de côté. Les matières enseignées seront le français, l'anglais, les mathématiques, les sciences et l'histoire.

Les enseignants pourront utiliser différents outils numériques, mais les notions seront transmises à l'avant de la classe. Puisque les professeurs devront également garder leurs distances par rapport aux enfants, il ne sera pas possible de s'approcher des bureaux. Du matériel de protection sera fourni au personnel. Les enseignants qui le souhaitent pourront porter un masque.

Les enfants qui dînent à l'école devront probablement manger à leur place, puisque les salles communes ne seront pas accessibles. Considérant que les cours d'éducation physique ne se tiendront pas non plus, les écoles ont prévu des activités pour faire bouger les jeunes, entre autres à l'extérieur. L'horaire sera revu afin que les élèves ne se retrouvent pas tous en même temps dans la cour d'école.

Par ailleurs, l'ensemble des spécialistes continueront de travailler dans les écoles, mais leurs tâches pourraient se voir changées. Certains seront peut-être appelés à effectuer des suivis auprès des enfants qui demeureront à la maison.

Enfin, la CSDA conseille aux parents d'assurer eux-mêmes les déplacements de leur enfant puisque le transport scolaire représente un autre défi, compte tenu du fait que chaque autobus ne peut transporter plus de 12 à 15 élèves à la fois.



Différentes mesures de distanciation seront mis en place dans les écoles, notamment du côté des corridors. Les bureaux supplémentaires font ici office de barrière. (Photo : Renée-Claude Doucet)



SCOLAIRE

RÉUSSITE ET MOTIVATION SCOLAIRE

Maintenir les acquis à travers la lecture

La crise que nous traversons apporte son lot de défis. Pour les jeunes en formation, elle peut mettre à l'épreuve leur motivation, exacerber leur vulnérabilité sur le plan scolaire et hausser leur niveau d'anxiété face à leur avenir. C'est pourquoi le Comité régional pour la valorisation de l'éducation (CREVALE) invite toutes les personnes qui se sentent concernées par la réussite éducative des jeunes Lanaudois à créer les meilleures conditions pour leur éviter les écueils qui pourraient les détourner de leurs rêves d'avenir.



Pénélope Clermont

redaction@larevue.qc.ca

« Depuis le début de la crise, on est préoccupé par la réussite éducative des jeunes, introduit Ann-Marie Picard, directrice du CREVALE. Les premiers messages parlaient de vacances. Il faudrait plutôt poursuivre l'apprentissage pour maintenir les acquis. On se doute qu'il y aura des reculs en ce sens et le prolongement de la situation ne fait qu'exacerber la chose. »

Non seulement le retrait momentané de l'école aura un impact sur la motivation et la persévérance scolaire, mais l'appât du gain alors que les jeunes sont amenés à œuvrer davantage sur le marché du travail aura aussi ses effets sur le décrochage, croit M^{me} Picard.

Le retour en classe ne sera pas plus facile, surtout pour les élèves en transition, évoque-t-elle. « Le passage du primaire au secondaire est d'autant plus important pour les enfants dont la motivation est fragilisée. La transition peut mener au décrochage », insiste-t-elle.

Ils ont besoin de nous

Devant ce constat, le CREVALE ne baisse cependant pas les bras et multiplie les efforts pour soutenir la réussite et surtout, encourager la persévérance chez les jeunes. Plus que jamais ceux-ci ont besoin qu'on leur rappelle l'importance du chemin parcouru, les efforts qu'ils ont déployés pour se rapprocher de leurs aspirations personnelles et professionnelles, leurs acquis personnels et scolaires depuis leur entrée à l'école, les bons moments vécus et ceux à venir, les facilités de communication pour garder contact avec leurs amis, la capacité d'adaptation dont ils ont su faire preuve jusqu'à maintenant et qu'ils peuvent actualiser en ces temps de crise, les possibilités qui s'offrent à eux de participer à réinventer le monde tel qu'ils l'imaginent et enfin, le fait que nous sommes là pour eux.

« Chaque famille a ses variables et ses vulnérabilités. Les jeunes n'ont pas tous les moyens financiers et techniques pour aller sur Internet, par exemple, ou n'ont pas des parents qui les soutiennent dans l'apprentissage qu'ils peuvent faire à la maison. On travaille donc sur les déterminants de la persévérance scolaire qui peuvent être touchés en ce moment, fait savoir la directrice. C'est important que le tissu social reste solide dans Lanaudière avec des outils inventifs. Il y a eu de belles avancées dans la région ces dernières années, ce serait triste que la crise actuelle cause un grand recul. »

Ton aventure pour les plus jeunes

C'est par la promotion de la lecture, une activité transversale à toutes les matières scolaires, que le CREVALE tente de favoriser le maintien des acquis chez les jeunes. « Une

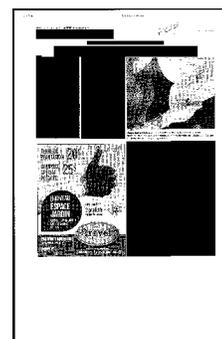
étude démontre que les enfants qui lisent pour le plaisir font plus de progrès en mathématiques, en vocabulaire et en orthographe entre les âges de 10 et 16 ans que ceux qui lisent rarement », rapporte M^{me} Picard.

Pour une 3^e année, l'organisme met de l'avant Tonaventure.com, une plateforme de lecture interactive créée pour les enfants du primaire dans laquelle ils deviennent le héros de l'histoire qu'ils lisent. Après chaque chapitre, ils décident de la voie à prendre. Les histoires comptent trente chapitres et ceux-ci sont accessibles à raison d'un par jour. « On souhaitait ainsi favoriser les habitudes récurrentes de lecture, note la directrice du CREVALE. On a pensé aux enfants qui ont plus de difficultés, il n'y a pas de trop gros morceaux à lire en même temps. [...] Le site comporte aussi une page d'activités et des suggestions de lecture. Il y a également une offre de lecture pour les tout-petits. »

À GO, on lit! pour les ados

Les adolescents peuvent quant à eux se tourner vers À GO, on lit! « C'est un projet de nos cousins des Laurentides, précise M^{me} Picard. C'est important de donner le goût de la lecture aux jeunes par des moyens qui leur ressemblent, ce que fait cet outil. »

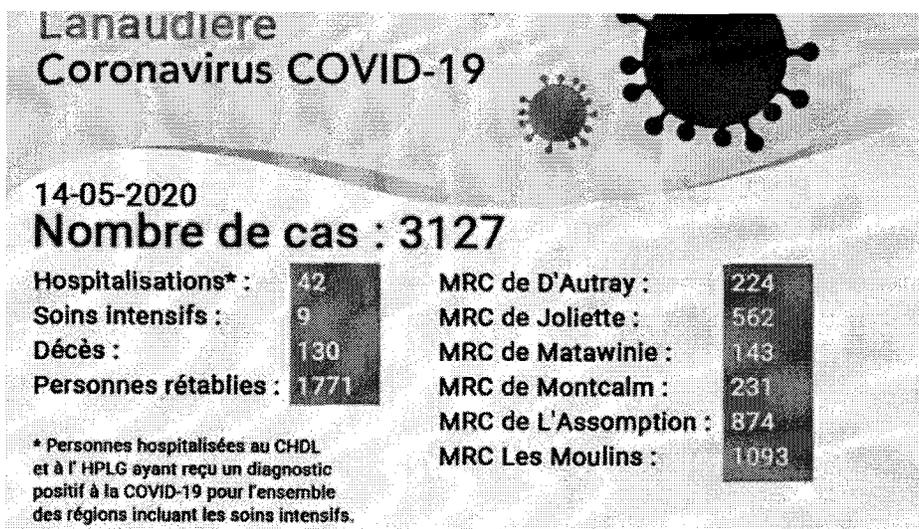
Disponible au www.agol.ca, À GO, on lit! est une campagne numérique multiplate-



forme où les jeunes sont invités à participer à un jeu questionnaire interactif dans le but de connaître leur profil de lecteur pour ensuite accéder à des suggestions de lecture personnalisées en fonction de leurs intérêts. Les lecteurs peuvent en parallèle s'inspirer des lectures d'ambassadeurs régionaux et nationaux, dont Kevin Raphaël, Catherine Brunet et Pierre-Luc Funk.

67 cas et 6 décès de plus – fermeture des écoles de la MRC de Joliette jusqu’en septembre confirmée

C. Vallières



Le premier ministre François Legault a annoncé à 13h la fermeture jusqu’en septembre des écoles de la Communauté métropolitaine de Montréal, incluant le Sud de Lanaudière. « *Les exceptions visant le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal s’appliquent aussi au territoire de la MRC de Joliette.* » peut-on lire sur le site du gouvernement du Québec.

Les écoles de L’Épiphanie font bande à part et ouvriront le 19 mai.

La MRC de Joliette suit le même calendrier que la Communauté métropolitaine de Montréal depuis le 6 mai. La Direction de la santé publique de Lanaudière avait pris cette décision car le taux de contamination par 100 000 habitants dans la MRC de Joliette est similaire à celui observé dans la grande région de Montréal et plus du double de celui observé en Montérégie ou dans les Laurentides.

Si plusieurs internautes sont inquiets de la situation et prennent le maximum de précautions possible, d’autres se montrent régulièrement sceptiques ou même fâchés lors de chaque publication de données et lors de chaque décision prise. Chacun y va alors de sa propre analyse et interprétation des données et espère que la Direction de la santé publique voit les choses de la même manière qu’eux.

Cela crée un curieux climat sur les réseaux sociaux lanaudois et laisse entrevoir des craintes quant au respect de l’ensemble des consignes gouvernementales.

La CSTL annonce la réouverture de certaines de ses écoles pour ce mardi 19 mai

Par Marie-Claude Pilon, Journaliste



Les écoles de Coteau-du-Lac, dont celle de l'Éclusière rouvriront leurs portes dès ce mardi 19 mai. - Photo: Marie-Claude Pilon

Le mercredi 13 mai vers 13h15, la *Commission scolaire des Trois-Lacs* a confirmé la réouverture de certains de ses établissements scolaires primaires pour ce mardi 19 mai. Rappelons que jusqu'à tout récemment, toutes les écoles primaires de la *CSTL* devaient rouvrir leurs portes le lundi 25 mai.

Sur le territoire de la MRC de Vaudreuil-Soulanges, plusieurs municipalités font partie de la *Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)*, territoire qui a vu la réouverture de ses commerces, entreprises et écoles être repoussée au 25 mai.

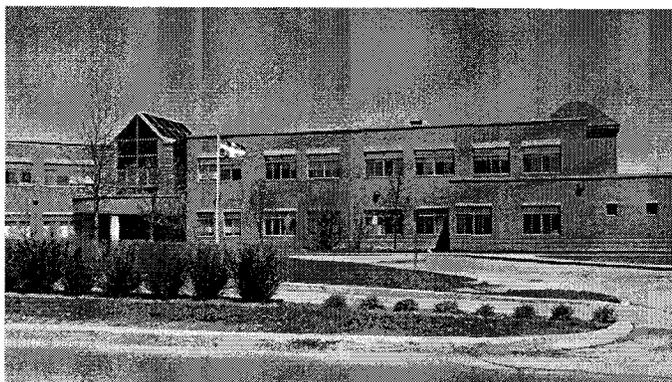
C'est donc une mauvaise compréhension des directives gouvernementales qui explique cette volte-face de la *CSTL*. Voici donc les écoles et services de garde qui rouvriront dès ce mardi 19 mai:

- École Cueillerier;
- École Ste-Marthe;
- École Val-des-Près (Immaculée-Conception, Sacré-Coeur, Sainte-Justine);
- École de l'Épervière;
- De la Riverraine (Saint-Zotique);
- Des Orioles;
- De Coteau-du-Lac (Académie-Wilson, de l'Éclusière et Saint-Ignace);
- Léopold-Carrière

Les services de garde des écoles des *Orioles* et de l'*Épervière* seront fermés le 18 mai. Toutes les autres écoles primaires reprendront leurs activités le lundi 25 mai.

La CSTL annonce la réouverture de certaines de ses écoles pour ce mardi 19 mai

Par Marie-Claude Pilon, Journaliste



Les écoles de Coteau-du-Lac, dont celle de l'Éclusière rouvriront leurs portes dès ce mardi 19 mai. - Photo: Marie-Claude Pilon

Le mercredi 13 mai vers 13h15, la *Commission scolaire des Trois-Lacs* a confirmé la réouverture de certains de ses établissements scolaires primaires pour ce mardi 19 mai. Rappelons que jusqu'à tout récemment, toutes les écoles primaires de la *CSTL* devaient rouvrir leurs portes le lundi 25 mai.

Sur le territoire de la MRC de Vaudreuil-Soulanges, plusieurs municipalités font partie de la *Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)*, territoire qui a vu la réouverture de ses commerces, entreprises et écoles être repoussée au 25 mai.

C'est donc une mauvaise compréhension des directives gouvernementales qui explique cette volte-face de la *CSTL*. Voici donc les écoles et services de garde qui rouvriront dès ce mardi 19 mai:

- École Cueillier;
- École Ste-Marthe;
- École Val-des-Près (Immaculée-Conception, Sacré-Coeur, Sainte-Justine);
- École de l'Épervière;
- De la Riveraine (Saint-Zotique);
- Des Orioles;
- De Coteau-du-Lac (Académie-Wilson, de l'Éclusière et Saint-Ignace);
- Léopold-Carrière

Les services de garde des écoles des *Orioles* et de l'*Épervière* seront fermés le 18 mai. Toutes les autres écoles primaires reprendront leurs activités le lundi 25 mai.

Première semaine de réouverture des écoles, un bilan positif pour la Commission scolaire des Chênes



© Photo Éric Beaupré Vingt55. Tous droits

réservés.

- Éric Beaupré

DRUMMONDVILLE - La Commission scolaire des Chênes dresse un bilan fort positif de la première semaine de réouverture des écoles, dans un contexte de déconfinement graduel et de pandémie de COVID-19.

Le directeur général de la commission scolaire, **M. Lucien Maltais**, a tenu à souligner l'apport colossal de tous les membres du personnel : enseignants, éducatrices, techniciennes et membres du personnel des services de garde; personnel de soutien, personnel professionnel, directions d'établissement et de service, de même que cadres scolaires.

« Nous arrivons à la fin d'une semaine marquée par une « deuxième rentrée scolaire », plus spécifiquement pour 55 % des élèves de nos écoles primaires et dans certains secteurs de la formation professionnelle. De façon générale, nous pouvons affirmer que ce retour a été couronné de succès jusqu'à maintenant. Nos élèves avaient hâte de se retrouver, de retrouver leurs enseignantes, enseignants et autres intervenants... mesures de distanciation ou pas. Tous ont eu droit à un bel accueil et, honnêtement, c'est un véritable tour de force que notre personnel a réalisé. Il a toutes les raisons d'en être fier, » de dire M. Maltais.

Les différentes scènes de retrouvailles vécues dans les écoles primaires vont passer à l'histoire et vont marquer le parcours de plusieurs dans le monde de l'éducation.

« Nos gens ont fait toute la différence ! On peut en dire autant de ce qui se vit au secondaire, en formation professionnelle et des adultes. Le mot « réseautage » a pris tout son sens, grâce à des enseignants et intervenants qui se sont notamment adaptés à la classe virtuelle à vitesse Grand V, »
renchérit le directeur général.

Aux yeux de M. Maltais, il faut continuer d'avancer prudemment dans le respect des règles prescrites par la Santé publique, tout en étant conscient des appréhensions que le contexte actuel suscite, des préoccupations personnelles et professionnelles vécues, de l'extrême vigilance dont toutes et tous doivent faire preuve.

« Ce n'est pas simple ! Ce n'est pas, non plus, parfait dans les circonstances, ce qui est tout à fait compréhensible. Mais, en y pensant bien, peut-être qu'en visant la perfection, nous attraperons l'excellence au passage. C'est ce que notre personnel démontre en ce moment. Nous avançons dans la bonne direction, »
de dire M. Maltais.

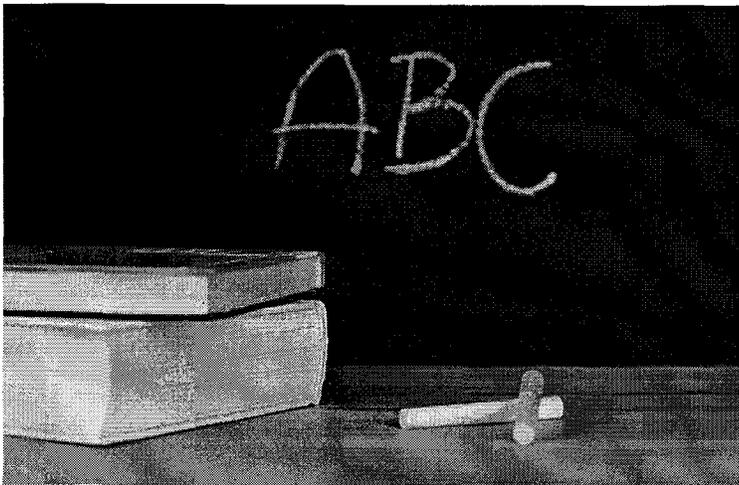
Le directeur général sait bien que, chemin faisant, il se pourrait que les intervenants du milieu de l'éducation essuient quelques critiques, ici et là.

« Nos faits et gestes sont observés plus qu'à l'habitude. Mais, une fois qu'on sait cela et qu'on donne le meilleur de nous-même, il n'y a qu'une chose à faire : continuer ! Grâce à notre personnel, j'ai bon espoir en des jours bien meilleurs, dans un avenir que je souhaite le plus proche possible, »
conclut le directeur général.



Par Daniel Campeau

Un retour en classe réussi...grâce aux profs



Pratiquement tous les pays du monde jonglent actuellement avec la délicate question du bienfondé de retourner les enfants en classe, même de façon progressive, tel qu'annoncé par le premier ministre Legault. Selon l'UNESCO, il n'y a qu'une dizaine de petits pays sur la planète qui ont gardé leurs écoles ouvertes au cours du dernier mois. Le reste de la planète a décidé de fermer soit localement, régionalement, ou complètement les écoles à cause de la pandémie de COVID-19.

Au Québec c'était le Jour 2 de la rentrée scolaire progressive du primaire, alors que des milliers d'enfants ont retrouvé les bancs d'école avec le sourire aux lèvres.

Selon la présidente de la centrale des syndicats de l'enseignement, (qui trouvait le retour un peu hâtif) nul doute que tous les enseignants ont été au rendez-vous et que c'est une rentrée réussie malgré l'improvisation.

« Encore une fois les enseignants ont fait ça de main de maître et en très peu de temps, je leur lève mon chapeau! », se réjouit Josée Scalabrini présidente de la central des syndicats de l'enseignement.

Même son de cloche du côté des professeurs qui avaient le grand sourire, les bons mots et les bons gestes pour rassurer les enfants. Même étant plus ou moins préparés à cette nouvelle façon d'enseigner avec des masques (qui manquent toujours dans certaines écoles) et des pratiques sanitaires (qui manquent aussi encore dans certaines écoles) bien différentes, les enseignants ont su relever le défi.

Beaucoup de parents ont de grandes inquiétudes et ont choisi de garder leurs enfants à la maison, jugeant que la crise est loin d'être terminée et que le risque de contamination est encore trop grand. De nombreux intervenants du monde scolaire prévoient cependant que plusieurs autres enfants prendront le chemin de l'école dans les jours à venir et que c'est à ce moment que les choses risquent de se compliquer. Le manque d'espace, de locaux, de masques et de titulaire risque fort de survenir, et il faudra redoubler d'ardeur pour respecter les normes de la santé publique.

« On ne donne pas l'heure juste aux enseignants. Le gouvernement est incapable de transparence; il avance et recule, on leur a tout d'abord affirmé que le retour progressif était pour le bien pédagogique des enfants ce qui est totalement faux. Bien après que les pédiatres sonnent l'alarme sur les effets négatifs psycho-sociaux de la pandémie, le gouvernement parlait déjà d'un retour en classe », déclare Mme Scalabrini.

Par ailleurs, on se questionne aussi sur le contenu de l'enseignement que donneront les professeurs en classe au cours des prochaines semaines. Certains d'entre eux se préparent à enseigner en accéléré d'ici la fin de l'année scolaire, tandis que d'autres se préparent au télétravail, puisque que selon plusieurs, il serait inéquitable d'enseigner de la nouvelle matière pendant que d'autres élèves resteront chez eux. Les directions d'école sont notamment divisées sur cette question.

« Dans les prochains jours on apprendra à vivre ensemble dans une nouvelle façon de faire l'école, mais qui sait, peut-être sommes-nous des souris de laboratoire et que cet exercice est une sorte de période de réchauffement pour la rentrée de septembre. J'espère que non et on ne le sait pas, ce n'est pas un combat facile. Mon devoir de présidente syndicale quand je l'ai accepté c'était pour valoriser la profession même si la profession doit maintenant se redéfinir », explique Josée Scalabrini.

« Cependant, si on constate que le gouvernement nous a menti et que ce n'est pas la santé de la population et des élèves qui est et demeure la priorité du gouvernement, notre message sera clair, on le dénoncera haut et fort », assure la présidente de la centrale du syndicat de l'enseignement.

Chose certaine le corps professoral québécois sera au front quoi qu'il advienne, et ce pour le bien des enfants, mais jamais au détriment de la santé de ceux-ci ou des enseignants.

Retour en classe après deux mois de pause

Après une pause de près de deux mois, les élèves des écoles primaires de la région ont pu retrouver leurs amis et leurs enseignants au début de la semaine. Une rentrée qui s'est toutefois déroulée différemment et qui comprend de nombreux ajustements en lien avec la crise sanitaire causée par la COVID-19.

● **ANDRÉANNE LEBEL**

andreeanne@infodimanche.com

Dans les classes, les bureaux ont été déplacés à une distance de deux mètres les uns des autres, selon les capacités des classes dans les écoles. Certaines en contiennent une quinzaine (le maximum permis par la Santé publique), alors que dans d'autres, il n'y a de l'espace disponible que pour une dizaine de bureaux, précise le directeur des écoles Roy et Joly à Rivière-du-Loup, Yannick Beauvais. Un total de 509 élèves fréquentent ces deux écoles et 80 % ont confirmé leur inscription pour le retour en classe de cette semaine. Il fallait aussi prévoir la distanciation de deux mètres avec l'espace de travail de l'enseignant et instaurer une manière de circuler dans la classe sans passer trop près des autres élèves. «Ce sont des opérations complexes, mais on y est arrivé. Des marques ont été inscrites sur le plancher pour indiquer l'emplacement de chacun des bureaux», précise M. Beauvais. Le local de musique de l'école Joly a aussi été transformé en salle de classe afin de bénéficier de plus d'espace. Les élèves de l'école Joly ont été scindés en deux grands groupes, dont l'un va à l'école trois jours par semaine, et l'autre deux jours, selon les

besoins des enfants. Ces derniers doivent se laver les mains à l'entrée et à la sortie de l'établissement scolaire et doivent aussi suivre les consignes en la matière à l'intérieur des murs de l'école. Seuls les enseignants, le personnel de l'école et les élèves ont le droit d'y entrer.

ACCUEIL

Dans la matinée du 11 mai, les premiers groupes ont été accueillis à l'école Joly par le personnel enseignant dans le respect des consignes de la Santé publique et en suivant les recommandations de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST). Beaucoup de parents sont allés porter leurs enfants à l'école en voiture en raison des restrictions à bord des véhicules de transport scolaire.

La réouverture des écoles primaires prévue le 11 mai a été annoncée par le gouvernement du Québec le 27 avril. Une décision qui a nécessité une volteface rapide de la commission scolaire et des directions d'écoles. «Les délais étaient très courts. Un comité formé de professeurs, de personnel de l'école et de membres de la direction a élaboré les procédures en se basant sur le guide de la CNESST. On procède à une entrée progressive à l'école. Le 11 mai c'était l'école Joly, le 12, c'est l'école Roy», complète M. Beauvais.

Des marques orange fluo étaient inscrites sur le trottoir et sur l'asphalte de la cour de l'école Roy pour indiquer aux enfants la distance à conserver entre eux. La neige les avait recouvertes partiellement, mais malgré tout, les enfants de l'école Roy étaient bien à l'écoute des consignes qui leur ont été données, entrant un à un dans l'école. Certains étaient accompagnés de leurs parents, qui attendaient patiemment qu'ils aient

franchi le pas de la porte avant de quitter.

CLASSEMENT DES ÉLÈVES

Les épreuves ministérielles et de la commission scolaire ont été annulées en raison de la pandémie. Les élèves seront donc évalués selon le jugement de leur enseignant et les résultats obtenus lors des deux premières étapes de l'année scolaire. «Les enseignants font de la consolidation présentement et certains devront s'assurer que les élèves ont acquis les savoirs essentiels pour passer au secondaire», explique le directeur par intérim des services éducatifs, Sébastien Mercier. Pour les élèves qui restent à la maison, l'enseignant doit faire un suivi avec eux si de la nouvelle matière est donnée. Un bulletin sera acheminé à la fin de l'année scolaire pour la 3e étape, mais il comprendra seulement une mention de réussite ou de non-réussite. M. Mercier souligne qu'il s'agira vraiment de cas par cas pour l'évaluation des élèves selon les efforts qui ont été fournis tout l'année et leur capacité de passer au niveau supérieur selon leur enseignant. «On en apprend chaque jour parce que tout change rapidement et se précise de jour en jour. On travaillait en priorité sur la rentrée. Une fois que tout sera bien installé, dans sept semaines, l'école sera déjà finie. Ça s'en vient très vite», constate Sébastien Mercier. En ce qui concerne les élèves de secondaire 4 et 5, des résultats chiffrés doivent être transmis pour l'obtention des unités en lien avec le diplôme d'études secondaires. Le jugement des enseignants et les résultats obtenus lors des précédentes évaluations s'appliqueront aussi.



APRES DEUX MOIS

L'ÉCOLE REPREND DIFFÉREMMENT

France Poirier – C'est bien différemment que les écoliers ont repris le chemin des bancs des écoles primaires lundi matin. Les classes ont adopté un nouveau visage pour respecter la distanciation physique de deux mètres.

Les pupitres sont distanciés les uns des autres, les classes se limitent à 15 enfants, chaque groupe demeure dans son local pour le dîner, les accès au gymnase et à la bibliothèque dans la plupart des écoles ne sont plus permis, les récréations ont lieu par petits groupes. Le lavage de mains est devenu obligatoire et doit se faire régulièrement.

La Commission scolaire de la Rivière-du-Nord (CSRDN) estimait à la suite d'un sondage que 48 % des enfants seraient de retour à l'école. « En fait, 89 % des parents ont répondu au sondage la semaine dernière et de ce nombre 48 % des élèves devaient être de retour en classe, soit 6488 enfants », explique Nadyne Brochu de la CSRDN.

■ POUR CE QUI EST DES ENSEIGNANTS ET DU PERSONNEL ?

Au moment d'écrire ces lignes, on ne pouvait pas avoir cette information, à cause des consignes ministérielles concernant les différents critères d'exclusion qui s'appliquent aux membres du personnel.

■ ORGANISATION DES CLASSES

Pour cette rentrée, l'organisation des classes était propre aux différentes écoles. Par ailleurs, tous les élèves qui revenaient

pouvaient se présenter à leur école. Il semble qu'à la veille de la rentrée, la CSRDN n'a pas eu besoin d'utiliser des locaux hors école.

« Il faut savoir que les parents qui ont choisi de garder leurs enfants à la maison pourront changer d'idée en cours de route et vice-et-versa, les parents qui ont choisi le retour à l'école pourront décider de garder leurs enfants à la maison. Un formulaire sera d'ailleurs disponible en tout temps pour les parents à cet effet sur la page d'accueil de notre site Internet », a ajouté

madame Brochu.

■ MIRABEL DOIT ATTENDRE

Faisant partie de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), la réouverture des écoles de Mirabel, incluant le Centre de formation du transport routier (pour les ateliers pratiques), est reportée au 25 mai. Cette nouvelle directive du gouvernement touche également les élèves qui habitent le territoire de Mirabel, mais qui fréquentent une école d'une autre municipalité, notamment les élèves des écoles de la Volière, alternative de la Fourmière, Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, de même que les élèves des classes spécialisées.



Retour en classe au primaire

La CSPN bien organisée

KATHLEEN GODMER
kgodmer@inmedias.ca

Quelques jours avant le retour en classe, sur une base volontaire, pour les élèves du primaire, la Commission scolaire Pierre-Neveu (CSPN) se disait prête et bien organisée. Le retour à l'école du personnel s'est fait le 4 mai, ainsi que l'accès aux services de garde d'urgence pour leurs enfants. *L'Info* s'est entretenue avec la directrice de la CSPN, Julie Bellavance, pour savoir de quoi aura l'air ce retour.

LORSQU'ON A ANNONCÉ LE RETOUR EN CLASSE, LES CONSIGNES ÉTAIENT UN PEU NÉBULEUSES ET LE TEMPS POUR S'ORGANISER SEMBLAIT COURT. DEPUIS, AVEZ-VOUS EU PLUS DE CONSIGNES VENANT DU GOUVERNEMENT ET QUELLES SONT LES MESURES QUE VOUS AVEZ MISES EN PLACE?

Nous recevons quotidiennement des consignes du MEES, de la Santé publique et de la CNESST. Les mesures mises en place sont celles prévues au « Guide de normes sanitaires en milieu de travail pour le milieu scolaire-COVID-19 ». Il y en a plusieurs, en passant de la responsabilité personnelle et collective (par exemple l'installation d'affiches, l'identification de la circulation dans l'établissement) à la mise en place d'équipements tel que le gel hydroalcoolique, de lavabo, de la mise à la disposition de masques, gants, sarraus, etc. Plusieurs formations sont offertes à notre personnel tout au long de la semaine afin d'assurer une utilisation adéquate de ces différents équipements.

QUELLES SONT LES PRINCIPALES

PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES DANS L'ORGANISATION DE CE RETOUR?

Je parlerais davantage de principaux défis. Nos principaux défis sont la réorganisation interne des espaces physiques, le réaménagement des horaires, l'assignation des tâches à notre personnel, le tout dans un climat sain, sécuritaire et bienveillant.

SUR LE PLAN DU TRANSPORT SCOLAIRE, COMMENT ÇA VA SE PASSER?

Nous sommes à faire la liste des élèves transportés selon nos parcours habituels. Plusieurs parents ont fait le choix de venir conduire leur enfant à l'école. Ce qui nous aide grandement. Nous devons toutefois composer avec une gestion différente de nos débarcadères-embarcadères en début et fin de journée.

COMBIEN D'ÉLÈVES VOUS ATTENDEZ-VOUS À VOIR REVENIR?
48,6% pour la semaine du 11 mai. Tous les élèves sont attendus dans leur école respective. En ce qui concerne les écoles de Mont-Laurier, sept groupes d'élèves de 6^e année seront relocalisés au pavillon de l'école polyvalente Saint-Joseph.

COMBIEN D'ENSEIGNANTS NE PEUVENT PAS OU NE VEULENT PAS REVENIR TOUT DE SUITE?

La très grande majorité de notre personnel est au travail tout autant au primaire qu'au secondaire. Nous sommes à faire des suivis auprès de notre personnel de 60 ans et plus ainsi qu'auprès de notre personnel ayant des problèmes de santé les rendant vulnérables ou encore des femmes enceintes. ?



Écoles et commerces

La fermeture maintenue jusqu'au 25 mai dans la région

Vincent Guilbault | L'Oeil Régional

Les entreprises exclues des services essentiels et les écoles situées sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) devront attendre jusqu'au 25 mai pour ouvrir leurs portes. Lundi, le premier ministre François Legault a aussi souligné que cette date pourrait être revue dans le cas des commerces et qu'elle pourrait même être repoussée en septembre dans le cas des écoles.

Dans le reste de la province, les écoles ont accueilli leurs premiers élèves le lundi 11 mai, tandis que les commerçants non essentiels ont pu recommencer leurs activités le 4 mai dernier. Cette situation a d'ailleurs mis en colère plusieurs commerçants de la région qui se sont confiés à L'CEIL la semaine dernière.

Le report de l'ouverture des commerces et des écoles pour toutes les municipalités de la CMM est justifié par un manque de marge de manœuvre dans les hôpitaux montréalais. Selon M. Legault, le nombre de lits disponibles est suffisant, mais c'est plutôt le nombre d'employés qui est insuffisant pour accueillir une importante vague de patients.

La CCIVR veut plus de flexibilité

La Chambre de commerce et d'industrie Vallée-du-Richelieu (CCIVR) souligne que les commerçants d'une bonne partie de la

Vallée-du-Richelieu se sentent totalement démunis face à la compétition des villes limitrophes à la région ne faisant pas partie de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

L'ouverture retardée au 25 mai accentue encore davantage la différence entre les commerces d'ici et ceux de Saint-Hyacinthe, par exemple. « Nous comprenons qu'il est plus facile d'utiliser des segmentations déjà existantes pour procéder au déconfinement, mais nos réalités, dans la CMM, ne sont pas les mêmes d'un bout à l'autre du territoire. Il serait primordial de le prendre en considération et d'éviter d'affaiblir encore davantage une partie de l'économie de plusieurs villes et municipalités », mentionne la présidente de la CCIVR, M^e Marie-Claude Duval.

L'organisme demande au gouvernement de mieux délimiter la zone chaude comprenant Montréal et ses couronnes rapprochées afin de ne pas pénaliser injustement les commerces dans la couronne la plus éloignée de la CMM, soit sur le territoire de la Vallée-du-Richelieu.

L'organisme invite aussi les résidents de la Vallée-du-Richelieu à attendre l'ouverture des commerces locaux pour acheter leurs biens afin d'aider à la relance économique de la région.

Maintien des consignes

En entrevue lundi avec *L'CEil Régional*, le député Simon Jolin-Barrette dit avoir entendu le message des commerçants et de la CCIVR, mais que pour le moment, la population de la région doit se fier aux

recommandations de la santé publique. « Beaucoup de commerçants nous ont contactés au bureau de circonscription, admet M. Jolin-Barrette. Je comprends la frustration et l'appel à l'aide des commerçants. Ça ne fait plaisir à personne, moi le premier, que plusieurs commerces et entreprises soient encore fermés dans la CMM. [...] Je sais que c'est un moment difficile à passer, qu'il y a des pertes de revenus, que c'est difficile économiquement. »

Même si la pandémie ne frappe pas équitablement les municipalités de la CMM, le député rappelle que la décision de retarder l'ouverture de la région est plus une question de présence de la population dans les hôpitaux. « On se fit à la recommandation [concernant la CMM] pour limiter la pandémie à Montréal et les environs. Différents scénarios ont été évalués et le meilleur, selon la Santé publique, c'est de limiter les mesures à la CMM. »

Le député se veut toutefois rassurant en soulignant que le plan de relance économique pour soutenir les entreprises annoncé par le gouvernement tiendra compte des entreprises qui ont souffert le plus. ■



Un retour à l'école tout en douceur

DANY JACQUES

djacques@lerefletdulac.com

ÉDUCATION. Élèves, enseignants et personnel du monde scolaire arboraient un large sourire lors du retour à l'école de lundi dernier.

La majorité des enfants ont répondu présents, mais plusieurs parents ont préféré garder leur progéniture à la maison le temps que la crise de la COVID-19 s'estompe.

Ce maintien d'élèves à la maison a permis de réaliser une rentrée en douceur, et peut-être même plus sécuritaire. Peu d'enfants sortaient des autobus scolaires. Le va-et-vient habituel était également moins actif autour des écoles primaires. Quatre institutions scolaires de la Commission scolaire des Sommets (CSS), dont Sainte-Marguerite et Saint-Pie-X à Magog, ont effectué cette « seconde rentrée » sur une période de trois jours afin de réduire les attroupements à l'entrée des écoles.

Le taux des présences se chiffre majoritaire-

ment entre 50 % et 60 % dans les établissements de la CSS. La plus faible participation est de 31 %, tandis que la plus haute s'élève à 80 %.

La directrice générale des Sommets, Édith Pelletier, applaudit ce grand retour à l'école. « Tout s'est bien déroulé jusqu'à maintenant, assure-t-elle. Nous avons retrouvé le sourire de nos élèves et la bonne humeur de notre personnel. Ça fait très plaisir à voir. »

Le retour des enfants s'effectue évidemment avec de strictes mesures sanitaires. La règle des deux mètres entre chaque personne est surveillée dans les autobus jaunes, dans les corridors, dans les classes et dans la cour extérieure. Les groupes sont plus petits. Le lavage des mains est exigé plusieurs fois par jour. « Le défi demeure grand avec des enfants, mais c'est aussi une belle occasion d'enseignement », observe M^{me} Pelletier.

La DG a aussi de bons mots pour le personnel enseignant et non-enseignant du secondaire qui met l'épaulé à la roue pour soutenir leur collègue du primaire. Plusieurs ont levé la main pour remplacer les enseignants qui ne

pouvaient retourner au boulot.

NE PAS OUBLIER LE SECONDAIRE

La Commission scolaire des Sommets profite de cette « seconde rentrée » du 11 mai pour relancer l'enseignement à distance pour les élèves du secondaire. « On a commencé à partager des tâches à distance dès le 14 avril pour maintenir les acquis, informe M^{me} Pelletier. On bonifie les communications en ligne dès cette semaine pour enseigner des matières de base au besoin, autant au secondaire que pour les élèves du primaire restés à la maison. »

Elle invite parents, enfants et ados à se retrousser les manches pour finir l'année en beauté, malgré la pandémie qui sévit toujours.



Une réouverture qui divise

Famille. La réouverture des services de garde à Montréal a été repoussée au 25 mai. Alors que des parents envisagent de garder leurs enfants à la maison, d'autres sont confiants qu'il est temps de commencer le déconfinement.

NAOMIE GELPER
ngelper@metromedia.ca

Résidente d'Hochelaga-Maisonneuve, Geneviève compte envoyer son fils à la garderie «parce qu'il en a besoin», dit-elle. «On ne pourra pas pousser indéfiniment le retour à la vie en société», pense la mère.

Selon elle, la santé physique est importante, mais la santé mentale, la socialisation et la scolarisation le sont aussi. «Ce n'est pas en vivant dans la peur qu'on va progresser», ajoute-t-elle.

Même son de cloche du côté de Béragère Julien. Pour la citoyenne de Mercier, la vie

doit recommencer. «Il est temps pour les enfants de retourner à l'école et au CPE afin de sociabiliser, estime-t-elle. La COVID-19 ne disparaîtra pas de sitôt, il faut apprendre à vivre avec tant que nous n'aurons pas un vaccin de disponible.»

Trop risqué?

Ce n'est pas l'avis de tous les parents du quartier. Plusieurs ont la possibilité de travailler de la maison et comptent en profiter pour garder les enfants à la maison plus longtemps.

Certains considèrent que le risque de contamination est encore trop élevé. C'est le cas de Dominique Saumur qui vit avec ses trois enfants, mais aussi avec sa mère à Tétreaultville. Elle pense que c'est «trop dangereux» pour cette dernière.

«Pour moi ça n'a pas de sens», affirme Lola, mère d'un garçon de deux ans. Selon elle, les garderies devraient rester fermées jusqu'en septembre comme les universités, les Cégeps et les écoles

secondaires.

Craintes des employées

Éducatrice à la garderie Cité Fleurie, Mélissa Iannaccone dit avoir peur de retourner au travail. «De vivre dans cette pandémie et de dire qu'on peut rouvrir, c'est effrayant», admet-elle.

La responsable de service de garde (RSG) dans Hochelaga-Maisonneuve Annie Veillette s'inquiète pour sa santé et celle des employés qui côtoieront les enfants. «Le travail qui est demandé aux RSG ainsi qu'aux éducatrices est énorme», pense-t-elle.

Pour sa part, la propriétaire d'un service de garde en milieu familial Chantal Rondeau n'est pas anxieuse. «J'ai vraiment hâte d'ouvrir, soutient-elle. Par contre on oublie la distance entre les enfants, c'est impossible à faire!»

En collaboration avec François Carabin



English school boards want to reopen on their own terms

RUBY PRATKA
RUBY@QCTONLINE.COM

Quebec's English school boards have told the provincial government that they plan to make their own decisions with regard to the planned reopening of elementary schools later this month.

The nine member boards of the Quebec English School Boards Association (QESBA), including the Central Quebec School Board (CQSB), which oversees English public schools in the Quebec City region, jointly signed a statement over the weekend saying that boards would decide when to reopen schools in their jurisdiction.

All daycares, elementary and secondary schools, CEGEPs, vocational training centres and universities in Quebec have been closed since mid-March due to the COVID-19 pandemic. Currently, daycare centres and elementary schools outside Montreal

are scheduled to reopen May 11, with Montreal-area daycares and elementary schools following on May 19; all other educational institutions will stay closed until September. Premier François Legault has said the province is willing to keep elementary schools closed until a later date if the data changes, and the final decision on reopening dates rests with the government.

"We are not saying May 11 is a bad date," said CQSB chairperson Stephen Burke. "However, that date was given to us without any consultation."

Burke said many parents of CQSB students are happy to get their children back to school sooner rather than later, but there are still many unknowns. "Parents and teachers are asking the same questions: how is busing going to work, how is social distancing going to work, how can they keep themselves and students safe?"

Education minister Jean-

François Roberge said on May 3 that boards did not have the power to decide on their own whether to reopen schools. QESBA boards "must continue their efforts with a view to a gradual, prudent and non-compulsory reopening on the dates previously stated," Roberge told the *Montreal Gazette*, setting the stage for jurisdictional wrangling in the coming days.

Burke said that whenever schools reopen, parents will decide whether to send children to school in person or have them continue learning from home. "We're not trying to be smarter than parents, and as chairperson, I can't tell parents what to do," he said.

Burke said no teachers or bus drivers who believe their health is at risk will be forced to return to work. As a result, busing might not be available for all students, and students might not be in class with their regular teachers. Online activities will be available for

students who stay home, and teachers will be encouraged to call students regularly. Social distancing and handwashing rules will be enforced, and schools could be closed again if there are new COVID-19 outbreaks.

"We are handling the situation to the best of our ability, and everyone is working hard to make this work," Burke said. "We can't make it risk-proof – CQSB chairperson Stephen Burke (pictured) and his colleagues are pushing for school boards to be allowed to decide when to reopen schools.

life is never risk-proof – but we're going to make sure as much as we can that everyone is safe."



LE 4 MAI LES PROFS RENTRENT AU TRAVAIL

France Poirier – Lundi dernier, les professeurs du primaire retournaient à l'école avec certaines inquiétudes. Cette semaine leur permettra de préparer l'arrivée des élèves qui se fera le 11 mai sur une base volontaire. Ce sera une rentrée bien différente.

Lundi, marquait le retour des enfants des écoles primaires alors que les écoles secondaires et les formations aux adultes ne rouvriront pas avant septembre prochain. Ces étudiants suivront de la formation à distance.

« Tant qu'on ne saura pas le nombre d'enfants qui viendront en classe, puisque c'est sur une base volontaire, il sera difficile de savoir comment les classes seront configurées et comment ça va fonctionner. De plus, nous comptons 5 000 employés, professeurs, concierges, secrétaires et autres qui ne seront pas tous en mesure de reprendre le travail pour différentes raisons. On doit attendre de savoir qui sera présent », souligne Nadyne Brochu de la Commission scolaire Rivière-du-Nord.

La CSRDN souligne suivre les directives du ministère et a émis un sondage au cours de la semaine dernière pour savoir si les parents envoyaient ou non leurs enfants à l'école. Au moment d'écrire ces lignes, on ne connaissait pas le nombre d'enfants et d'enseignants qui seraient à l'école.

■ TRANSPORT SCOLAIRE

L'annonce du retour en classe des élèves du primaire le 11 mai, nécessite un plan d'action et des directives claires afin que les transporteurs puissent reprendre leurs services de transport en assurant la sécurité de tous.

Il est important de mentionner que 54 % des conducteurs et conductrices d'autobus scolaires sont âgés de 60 ans et plus. La Fédération des transporteurs scolaires demande une recommandation claire de la Santé publique pour cette catégorie de conducteurs afin de les rassurer et pour qu'ils puissent réintégrer leur emploi en toute sécurité.

Le niveau de protection réel et perçu aura une influence directe sur le nombre de conducteurs qui reviendront en poste, car plus ils se sentiront en sécurité, meilleures seront leur adhésion et leur rétention.

« D'ici à ce qu'une directive soit émise, la FTA n'a d'autre choix que de suggérer à ses membres d'appliquer les recommandations de l'Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ) en transport collectif en ce qui attrait la protection

individuelle des conducteurs soit le port du masque, de lunettes de protection et gants si nécessaires », Stéphane Lefebvre, président du conseil d'administration de la Fédération des transporteurs par autobus.

CHOISIREZ-VOUS D'ENVOYER VOS ENFANTS À L'ÉCOLE?

Nous avons posé la question sur nos réseaux sociaux la semaine dernière. Voici quelques réponses.

« Non, ma petite fille souffre d'asthme. Nous faisons l'école à la maison et tout se passe très bien. Avec les programmes gouvernementaux scolaires nous arrivons à de très bons résultats; pas question que ma petite fille serve de cobaye. Je ne la jetterai pas dans la gueule du loup! De plus, comment peut-on envoyer nos petits à l'école prétextant que c'est pour le bien moral et social alors que ces petits bouts de choux d'amour ne pourront même pas se faire une accolade, ni jouer ensemble. De plus, ils devront être capables de garder deux mètres de distance même après deux longs mois sans avoir vu leurs amis et amies; des adultes n'arrivent même pas à respecter cela. Le gouvernement dit: c'est pour leur bien, je réponds ceci: le bien de nos enfants c'est de les protéger et non de les lancer yeux fermés dans un dilemme viral pour essayer d'accomplir l'immunité social! » - Johanne Dumas

« Oui de mon côté, mais pas d'autobus ni de service de garde! » - Karine Boulanger

« Non, car je travaille en CHSLD et qu'il est en 6ième année et son frère au secondaire. Donc, je peux me permettre de les garder hors des foyers d'éclousions pour protéger les aînés à mon travail. » - Julie Ouimet



ACTUALITÉS

Retour en classe le 11 mai

Plusieurs défis de réorganisation pour la CSBJ

GUY TREMBLAY

Le 27 avril dernier, le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Jean-François Roberge, annonçait un retour en classe pour les élèves du préscolaire et du primaire. Dès le lendemain, le directeur général de la Commission scolaire de la Baie-James (CSBJ), Michel Laplace, nous accordait une entrevue pour parler des défis de réorganisation pour la sécurité des élèves et du personnel.

C'est en compagnie de Maryse Savard, directrice des ressources humaines à la CSBJ, et de Bianca Tremblay, directrice du Service de l'enseignement, que le directeur général, Michel Laplace, nous a parlé de la préparation nécessaire afin que les écoles soient prêtes pour recevoir les élèves le 11 mai prochain. « Le travail a déjà débuté, mais la première phase aura lieu le 4 mai avec le retour à l'école du

personnel des établissements scolaires. Pour la CSBJ, cela touche 3 écoles à Chibougamau et 1 école dans chacune des municipalités de Chapais, Lebel-sur-Quévillon, Matagami, Radisson et Valcanton pour un grand total de 1 070 élèves. Le défi est grand, mais il dépendra du nombre d'élèves qui seront présents à cette date. C'est cela qui va déterminer la suite des choses, car c'est un retour en classe volontaire. En effet, les parents ne sont pas obligés d'envoyer leurs enfants à l'école. Il sera important pour nous de savoir le nombre d'enfants afin de préparer les classes pour la sécurité des élèves mais aussi du personnel. »

Plusieurs mesures

Bianca Tremblay souligne que différentes mesures seront mises en place pour permettre aux élèves de consolider leurs acquis et de compléter les apprentissages essentiels d'ici la fin de l'année scolaire

tout en minimisant les risques de propagation. La règle de distanciation sociale de 2 mètres sera appliquée ainsi qu'un maximum de 15 élèves par local. « Ce ne sera plus des classes avec des rangées de pupitres, car elles seront aménagées pour respecter les normes. Les élèves qui veulent porter un masque pourront aussi le faire. Le personnel profitera aussi de l'équipement nécessaire pour être bien protégé », ajoute Maryse Savard.

Les horaires seront aussi ajustés pour minimiser les déplacements et les regroupements. Il y aura des lavages de mains fréquents et obligatoires pour tous. Les lieux communs non essentiels seront fermés dans les écoles et l'accès aux établissements scolaires est réservé au personnel et aux élèves seulement. Pour les autobus scolaires, le conducteur profitera d'une zone de protection.

Collaboration des parents

Michel Laplace mentionne que le personnel est déjà à pied d'œuvre pour faciliter le plus possible cette rentrée scolaire. On demande donc aux parents de confirmer ou non la présence de leurs enfants le plus rapidement possible. Suite à cela, différents éléments seront mis en place afin que tout soit prêt pour la rentrée.

Communiqué (s)



Information sur le coronavirus (COVID-19)

[514 644-4545 \(tel://+1-514-644-4545\)](tel://+1-514-644-4545)

[418 644-4545 \(tel://+1-418-644-4545\)](tel://+1-418-644-4545)

[450 644-4545 \(tel://+1-450-644-4545\)](tel://+1-450-644-4545)

[819 644-4545 \(tel://+1-819-644-4545\)](tel://+1-819-644-4545)

[1 877 644-4545 \(tel://+1-877-644-4545\)](tel://+1-877-644-4545) (sans frais)

Personnes malentendantes (ATS)

[1 800 361-9596 \(tel://+1-800-361-9596\)](tel://+1-800-361-9596) (sans frais)

14 mai 2020

La pandémie de la COVID-19

Québec ne rouvrira pas les écoles sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal avant la fin août et repousse au 1er juin l'ouverture des garderies

Québec, le 14 mai 2020 – Lors de son point de presse, le premier ministre, François Legault, a indiqué qu'étant donné la situation toujours fragile dans la grande région de Montréal, les écoles primaires du territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) n'ouvriront pas leurs portes avant le mois d'août. « On sait que la situation est bonne en dehors de la région de Montréal, mais ici, dans la CMM, elle reste fragile. On en conclut que les conditions qui permettraient d'ouvrir les écoles primaires, dans la région de Montréal, ne sont pas réunies. Je vous annonce donc qu'on n'ouvrira pas les écoles le 25 mai et, étant donné le peu de temps qu'il restera, on ne les ouvrira pas avant le mois d'août », a-t-il expliqué. Quant aux différents milieux de garde, leur ouverture est repoussée au 1^{er} juin prochain.

En ce qui a trait à l'ouverture des commerces, Québec se donne encore quelques jours avant de rendre une décision, souhaitant d'abord évaluer l'évolution de la situation à Montréal et dans ses banlieues. « Il y a encore beaucoup d'inquiétudes, à Montréal, chez les entrepreneurs et chez les commerçants. Pour le moment, on maintient le cap pour une réouverture le 25 mai, mais on continuera de suivre la situation de très près. L'un des éléments qui pourraient nous aider, c'est le port d'un masque ou d'un couvre-visage par une grande majorité de Québécois », a indiqué M. Legault.

François Legault a rappelé que des conditions spécifiques devront être réunies afin que l'on procède à de telles réouvertures dans la CMM, notamment :

- Il faudra observer une baisse des hospitalisations.
- Il devra y avoir une diminution marquée des décès.
- Il faudra faire plus de tests quotidiennement.

- Il devra également y avoir une quantité suffisante de lits disponibles, de même qu'assez de personnel dans les établissements de soins.

Port du masque : le gouvernement du Québec aidera financièrement les sociétés de transport de la CMM

Rappelant que, dans cette lutte contre la COVID-19, éviter la transmission du virus demeure un défi dans les transports en commun, puisqu'il y est impossible de conserver les deux mètres de distanciation physique entre les utilisateurs, le premier ministre s'est dit ouvert à analyser l'option de rendre le port du masque ou du couvre-visage obligatoire prochainement. « Notre objectif, c'est que toutes les personnes qui utilisent le transport en commun, dans le Grand Montréal, portent un masque. On n'est pas encore rendus à le rendre obligatoire, mais on ne l'exclut pas. On va s'assurer aussi de fournir des masques dans les quartiers les plus touchés par le virus. » Ainsi, le gouvernement du Québec s'est engagé aujourd'hui à aider financièrement les sociétés de transport de la Communauté métropolitaine de Montréal pour l'achat de masques afin d'en fournir aux personnes qui seraient incapables de s'en procurer elles-mêmes.

Le nombre quotidien de tests continue d'augmenter

Alors que l'objectif fixé par les autorités de santé publique était de faire 14 000 tests par jour, le premier ministre a annoncé aujourd'hui que la cible est en voie d'être atteinte. « C'est une bonne nouvelle : 13 291 prélèvements ont été réalisés en 24 h. Je vous rappelle qu'on faisait 6 000 tests par jour et qu'on voulait augmenter à 14 000. Un petit effort encore et on va y arriver », a déclaré le premier ministre.

Remerciements du jour

Le premier ministre a transmis ses remerciements quotidiens à tous les Québécois de la grande région de Montréal. « C'est ici que la pandémie a frappé le plus durement. C'est ici que le confinement dure depuis le plus longtemps. Je vous remercie de votre discipline, de votre patience. Je vous demande de porter un masque ou un couvre-visage, en plus de conserver 2 mètres de distance avec les autres lorsque vous sortez ». François Legault a par ailleurs souligné le travail de la mairesse de Montréal et de tous les employés de la Ville, qui ont pris en charge les personnes sans-abri et qui ont aidé dans les banques alimentaires ainsi que dans les HLM, où il y a beaucoup d'aînés. Le premier ministre a conclu son point de presse en remerciant la Dre Mylène Drouin et ses équipes, qui travaillent sans relâche depuis des mois pour vaincre le virus qui a fortement touché la grande région métropolitaine.

Faits saillants :

- En date du mercredi 13 mai 2020, à 18 h, il y avait au Québec 40 724 cas confirmés de personnes atteintes de la COVID-19, une augmentation de 793.
- 1 834 personnes étaient hospitalisées, dont 190 aux soins intensifs, soit 4 de moins qu'au dernier bilan quotidien.
- 10 829 personnes initialement atteintes sont par ailleurs guéries de la COVID-19, une augmentation de 359 par rapport au dernier bilan.

Plan québécois des infrastructures 2020-2030 - Près de 3 milliards de dollars d'investissements en infrastructures devancés pour accélérer la relance de notre économie

NOUVELLES FOURNIES PAR

Cabinet du ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor →

Mai 14, 2020, 16:37 ET

QUÉBEC, le 14 mai 2020 /CNW Telbec/ - Le gouvernement du Québec devancera les investissements prévus au Plan québécois des infrastructures 2020-2030 dans plusieurs secteurs pour accélérer la relance économique du Québec à la suite du ralentissement occasionné par la pandémie de la COVID-19. Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor, Christian Dubé, et le ministre des Finances, Eric Girard, en ont fait l'annonce aujourd'hui. Ce plan prévoit maintenant, pour l'année financière 2020-2021, des investissements allant jusqu'à 13,9 milliards de dollars, plutôt que les 11 milliards initialement prévus. Ces investissements serviront à la réalisation de plusieurs projets d'infrastructures principalement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'enseignement supérieur et des transports routiers et collectifs.

Près de trois milliards de dollars de plus disponibles dès l'année financière en cours

Ainsi, une somme supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sera disponible dès le présent exercice financier pour la réalisation de projets d'infrastructures dans différents secteurs. Ces investissements s'inscrivent dans les deux priorités gouvernementales qui sont d'assurer rapidement une relance économique dynamique et de doter le Québec d'infrastructures de qualité. Ces investissements en infrastructures auront également des effets positifs sur

l'économie et l'emploi dans toutes les régions du Québec. Les investissements devancés seront consacrés à des secteurs prioritaires, comme la santé, l'éducation et les transports collectifs, où de grands besoins sont reconnus.

En plus de devancer des investissements, le gouvernement prévoit mettre en place d'autres mesures pour accélérer la relance économique et favoriser l'accès aux marchés publics pour les entreprises du secteur de la construction. Pour ce faire, il a consulté et écouté les partenaires de l'industrie pour déterminer les meilleurs moyens d'atteindre cet objectif et travaille actuellement à établir un ensemble de mesures d'assouplissement et de leviers pour favoriser la reprise des activités et répondre aux préoccupations de l'industrie. Le tout favorisa l'agilité et la flexibilité du gouvernement.

Le gouvernement élabore également une stratégie gouvernementale afin de favoriser l'accessibilité aux marchés publics, notamment pour les PME québécoises. La stratégie permettra de faciliter l'accès des entreprises aux contrats publics, développer l'expertise gouvernementale, assurer la cohérence des objectifs gouvernementaux et miser sur des solutions innovantes.

Citations :

« Nous sommes confiants à l'égard du fait que ces investissements sauront concourir à une relance rapide de notre économie. Le milieu québécois des affaires est solide, réactif et résilient. Nous en avons eu la plus grande preuve durant les derniers mois. Nous devons également pouvoir compter sur des projets structurants pour doter plus rapidement le Québec d'infrastructures visant à répondre aux besoins dans nos secteurs prioritaires. Les mesures annoncées aujourd'hui feront en sorte que les entreprises en sortiront gagnantes, de même que le gouvernement et, surtout, la population, qui profitera de ces infrastructures. »

Christian Dubé, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor

« Notre annonce d'aujourd'hui a pour objectif de favoriser une reprise économique ordonnée et solide. Au total, ce sont plus de 23 milliards de dollars de liquidités que nous avons injectés dans l'économie depuis le début de la crise dans l'objectif de soutenir l'économie du Québec.

Nous sommes dédiés à limiter les impacts de la pandémie sur l'économie et nous allons poursuivre nos efforts pour aider les citoyens et nos entreprises. »

Eric Girard, ministre des Finances

Faits saillants :

- Des investissements supplémentaires de 2,9 milliards de dollars sont devancés, et disponibles dès 2020-2021.
- Avec ce devancement, le total des investissements atteindra 13,9 milliards de dollars pour l'année en cours, par rapport aux 11 milliards initialement prévus.
- De ces 2,9 milliards, 700 millions de dollars seront consacrés au réseau de la santé et des services sociaux, ce qui comprend l'ajout de plusieurs lits dans différents hôpitaux, l'achat de modulaires et le démarrage accéléré des Maisons des aînés.
- 1,1 milliard de dollars serviront à des projets d'infrastructures pour le réseau de l'éducation, notamment pour la réfection et l'agrandissement d'écoles partout au Québec et la réfection d'établissements d'enseignement supérieur.
- 600 millions de dollars seront consacrés à des projets de transports collectifs, dont le devancement de la réalisation de projets non majeurs, principalement à Montréal.
- 370 millions seront investis pour le réseau routier.
- 130 millions de dollars seront consacrés aux autres secteurs, dont 75 millions pour les ressources informationnelles en éducation.

Lien connexe :

www.tresor.gouv.qc.ca

SOURCE Cabinet du ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor

Renseignements: Sources : Myrian Marotte, Attachée de presse, Cabinet du ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor, Tél. : 418 643-5926; Fanny Beaudry-Campeau, Attachée de presse, Cabinet du ministre des Finances, Tél.

Les écoles du Grand Montréal fermées jusqu'en septembre - Le soutien à distance pour tous doit être une priorité

NOUVELLES FOURNIES PAR
Fédération des comités de parents du Québec →
Mai 14, 2020, 17:12 ET

QUÉBEC, le 14 mai 2020 /CNW Telbec/ - La Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ) accueille le report de l'ouverture des écoles dans la Communauté métropolitaine de Montréal, puisque la situation sanitaire n'est pas sous contrôle dans la région. La FCPQ respecte bien sûr les décisions de la santé publique et souhaite que ce report devienne une occasion de bonifier le soutien à distance pour les élèves et leurs parents et de préparer la rentrée 2020-2021.

« Il y a beaucoup de jeunes qui ne retourneront pas à l'école cette année. Si on inclut le secondaire, le Grand Montréal et les enfants qui restent à la maison par choix de leurs parents, le pourcentage d'élèves assis sur les bancs d'école est minime. C'est maintenant le temps de mettre en place sérieusement un soutien pédagogique et professionnel que les élèves à la maison sont en droit de recevoir. Leur réussite scolaire et leur bien-être sont des préoccupations majeures en ce moment », confie Kévin Roy, président de la FCPQ.

La FCPQ s'inquiète aussi de la lourde charge que doivent porter les parents dont les enfants poursuivent leurs apprentissages à la maison. Les élèves vulnérables et à besoins particuliers doivent pouvoir bénéficier d'une aide accrue d'enseignants et de professionnels et tous les élèves doivent avoir accès aux outils nécessaires pour réaliser leurs travaux. Sans cela, la démotivation et le décrochage les guettent. Par ailleurs, il est impératif de clarifier le message concernant les évaluations et les bulletins.

« Ne laissez pas les parents dans le flou, aidez-nous à aider nos jeunes », demande Kévin Roy.

Profil de la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ)

La FCPQ regroupe, depuis 45 ans, les comités de parents des commissions scolaires du Québec et soutient les parents bénévoles soucieux de la participation parentale au sein des écoles publiques primaires et secondaires dans le but d'assurer la qualité de l'éducation offerte aux enfants.

Renseignements: Stéphanie Rochon, Responsable des communications,
Cellulaire : (581) 985-7137, Courriel : communications@fcpq.qc.ca

Liens connexes

www.fcpq.qc.ca



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

COVID-19 : fermeture des établissements scolaires dans la communauté métropolitaine de Montréal

Le gouvernement devra s'appuyer sur l'expertise des profs qui continueront de soutenir leurs élèves

Montréal, le 14 mai 2020 – À la suite de l'annonce faite par le premier ministre François Legault de fermer, jusqu'au mois d'août 2020, les établissements scolaires primaires et secondaires de la communauté métropolitaine de Montréal (CMM), la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) demande au gouvernement qu'il mette en place des ressources de soutien pour les populations d'élèves vulnérables qui vivent encore plus durement la crise sanitaire. La FAE estime aussi que le gouvernement doit travailler avec les représentantes et représentants des profs dans le cadre des opérations qui doivent être menées non seulement d'ici la fin de la présente année scolaire, mais aussi pour la rentrée scolaire de l'automne 2020. Selon la FAE, la prochaine rentrée scolaire devra, entre autres, permettre aux élèves d'effectuer une importante mise à niveau afin de rattraper les retards provoqués par la situation.

De plus, l'erreur commise par le ministre de l'Éducation Jean-François Roberge, au moment où il a dévoilé le plan de réouverture graduelle des établissements scolaires, ne doit pas se reproduire, puisqu'il s'est privé de l'expertise des milliers d'enseignantes et enseignants. La FAE a d'ailleurs mené, au cours des dernières semaines, une consultation en ligne auprès de ses membres. Près de 5 000 d'entre eux ont répondu à un questionnaire qui portait, entre autres, sur les conditions à mettre en place lors de la prochaine rentrée scolaire.

« Les enseignantes et les enseignants visés par cette annonce sont tristes de ne pouvoir retrouver leurs élèves, mais la pandémie de COVID-19 qui sévit dans la grande région de Montréal nécessitait que cette décision soit prise », a précisé d'emblée le président de la FAE, Sylvain Mallette. « Toutefois, cette situation soulève de nombreuses préoccupations que le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, devra gérer avec beaucoup d'attention et en collaboration avec les représentantes et représentants des profs. La Communauté métropolitaine de Montréal compte près de la moitié de la population du Québec et constitue son cœur économique. Les impacts sont donc majeurs pour les parents, qui devront non seulement continuer d'accompagner, avec les profs, leurs enfants dans leur cheminement scolaire, mais aussi qui devront continuer à travailler. Nous sommes très solidaires des défis que pose cette conciliation travail-famille. »

Priorité à la sécurité des profs et de leurs élèves à l'extérieur de la région de Montréal

La FAE tient aussi à rappeler qu'il faudra demeurer très vigilants quant au respect des règles sanitaires dans les écoles primaires qui ont rouvert cette semaine à l'extérieur de la grande région de Montréal. « Nous sommes en étroite contact avec les représentantes et représentants locaux des profs afin de veiller rigoureusement à ce que les consignes soient respectées et à ce que les enseignantes et enseignants se sentent en sécurité. Nous continuons aussi d'informer nos membres quant à leurs droits », a souligné M. Mallette. C'est d'ailleurs pour cette raison que la FAE s'est procuré des masques faits au Québec qu'elle fournira à ses membres. Cette initiative lui permet non seulement de contribuer au sentiment de sécurité de ceux-ci, mais aussi de soutenir une entreprise québécoise.

Enfin, la FAE rappelle que la plateforme *Ça cloche ? Dites-le-nous!* continue de documenter et de recenser les observations des enseignantes et enseignants quant au non-respect des directives émises par le gouvernement dans le cadre de la réouverture des établissements scolaires dans les régions de l'Outaouais, de Québec et de Granby. À ce jour, 294 signalements ont été faits et ont permis aux syndicats locaux de faire les représentations nécessaires auprès des commissions scolaires.

La FAE regroupe neuf syndicats qui représentent plus de 45 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle, de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que près de 1 700 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE). Elle est présente dans sept régions : Montréal, Laval, Québec et l'Outaouais, dans lesquelles se trouvent les quatre plus grands pôles urbains du Québec, ainsi que dans les Laurentides, l'Estrie et la Montérégie.

- 30 -

Source : Fédération autonome de l'enseignement

Renseignements : Marie-Josée Nantel, conseillère aux communications, au 514-603-2290 ou à mj.nantel@lafae.qc.ca

Actualités

14 MAI 2020

COVID-19 et fermeture des écoles de la région métropolitaine jusqu'à la rentrée 2020 : réaction du Regroupement des comités de parents de Laval et de Montréal

By [cpcsdm](#) In [Actualités](#) with [No comments](#)

Laval et Montréal, le jeudi 14 mai 2020 — Les parents de Laval et de Montréal accueillent avec résilience l'annonce faite aujourd'hui du maintien de la fermeture des écoles de la grande région métropolitaine jusqu'à la rentrée 2020. Le Regroupement des comités de parents des commissions scolaires de Laval et de Montréal tient à rappeler les priorités qu'il communique depuis le début de la crise sanitaire au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, monsieur Jean-François Roberge, et aux dirigeants de nos réseaux scolaires.

1° — Suivi pédagogique et soutien psychosocial de tous les élèves

- En priorité, tous les élèves ayant des besoins particuliers, qui fréquentent ou non des écoles ou des classes spécialisées, de même que leurs parents, doivent recevoir le suivi pédagogique promis, ainsi que du support immédiat et continu.
- Les enfants et les jeunes qui voient leur lien brisé avec leurs titulaires, et ce, peu importe la raison, doivent également pouvoir compter sur ce suivi pédagogique et sur ce support immédiat et continu de la part de chaque équipe-école.

2° — Distribution des outils technologiques

- L'école doit rapidement s'assurer que chaque enfant a un véritable accès à un outil technologique dédié et un accès Internet suffisant pour lui permettre de profiter pleinement, et individuellement, des ressources pédagogiques en ligne et aux séances à distance avec le personnel enseignant.
- Les commissions scolaires doivent donc, à très court terme, fournir ces outils technologiques, avec accès Internet, à chaque élève qui en a besoin, afin de lui permettre de progresser équitablement avec les autres élèves du Québec, qu'ils soient en classe ou non.

3° — Formation du personnel enseignant pour l'enseignement à distance

- La formation sur la pédagogie à distance doit être obligatoire pour chaque membre du personnel enseignant. Au delà des principes pédagogiques, elle doit inclure une formation et du soutien pour

Enter keyword and hit enter...

ARTICLES RÉCENTS

COVID-19 et fermeture des écoles de la région métropolitaine jusqu'à la rentrée 2020 : réaction du Regroupement des comités de parents de Laval et de Montréal

Réaction du Regroupement des comités de parents de la CSDL et de la CSDM à l'annonce du retour à l'école : les parents face à un sérieux dilemme...

Réaction du Regroupement des comités de parents de la CSDL et de la CSDM face à l'annonce du retour prochain à l'école et de la sortie de crise de la COVID-19

INFOLETTRE #2 : Le Comité de parents au temps du coronavirus...

LETTRE D'OPINION ==> Retour en classe : préparer maintenant l'après-printemps 2020 !

COMMENTAIRES RÉCENTS

Et au Québec ... instruire les jeunes en temps de confinement - Ludomag.com
dans INFOLETTRE #2 : Le Comité de parents au temps du coronavirus...

ARCHIVES

mai 2020

avril 2020

mars 2020

février 2020

janvier 2020

novembre 2019

mai 2019

avril 2019

octobre 2018

avril 2018

février 2018

janvier 2018



l'utilisation des outils technologiques et les diverses applications nécessaires aux rencontres et activités virtuelles en ligne.

4°- Modèle scolaire repensé et remanié pour la rentrée 2020

On aurait tout avantage à profiter des prochains mois qui nous séparent du retour en classe espéré pour l'automne, afin d'effectuer une avancée technologique majeure et de réfléchir collectivement à l'éducation publique auquel le Québec a le droit de s'attendre, et qu'il est à même de s'offrir, à partir des expertises qu'on peut trouver sur le terrain, partout au Québec : contenus et savoirs, disponibilité, accessibilité, diversification, adaptabilité, souplesse, etc.

5° — Comités locaux de gestion de crise pour la CSDL et la CSDM

- Il est essentiel de travailler ensemble, au niveau local, pour identifier et développer les meilleurs outils, les moyens les plus accessibles et les interventions les plus efficaces dans nos différents milieux, afin d'assurer la réussite éducative de nos enfants et de nos ados. Profs, directions, parents et gestionnaires au service des écoles : la collaboration est la condition essentielle pour un engagement partagé !

Il est temps de mettre énergies et ressources pour renouveler l'offre pédagogique de nos écoles, pour l'adapter à la situation de crise sanitaire actuelle et du même coup, lui faire prendre un pas de géant vers l'avant. Ça fait maintenant des semaines que les parents de Laval et de Montréal attendent de voir que le travail commence pour préparer l'avenir.

Communiqué à télécharger : [Document PDF](#)

Share This: [f](#) [t](#) [p](#) [G+](#) [e](#)

CATÉGORIES

[Actualités](#)

MÉTA

[Connexion](#)

[Flux des publications](#)

[Flux des commentaires](#)

[Site de WordPress-FR](#)

[← Previous](#)

Suivez-nous sur Facebook



Coordonnées

Comité de Parents de la Commission scolaire de Montréal

3737, rue Sherbrooke, est

Montréal (Québec) H1X 3B3

514 596-6121

comite.parents@cscdm.qc.ca

mai 2020

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31

[« Avr](#)



Report de l'ouverture des écoles en septembre : un soulagement pour les familles et le personnel scolaire

NOUVELLES FOURNIES PAR

CSQ →

Mai 14, 2020, 15:08 ET

MONTREAL, le 14 mai 2020 /CNW Telbec/ - En réaction à l'annonce du gouvernement du Québec sur le report, en septembre, de la réouverture des écoles primaires, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) diffuse une déclaration publique de sa présidente, Sonia Ethier :

« Le report, en septembre, de l'ouverture des écoles primaires dans le Grand Montréal est un soulagement pour des milliers de familles et membres du personnel scolaire. Depuis le début, le premier ministre mentionne que la réouverture des écoles ne s'effectuerait que "si et seulement si" les conditions sécuritaires le permettent. De notre côté, tout en offrant notre collaboration dans la lutte contre la propagation du virus, notre centrale a fait appel à l'importance d'avoir de la flexibilité pour éviter un mur à mur qui desservirait les objectifs de la santé publique ainsi que de la protection du personnel. Manifestement, l'ouverture des écoles primaires dans le Grand Montréal était incompatible avec la volonté d'assurer la santé et la protection du personnel scolaire et des familles. Nous saluons donc la décision du gouvernement. » - Sonia Ethier, présidente de la CSQ

Par ailleurs, concernant le report au 1^{er} juin de l'ouverture des services de garde scolaires et éducatifs dans le Grand Montréal, la présidente de la CSQ réitère l'importance d'assurer la santé et la sécurité au travail pour le personnel de soutien scolaire et ainsi que pour les intervenantes en petite enfance : « Le report de l'ouverture des écoles primaires en septembre nous rappelle qu'il est essentiel pour le personnel d'œuvrer dans des conditions respectant les plus hauts standards en matière de santé et de sécurité au travail. Si ces critères élémentaires ne peuvent être atteints, nous invitons le gouvernement à faire preuve de la même souplesse qu'envers les écoles en reportant l'ouverture des services de garde scolaires et éducatifs, tout simplement », conclut Sonia Ethier.

Profil de la CSQ

La CSQ représente plus de 200 000 membres, dont environ 125 000 font partie du personnel de l'éducation. La CSQ compte 11 fédérations qui regroupent quelque 240 syndicats affiliés; s'ajoute également l'AREQ (CSQ), l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec. La CSQ est également présente dans les secteurs de la

santé et des services sociaux, des services éducatifs à la petite enfance, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

SOURCE CSQ

Renseignements: Sébastien Marcil, Attaché de presse de la CSQ, Cellulaire : 438 356-4545

Liens connexes

<http://www.lacsq.org/>

Fermeture des écoles de Montréal jusqu'en septembre - Pas question d'abandonner les élèves à leur sort, martèle Québec solidaire

NOUVELLES FOURNIES PAR

Aile parlementaire de Québec solidaire →

May 14, 2020, 15:28 ET

MONTRÉAL, le 14 mai 2020 /CNW Telbec/ - Le porte-parole de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, et la responsable solidaire en matière d'éducation, Christine Labrie, saluent la décision du gouvernement de prolonger la fermeture des écoles de Montréal jusqu'en septembre, et demandent au ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, de mettre en place dès à présent des mesures de soutien aux élèves afin de leur permettre de poursuivre leur cursus à distance.

« C'était la seule décision responsable, puisque la situation à Montréal n'est aucunement sous contrôle. Mais à partir de maintenant, le gouvernement doit changer son approche et cesser d'annoncer des dates de déconfinement à l'aveugle. Il doit faire preuve de transparence et annoncer à l'avance quels critères objectifs seront utilisés pour planifier le déconfinement dans la métropole », déclare M. Nadeau-Dubois.

La responsable solidaire en matière d'éducation, Christine Labrie, appelle maintenant son homologue au gouvernement, Jean-François Roberge, à mettre en place très rapidement des mesures pour accompagner les élèves dans l'enseignement à distance.

« Il n'est pas question qu'on abandonne les élèves montréalais à leur sort. Le ministre Roberge doit offrir le plus tôt possible un encadrement pédagogique à distance digne de ce nom pour qu'aucun élève ne soit pénalisé. Les tablettes promises il y a plus de deux semaines ne sont pas encore arrivées partout, et c'est un délai qui pénalise les élèves les plus vulnérables. Si aucun

élève ne retourne en classe à Montréal, ça va prendre plus de matériel électronique que prévu, et le ministre doit s'assurer que tous les élèves ont très rapidement le matériel nécessaire, surtout les plus vulnérables », fait valoir Mme Labrie.

Afin de permettre aux élèves de poursuivre leur cursus scolaire à distance, la députée solidaire appelle le gouvernement Legault à donner aux professeurs du primaire et du secondaire l'accès aux services de garde d'urgence afin qu'ils puissent dispenser l'enseignement à distance à leurs élèves.

SOURCE Aile parlementaire de Québec solidaire

Renseignements: Mickaël Bergeron, Attaché de presse des porte-parole de Québec solidaire, (418) 576-7466 ou mickael.bergeron@assnat.qc.ca; Simone Lirette, Attachée de presse du caucus de Québec solidaire, (514) 994-5095 ou simone.lirette@assnat.qc.ca

Un SOS pour les élèves du secondaire - Le Parti Québécois présente trois propositions pour soutenir les adolescents

NOUVELLES FOURNIES PAR

Aile parlementaire du Parti Québécois →

Mai 14, 2020, 08:17 ET

QUÉBEC, le 14 mai 2020 /CNW Telbec/ - La députée de Joliette et porte-parole du Parti Québécois en matière d'éducation, Véronique Hivon, interpelle le gouvernement afin qu'il adopte trois mesures visant à agir pour la santé psychologique des élèves du secondaire et à favoriser un accompagnement optimal pour appuyer leur persévérance et leur réussite.

EN BREF

Le Parti Québécois propose trois mesures pour soutenir et accompagner les élèves du secondaire :

- **Mettre sur pied des escouades d'intervention en santé mentale;**
- **Augmenter le nombre et l'intensité des suivis professionnels auprès des élèves en difficulté;**
- **Garantir l'accessibilité à un ordinateur ou à une tablette électronique.**

Pour venir en aide aux élèves du secondaire, le Parti Québécois estime qu'on devrait mettre en place des escouades d'intervention en santé mentale. « Le gouvernement a indiqué qu'il avait pris la décision de rouvrir les écoles primaires en grande partie pour veiller à la santé mentale des enfants, mais il semble avoir oublié que les 340 000 élèves du secondaire vivent tout autant de défis de ce point de vue - peut-être même davantage, puisqu'ils se trouvent à une

période charnière de leur développement, et qu'ils sont particulièrement mis à l'épreuve par l'isolement et le manque de socialisation. Ces escouades d'intervention permettraient d'agir de manière proactive, par exemple à la demande de membres des équipes-écoles ou de proches constatant des signes de vulnérabilité et de détresse chez des adolescents. Cette mesure essentielle doit se déployer rapidement, pour le bien-être des élèves qui, malheureusement, sont à certains égards laissés pour compte », a souligné Véronique Hivon.

La députée de Joliette souhaite également que soit débloqué de manière urgente un budget dédié pour augmenter, en nombre et en intensité, les suivis de professionnels auprès des élèves en difficulté. « Ce qu'on voit à plusieurs endroits, c'est une réduction des suivis, alors qu'il devrait y en avoir au contraire beaucoup plus, vu les difficultés et la vulnérabilité qui s'aggravent chez plusieurs élèves en ce moment. Si nous ne voulons pas que des retards insurmontables surviennent et qu'une "génération COVID" de décrocheurs voie le jour, il faut déployer des moyens accrus maintenant! », a-t-elle insisté.

Par ailleurs, après deux mois de confinement et d'enseignement à distance, le gouvernement doit garantir une fois pour toutes l'accessibilité aux appareils technologiques. « Le ministre de l'Éducation a annoncé un partenariat avec Apple et Telus afin d'offrir 15 000 nouvelles tablettes aux familles. Malheureusement, non seulement ce nombre est nettement insuffisant face à la hauteur des besoins mais, de surcroît, dans le meilleur des mondes, les appareils ne seront probablement pas disponibles avant plusieurs semaines. Le ministre a beau faire de belles annonces mais, si elles ne se concrétisent pas à temps, il ne fait que créer de faux espoirs. Je lui demande de garantir que chaque élève qui a besoin d'un outil technologique puisse l'obtenir en temps utile. Et, s'il y a encore des failles ce printemps, il n'y aura plus aucune excuse pour la reprise à l'automne, car les prochaines semaines sont justement là pour planifier et organiser », a ajouté la porte-parole en matière d'éducation.

Pour une rentrée scolaire à la hauteur des défis

Finalement, alors que les cégeps et les universités mettent les bouchées doubles pour offrir un maximum de cours à distance l'automne prochain, Véronique Hivon réitère sa demande au ministre de l'Éducation : « Il doit permettre aux écoles primaires et secondaires d'avoir la flexibilité d'accueillir physiquement les élèves à demi-temps, afin de maximiser à la fois la

stabilité et la socialisation, notamment, autant pour les enfants que pour les adolescents. Cette proposition reçoit de plus en plus d'appuis, dont celui des directions d'établissements scolaires », a-t-elle rappelé.

SOURCE Aile parlementaire du Parti Québécois

Renseignements: Thomas Gaudreault, Attaché de presse, Aile parlementaire du Parti Québécois, 418 456-2282



COVID-19

Accélérer le verdissement des cours d'école pour la santé et le bien-être

15 mai 2020

Nature Québec et la Fondation Monique-Fitz-Back, avec l'appui de l'Association québécoise des médecins pour l'environnement (AQME), s'associent pour demander une bonifie l'enveloppe budgétaire destinée au verdissement et à l'aménagement des cours d'école. Considérant la crise sanitaire actuelle et l'intention du gouvernement d'investir dans les r vie scolaires, les organismes tiennent à rappeler l'importance d'accélérer le verdissement des cours d'école dans une perspective de santé, de bien-être et de sécurité des élèves personnel de l'éducation.

Déconfinement des écoles: plus sécuritaire à l'extérieur

Appuyés par l'AQME, les deux organismes souhaitent rappeler que l'utilisation des espaces extérieurs présente de nombreux avantages et bénéfiques pour la santé, la sécurité, le la motivation des élèves, particulièrement en cette période difficile. La direction générale de la santé publique du Québec a d'ailleurs reconnu, lors d'une rencontre publique tenue Fédération des éducatrices physiques enseignantes du Québec le 7 mai dernier, qu'il fallait prioriser la pratique d'activités physiques et l'enseignement des matières puisque le virus y vit moins longtemps et que la distanciation physique y est facilitée.

« Il est essentiel de reconnaître le rôle préventif que peuvent jouer les arbres dans nos milieux de vie. En plus de capter efficacement près de 24% des polluants atmosphériques permettent de réduire significativement le stress et la dépression, mais aussi de prévenir l'embonpoint et l'obésité. Nos villes manquent d'arbres: on estime la canopée urbaine à des villes, alors qu'elle devrait atteindre 40% pour des effets bénéfiques maximaux sur la santé et le bien-être. Le verdissement des cours d'école est un choix judicieux pour l'av enfants », partage Dre Claudel Pétrin-Desrosiers, présidente de l'AQME.

Verdir la cour pour la santé et le bien-être des élèves

Malgré les bénéfices connus du jeu et des classes extérieurs, nombreuses sont les écoles qui doivent composer avec une cour asphaltée et dépourvue de végétation. Bouger et dans ces conditions est beaucoup moins intéressant, surtout lorsque le manque d'ombre n'offre pas de répit avec l'arrivée des premières chaleurs de juin et les canicules tardives: septembre. En ville plus particulièrement, la problématique d'îlots de chaleur et l'absence de canopée entraînent divers impacts sur la santé comme les coups de chaleur, l'anxiété troubles cardiorespiratoires. C'est pourquoi Nature Québec réalise déjà depuis quelques années des projets de classes extérieures végétalisées.

« La situation exceptionnelle que l'on vit nous rappelle à quel point le contact avec la nature est précieux. Le verdissement des cours d'école et leur aménagement pour l'enseign extérieur permettraient de réduire le stress des élèves, d'améliorer leur concentration et leur motivation et d'encourager l'activité physique. On le voit avec nos projets de classes a des bienfaits considérables sur la qualité de vie et la santé des élèves et des enseignants qui perdureront bien au-delà la crise COVID », indique Cyril Frazao, directeur exécutif Québec.

Pédagogie en plein air: un mouvement à populariser au Québec

En 2019, une vaste étude menée par la professeure Ming Kuo de l'Université d'Illinois a d'ailleurs recensé les multiples bienfaits que procure un contact entre les jeunes et la nat L'extérieur offre d'innombrables opportunités pour stimuler l'apprentissage, le développement personnel et les attitudes pro-environnementales.

« Les écoles avec des cours verts, des potagers et des lieux de rassemblement comme les classes plein air ont une longueur d'avance pour offrir des environnements d'appren chaleureux et confortables. Il faut donner la chance à toutes les écoles d'avoir de tels espaces. Ils facilitent beaucoup les apprentissages en plein air », conclut Benoît Mercille, d général de la Fondation Monique-Fitz-Back.

Étant donné que la COVID-19 risque de perdurer au moins jusqu'à la rentrée d'automne et peut-être au-delà, les organismes demandent au gouvernement de considérer le verd l'aménagement des cours d'école comme un des outils pour adapter le milieu scolaire à la situation, mais également comme un investissement pour l'avenir de l'éducation au Qu

Pour plus d'information

